



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Introduction
- 1.2 Sommaire
- 1.3 Exigences relatives à la sécurité
- 1.4 Compte rendu
- 1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)
- 1.6 Exigence de vaccination contre la COVID-19

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des offres
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes
- 2.5 Lois applicables
- 2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

- 3.1 Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1. Procédures d'évaluation
- 4.2 Évaluation technique
- 4.3 Évaluation financière
- 4.4. Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec l'offre
- 5.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission
- 5.3 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

- 6.1 Exigences en matière d'assurance
- 6.2 Capacité financière

PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

- 7.1 Offre
- 7.2 Exigences relatives à la sécurité
- 7.3 Clauses et conditions uniformisées
- 7.4 Durée de l'offre à commandes
- 7.5 Responsables
- 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 7.7 Utilisateurs désignés
- 7.8 Procédures de passation des commandes
- 7.9 Instrument de commande
- 7.10 Limitation of Call-ups
- 7.11 Limite des commandes subséquentes
- 7.12 Attestations et renseignements supplémentaires
- 7.13 Lois applicables
- 7.14 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Énoncé des travaux
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées
- 7.3 Durée du contrat
- 7.4 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 7.5 Paiement
- 7.6 Instructions pour la facturation
- 7.7 Rapports d'avancement
- 7.8 Exigences en matière d'assurance
- 7.9 Clause du Guide des CCUA
- 7.10 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur
- 7.11 Règlement des différends

Liste des annexes :

- Annexe A - Énoncé des travaux
- Appendice 1 de l'annexe A – Portée des volets des travaux
- Annexe B - Base de paiement
- Appendice 1 de l'annexe B – Uniformisation des débours
- Annexe C - Exigences en matière d'assurance
- Annexe D - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe 'E' de la partie 4 de la demande d'offres à commandes - Critères d'évaluation techniques obligatoires

Annexe 'F' de la partie 3 de la demande d'offres à commandes - Instruments de paiement électronique

Annexe 'G' de la partie 5 de la demande d'offres à commandes - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – attestation

Annexe 'H' de la partie 5 de la demande d'offres à commandes - Attestations additionnelle

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
- Partie 7 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:
- 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;
- 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, l'exigences relatives à la sécurité, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande d'offres à commandes (DOC) vise la fourniture de divers services professionnels et techniques en matière d'environnement, sur demande du ministère des Services publics et de l'Approvisionnement du Canada (TPSGC), Services environnementaux et Gestion des sites contaminés (SEGSC), Région de l'Ontario (excluant la Région de la capitale nationale).
- (b) On entend faire plusieurs offres à commandes individuelles ou régionales (OCIR) pour chaque volet de travail. La description des OCIR et leur nombre maximum anticipé pour chaque volet sont indiqués dans le tableau suivant.

Volet	Description	Nombre maximum attendu d'OCIR	Niveau d'effort attendu par volet (période de l'OC : 2 ans)
1	Évaluations écologiques et environnementales	2	500,000.00 \$
1A	Évaluations écologiques et environnementales – Marchés réservés aux Autochtones	1	200,000.00 \$
2	Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral	3	1,600,000.00 \$
2A	Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral - Marchés réservés aux Autochtones	1	400,000.00 \$
3	Services d'expert-conseil pour les sites contaminés	5	30,000,000.00 \$

3A	Services d'expert-conseil pour les sites contaminés – Marchés réservés aux Autochtones	2	4,000,000.00 \$
----	---	---	-----------------

- (c) Les volets de l'énoncé des travaux figurent en détail à l'annexe A. Les offrants peuvent présenter un, plusieurs, voire tous les volets. Toutefois, une offre distincte et dûment remplie est requise pour chaque volet. Il n'est pas permis de présenter une offre pour une partie d'un volet. Il est toutefois possible pour les offrants de présenter une offre en coentreprise. Le même sous-traitant peut être présenté dans plus d'une offre. Si un sous-traitant est proposé à titre de membre de l'équipe, l'entreprise doit avoir obtenu une attestation de sécurité. Une organisation peut recevoir plus d'une offre à commandes, mais pas pour un même volet.

- (d) Les OCIR seront d'une durée de deux ans, et assorties d'une possibilité d'être prolongées deux fois pour une période de deux ans chacune. Pour les volets 1, 1A, 2, 2A, 3 et 3A, la date de début est établie au 1er avril 2022.

- (e) Pour les volets 1a, 2a et 3a, ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements. These Streams are set aside from the international trade agreements under the provision each has for measures with respect to Aboriginal peoples or for set-asides for small and minority businesses. Conformément à l'article 800 de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), l'ALEC ne s'applique pas au présent marché.

REMARQUE : Le 6 août 2021, le gouvernement du Canada a annoncé la mise à jour de La Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones (SAEA). Les changements immédiats comprennent le changement de nom en anglais seulement pour devenir Procurement Strategy for Indigenous Business (PSIB), la simplification de la définition d'une entreprise autochtone afin de supprimer les exigences en matière d'employés à plein temps et l'élargissement de la taille et du nombre de zones géographiques où les approvisionnement doivent être limités aux entreprises autochtones (c'est-à-dire là où la population est au moins 51% autochtones au lieu de 80%). De nouvelles clauses contractuelles sont en cours d'élaboration pour refléter ces changements. Plus d'informations sur le SAEA peuvent être trouvées ici : Entreprises autochtones et approvisionnement fédéral (isc-sac.gc.ca)

- (f) Soutien en approvisionnement Canada (SAC), anciennement le Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) a été créé en 2005 au sein de Services publics et Approvisionnement Canada pour appuyer l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard d'un système d'achat ouvert aux petites et moyennes entreprises régionales. Son mandat est d'informer, d'aider et de guider les entreprises afin qu'elles comprennent et utilisent mieux le processus d'approvisionnement fédéral. Le processus d'approvisionnement fédéral se veut ouvert, juste et inclusif, afin que les entrepreneurs de toutes les régions du Canada puissent participer de façon proactive aux possibilités d'approvisionnement fédéral et en bénéficier.

SAC offre un webinaire gratuit pour aider les entreprises autochtones en particulier à comprendre ce qu'implique l'appel d'offres sur les opportunités d'approvisionnement fédérales et en particulier celles qui incluent la Stratégie d'approvisionnement pour les entreprises autochtones (PSIB). Ce webinaire est offert le mercredi 8 décembre 2021 de 13 h à 15 h HNE et est ouvert à tous. Pour plus de détails et pour vous inscrire à l'offre, veuillez cliquer sur les liens de l'événement ci-dessous.

<https://ontario.tpsgc-pwgsc.gc.ca/cal/regist-fra.cfm?sid=2216>

Veuillez noter que cette session du 8 décembre de 13 h à 15 h est offerte en anglais seulement. Une session en français est offerte entre 14 h et 16 h via le [lien suivant](#)

- (g) Une exigence du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est associée au présent besoin; veuillez-vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7A - Offre à commandes et la partie 7B - Clauses du contrat subséquent et à l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

- (h) La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.
- (i) Le Processus de conformité des soumissions en phases s'applique à ce besoin.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>.)

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le communiqué de presse du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels..

1.6 Exigence de vaccination contre la COVID-19

Cette exigence est assujettie à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Le fait de négliger de compléter et de fournir l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.
- (c) Le document 2006 (2019-03-04), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.
- (d) Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer: 60 jours

Insérer: 220 jours

2.2 Présentation des offres

- (a) Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC:

Unité de réception des soumissions de la région de l'Ontario de TPSGC

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante:

TPSGC.oreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque: Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées 2006, ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

- (b) En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

(a) Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être:

- (i) un individu;
- (ii) un individu qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

(b) **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

OUI () NON ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

(c) **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

OUI () NON ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de la cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (vii) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

- (a) L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur l'Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.
- (b) À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des délais stricts sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestations

Section IV : Renseignements supplémentaires

- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou sur papier ne seront pas acceptées.

3.1.2 Expérience de la coentreprise

- (a) Si un offrant est une coentreprise qui possède de l'expérience acquise avec celle-ci, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.

Exemple : Un offrant est une coentreprise composée des membres L et O. L'offre demande aux soumissionnaires de démontrer leur expérience de la prestation de services d'entretien et de dépannage de 24 mois à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs. En tant que coentreprise (composée de L et O), l'offrant a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour répondre à l'exigence. Si L a acquis cette expérience dans une autre coentreprise avec la tierce partie N, cette expérience ne peut pas être utilisée parce que N ne fait pas partie de la coentreprise qui présente une soumission.

- (b) Une coentreprise peut citer l'expérience de l'un de ses membres pour répondre à tout critère technique de la présente demande d'offre à commandes.

Exemple : Un offrant est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si l'offre exige que l'offrant ait : a) trois ans d'expérience de la prestation de services d'entretien, et b) deux ans d'expérience de l'intégration de matériel dans des réseaux complexes, chacune des deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour une même exigence, comme celle d'avoir trois ans d'expérience de la prestation de services d'entretien, l'offrant ne peut pas indiquer qu'il totalise trois ans d'expérience si chaque membre (X, Y et Z) a un an d'expérience. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

- (c) Les membres de la coentreprise ne peuvent mettre leurs capacités en commun avec celles de membres d'une autre coentreprise pour démontrer qu'ils répondent à une exigence technique de la présente offre. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, l'offrant doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si l'offrant n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de l'indiquer pendant la période d'évaluation. Si l'offrant n'indique pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, son offre sera déclarée non recevable.

Exemple : Un offrant est membre d'une coentreprise composée des membres A et B. Si l'offre exige que l'offrant ait de l'expérience de la fourniture de ressources pendant un minimum de 100 jours facturables, l'offrant peut répondre à cette exigence en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par le membre A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

-
- (d) Les offrants qui ont des questions sur l'évaluation des coentreprises doivent les poser le plus rapidement possible pendant le processus de demande de renseignements sur l'offre à commandes.

3.1.3 Section I: Offre technique

- (a) Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.
- (b) Si les offrants présentent des soumissions pour plus d'un volet, ils doivent présenter une offre distincte pour chacun des volets.

3.1.4 Section II: Offre financière

- (a) Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.
- (b) Si les offrants présentent des soumissions pour plus d'un volet, ils doivent présenter une offre distincte pour chacun des volets.

3.1.5 Paiement électronique de factures - offre

- (a) Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « F » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés..
- (b) Si l'annexe « F » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.
- (c) L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.6 Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Si les offrants présentent des soumissions pour plus d'un volet, ils doivent présenter une offre distincte pour chacun des volets. Chaque volet sera évalué séparément.
- (c) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- (d) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les offrants sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs offres, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les offrants de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les offres ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE OFFRANT RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE OFFRE SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA OFFER AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE OFFRE NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. L'OFFRANT RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA OFFRE SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part d'Offrant afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans s'offre, et cette nouvelle information fera partie intégrante de s'offre. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que l'offrant a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à offre uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. L'offre disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2006 (2019-03-04) Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. L'offrant doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode

indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au offrant à l'adresse fournie par celui-ci dans l'offre ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par l'offrant à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les offrants pour les offres retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de offrants, le Canada examinera la offre pour déterminer si elle comporte une offre financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à l'offre financière. Cet examen n'évaluera pas si l'offre financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas d'offre financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans l'offre financière, la offre sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les offrants autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au offrant (« Avis ») identifiant où l'offre financière manque d'informations. Un offrant dont l'offre financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur offre financière.
- (e) Les offrants qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, l'offrant n'aura le droit de redresser que la partie de s'offre financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à l'offre financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans l'offre financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par l'offrant et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à l'offre financière soumise par l'offrant sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de l'offrant d'offre. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera uniquement la partie de l'offre financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si l'offre financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offre conformément à la présente section. Si l'offre financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, l'offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les offrants jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II: Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de l'offre technique afin de vérifier si l'offrant a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si l'offre technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que l'offre n'a pas respectée. Un offrant dont l'offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que s'offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. L'offrant en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) L'offrant disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse d'offrant doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans l'offrant, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par l'offre. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à l'offre financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse d'offrant au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de l'offre initiale, et en identifiant dans l'offre initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, l'offrant doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser l'offre d'offrant; il incombe plutôt au l'offrant d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à l'offre par l'offrant en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et uniquement la partie de l'offre originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de l'offre et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de l'offre lors de la phase II que pour déterminer si l'offre respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que l'offre originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si l'offrant n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, l'offre sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par l'offrant lieront l'offrant dans le cadre de sa soumission, mais la note originale d'offrant, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.

- (h) Le Canada déterminera si l'offre est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si l'offre n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, l'offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les offrants jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III

4.1.1.4 Phase III: Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les offres jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les offrants seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande d'offre, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Un offre sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions..

4.2 Évaluation technique

4.2.1 Critères techniques obligatoires

Voir l'annexe E – critères techniques obligatoires d'évaluation

4.2.2 Critères techniques cotés

Voir l'annexe E – critères techniques obligatoires d'évaluation

4.3 Évaluation financière

4.3.1 Obligatoires critères financière – pour chaque volet

- (a) L'offrant doit présenter son offre financière conformément à ce qui est énoncé dans l'annexe B, Base de paiement, pour toute la période de l'offre à commandes et les deux périodes de prolongation.
- (b) L'offrant doit proposer un taux horaire ferme, en dollars canadiens, pour chacune des sept catégories du personnel.
- (c) Chaque taux horaire ferme sera pondéré pour qu'il corresponde au niveau prévu de participation habituelle pour le type de travail effectué. Les taux pondérés seront cumulés pour obtenir le prix évalué total de chaque offre.

Voici la pondération qui sera utilisée :

Catégorie	Pondération accordée
Principale personne-ressource pour OCIR	5%
Ressource principale	20%
Ressource intermédiaire	25%
Ressource subalterne	20%
Ressource de terrain principale	15%
CDAO/Rédacteur	10%
Soutien administratif	5%

Voici un exemple de calcul :

Catégorie	Pondération accordée	Taux horaire pour l'année 1	Taux horaire pondéré
Principale personne-ressource pour OCIR	5%	100.00 \$	5.00 \$
Ressource principale	20%	80.00 \$	16.00 \$
Ressource intermédiaire	25%	60.00 \$	15.00 \$
Ressource subalterne	20%	50.00 \$	10.00 \$
Ressource de terrain principale	15%	65.00 \$	9.75 \$
CDAO/Rédacteur	10%	55.00 \$	5.50 \$
Soutien administratif	5%	30.00 \$	1.50 \$
Taux horaire pondéré total pour l'année 1:			62.75 \$

On utilisera les taux horaires pondérés totaux pour les deux premières années, additionnés avec les deux périodes de prolongation de deux ans (total de 4 ans) comme prix évalué de la soumission de l'offrant.

Exemple:

Taux horaire pondéré total – Année 1	62.75 \$
Taux horaire pondéré total – Année 2	63.50 \$
Taux horaire pondéré total – Année d'option 1-	64.13 \$
Taux horaire pondéré total – Année d'option 2	64.77 \$
	255.15 \$

Prix évalué de la soumission de l'offrant 255.15 \$.

- (d) The price of the offer will be evaluated in Canadian dollars, Applicable Taxes excluded, FOB destination, Canadian customs duties and excise taxes included.

REMARQUE : Les soumissionnaires doivent donner leurs taux selon les responsabilités et des rôles définis dans les catégories de ressources qui apparaissent à l'annexe A.

4.4 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix – pour chaque volet

- (a) Pour être déclarée recevable, une offre doit :
- (i) respecter toutes les exigences de la demande d'offres à commandes;
 - (ii) satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - (iii) obtenir le minimum requis de points indiqué dans les sections 1 et 2 des critères techniques cotés.
- (b) Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (i), (ii) ou (iii) seront déclarées non recevables.
- (c) La sélection sera faite en fonction de la note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70 % sera accordée au mérite technique et une proportion de 30 % sera accordée au prix.
- (d) Pour établir la note du mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera déterminée comme suit : nombre total de points obtenus/nombre maximum de points possible, multiplié par 70 %.
- (e) Afin de déterminer la note pour le prix, la note de chaque soumission recevable sera calculée au prorata en fonction du prix évalué le plus bas et du rapport de 30 %.
- (f) Pour chaque soumission recevable, on additionnera la note pour le mérite technique et la note pour le prix de manière à obtenir la note combinée.
- (g) La soumission retenue ne sera pas nécessairement la soumission recevable ayant obtenu la note technique la plus élevée ni celle ayant le prix évalué le plus bas. La soumission recevable qui obtiendra la

cote combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

- (i) Volet 1 – Évaluations écologiques et environnementales : Une ou deux offres à commande pourront être faites sur les propositions recevables ayant reçu la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix, conformément au Tableau 2 ci-après.
- (ii) Volet 1A – Évaluations écologiques et environnementales - Marchés réservés aux Autochtones: Une offre à commandes pourrait être faite sur la proposition recevable ayant reçu la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix, conformément au Tableau 2 ci-après.
- (iii) Volet 2 – Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral: Une ou trois offres à commande pourront être faites sur les propositions recevables ayant reçu la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix, conformément au Tableau 2 ci-après..
- (iv) Volet 2A – Gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral - Marchés réservés aux Autochtones: One standing offer could be issued to the responsive offer with the top highest combined rating of technical merit and price and distributed as per Table 2 below.
- (v) Volet 3 – Services d'expert-conseil pour les sites contaminés – Une ou cinq offres à commande pourront être faites sur les propositions recevables ayant reçu la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix, conformément au Tableau 2 ci-après.
- (vi) Volet 3A – Services d'expert-conseil pour les sites contaminés – Marchés réservés aux Autochtones: Une ou deux offres à commande pourront être faites sur les propositions recevables ayant reçu la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix, conformément au Tableau 2 ci-après.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000 \$ (45).

Tableau 1 – Méthode de sélection - note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70 %) et du prix (30 %)

		Offrant 1	Offrant 2	Offrant 3
Note technique totale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000 \$	50 000 \$	45 000 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 70 = 59,63$	$89/135 \times 70 = 46,15$	$92/135 \times 70 = 47,70$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24,55$	$45/50 \times 30 = 27,00$	$45/45 \times 30 = 30,00$
Cote combinée		84.18	84,18	73,15
Note globale		1 st	1 ^{er}	3 ^e

Tableau 2 – Calcul de la répartition des offres à commandes, par volet

Selon le nombre d'offres à commandes par volet, voici le calcul qui sera fait sur la répartition des offres à commandes.

(Note combinée des offrants recommandés / Total des notes combinées de tous les offrants recommandés) *100%

Exemple – avec les variables du Tableau 1

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ447-220532/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EQ447-220532

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-1-44067

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Total des notes ci-dessus = $(84,18 + 73,15 + 77,70) = 235,03$

% de répartition de l'offrant 1 = $84,18 / 235,03 \times 100 \% = 36 \%$

% de répartition de l'offrant 2 = $73,15 / 235,03 \times 100\% = 31\%$

% de répartition de l'offrant 3 = $77,70 / 235,03 \times 100\% = 33\%$

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter avec son offre la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.2.1 Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Selon la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, tous les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission, l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette demande de soumissions afin que leur soumission puisse être considérée davantage. Cette attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat.

Je, _____ (prénom et nom de famille), en tant que représentant de _____ (nom de l'entreprise), dans le cadre de la demande de soumissions numéro _____ (insérer le numéro de la demande de soumissions), garantis et atteste que tous les membres du personnel que _____ (nom de l'entreprise) fournira dans le cadre du présent contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec les fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés avec un(des) vaccin(s) contre la COVID-19 approuvé(s) par Santé Canada; ou
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la Loi canadienne sur droits de la personne, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par _____ (nom de l'entreprise) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que _____ (nom de l'entreprise) a attesté qu'elle s'est conformée à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également

que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fautive pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature: _____

Date: _____

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous ne remplace pas l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales: _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

5.2.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones - VOLETS 1A, 2A ET 3A UNIQUEMENT

- (a) Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements. (La section 4b de l'annexe est exclue et ne fait pas partie de cette exigence)
- (b) L'offrant:
- (i) atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de l'offre, les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
 - (ii) convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de la présente offre doit respecter les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut..
 - (iii) convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe mentionnée ci-haut.
- (c) L'offrant doit cocher la case applicable suivante:
- (i) ☐ **L'offrant est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.**
- OU**
- (ii) ☐ **L'offrant est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.**

- (d) À la demande du Canada, l'offrant doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. L'offrant doit s'assurer que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'offrant fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.
- (f) En déposant une offre, l'offrant atteste que l'information fournie par l'offre pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

5.2.3 Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones – VOLETS 1A, 2A ET 3A UNIQUEMENT

À la demande du responsable de l'offre à commandes, l'offrant doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone:

1. Je suis _____ (insérer « propriétaire » et/ou « employé(e) à temps plein ») de _____ (insérer le nom de l'entreprise) et autochtone, au sens de la définition de l'Annexe 9.4 du Guide des approvisionnements intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

5.3 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.3.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.3.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'entrepreneur ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si l'offrant est une coentreprise, l'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.3.3 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.3.4 Déclarations – Offre

Le Canada pourra vérifier la conformité aux déclarations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des soumissions (avant et après une offre à commandes). Avant l'attribution d'une offre à commandes, l'autorité contractante pourra demander des compléments d'information pour vérifier que les offrants respectent leurs déclarations. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. À défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante, l'offre sera jugée non conforme.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes:
- (i) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - (ii) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A – Offre à commandes;
 - (iii) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
- (b) On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
- (c) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du Guide des CUA (2011-05-16) Capacité financière

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante de l'offre à commandes.
- (i) L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
 - (ii) Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC. Tant que les autorisations de sécurité du personnel de l'entrepreneur requises au titre du présent contrat n'ont pas été émises par le PSC, TPSGC, ces derniers NE peuvent PAS PÉNÉTRER sur les lieux sans une escorte.
 - (iii) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
 - (iv) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions:
 - (A) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe D;
 - (B) du Manuel de la sécurité des contrats (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 01 avril 2022 au 31 mars 2022.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour 2 Période d'un an période, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est:

Nom: Shannon Brewster
Titre: Spécialiste en approvisionnements
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Branche d'acquisitions
Adresse: 4900 Yonge Street, 10th Floor, Toronto, ON M2N 6A6
Téléphone: (647) 273-1369
Courriel: shannon.brewster@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

- (a) Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.
- (b) Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant (*à déterminer lors de l'attribution*)

Nom: _____
Organisation: _____
NEA: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Courriel: _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2019-01 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur identifié autorisé à faire des commandes par rapport à l'offre à commandes est un représentant des services environnementaux et des sites contaminés, TPSGC, Toronto (Ontario).

7.8 Procédures de passation des commandes

The Offeror must not undertake any of the specified work unless and until a call-up is issued by the Identified User. The estimated cost stated in the call-up must not be exceeded without the specific written authorization of the Identified User.

7.8.1 Procédure pour les commandes subséquentes:

- (a) (a) Le responsable technique déterminera la portée du travail à fournir et utilisera un système d'attribution en alternance pour choisir l'offrant à qui sera attribuée la commande subséquente. Ce système fera le suivi de toutes les commandes subséquentes attribuées et calculera le total de la valeur du travail attribué. Pour les besoins de moins de 40 000,00 \$ (incluant les taxes applicables), le responsable technique choisira d'avoir recours aux services de l'offrant recommandé par le système ou à ceux d'un autre offrant en fonction de l'endroit et de l'expertise requise pour ce travail. Pour les besoins de 40 000,00 \$ à moins de 1 000 000,00 \$ (taxes applicables en sus), le système désignera l'offrant choisi pour l'attribution de la prochaine commande subséquente. L'offrant choisi sera celui qui est le moins avancé pour ce qui est de l'atteinte de la répartition idéale du volume d'activités par

rapport aux autres offrants. Pour les besoins qui constituent un travail de suivi lié à une commande subséquente déjà effectuée, le responsable technique pourra soit utiliser l'offrant choisi par le système, soit l'offrant qui a exécuté les travaux à l'origine.

- (b) Le système se servira d'une estimation de la valeur des services requis lors du choix des offrants. Cette estimation sera ajustée ultérieurement dans le système pour qu'elle corresponde au coût réel. Voici un exemple.
- (c) Le responsable technique doit fournir à l'offrant choisi par le système une description de chaque tâche à effectuer qui sera suffisamment détaillée afin que l'offrant puisse établir un prix ferme, un prix plafond ou un coût estimatif pour les travaux en question. Le prix ferme, la solution préférée, doit être utilisé autant que possible. L'utilisation du prix plafond au lieu du prix ferme sera seulement permise dans les cas où la description des travaux à exécuter n'est pas suffisamment détaillée pour déterminer un prix ferme raisonnable avec exactitude. L'utilisation des coûts estimatifs sera seulement permise dans les cas où la nature de la tâche est telle que l'on sait qu'il y aura des développements imprévus qui pourraient changer le niveau d'effort requis pour obtenir les résultats souhaités.
- (d) L'offrant doit présenter son prix et les renseignements complémentaires aux représentants du responsable technique, notamment pour ce qui est du personnel détenant une autorisation de sécurité qui exécutera les travaux et du temps nécessaire à leur exécution, dans le cadre d'une « proposition ».
- (e) Si le Canada juge la soumission de l'offrant recevable, un document de commande subséquente sera attribué pour autoriser le début des travaux et indiquer les exigences liées aux travaux, les échéances des produits livrables et les rapports provisoires à remettre.
- (f) Si le Canada juge la soumission de l'offrant non recevable d'une certaine façon, le Canada permettra à l'offrant de revoir sa soumission. Si le Canada et l'offrant ne parviennent pas à s'entendre sur la portée des travaux ou d'autres particularités, le Canada peut choisir un autre offrant.
- (g) Si, à tout moment durant les travaux, il devient évident que le niveau de dépenses autorisé sera dépassé, l'offrant doit immédiatement informer le responsable technique et attendre ses directives. L'offrant ne doit en aucune circonstance dépasser le niveau autorisé de dépenses.
- (h) Toutes les autorisations liées au déplacement ou les modifications connexes doivent être obtenues auprès du responsable technique avant le déplacement en question.

7.8.1.1 Attribution des commandes subséquentes et répartition du volume des activités – Exemple

Voici un exemple d'attribution des commandes subséquentes : L'attribution réelle des commandes subséquentes dépendra du financement après l'émission d'OCIR.

Exemple d'attribution des commandes subséquentes

Nombre d'OCIR à attribuer : 3 Fonds totaux disponibles : 900 000,00 \$

Offrant	Note
1	92,11
2	94,19
3	89,71

L'offrant 1 doit recevoir 33,4 % des fonds (300 600,00 \$).

L'offrant 2 doit recevoir 34,1 % des fonds (306 900,00 \$).

L'offrant 3 doit recevoir 32,5 % des fonds (292 500,00 \$).

Formule pour la répartition – Offrant 1 :

Total des notes = 276,01

Offrant 1 : $92,11 / 276,01 \times 100 \% = 33,4 \%$

Répartition du volume des activités – Exemple :

Offeror	Répartition idéale des activités	Valeur correspondante	Répartition réelle correspondante	Pourcentage réel moins pourcentage idéal
Entreprise classée au premier rang (Offrant 2)	34,1 %	107 000 \$	46,5 %	12,4 %
Entreprise classée au deuxième rang (Offrant 1)	33,4 %	70 000 \$	30,4 %	-3,0 %
Entreprise classée au troisième rang (Offrant 3)	32,5 %	53 000 \$	23 %	-9,5 %

Valeur totale de la répartition des activités à ce jour : 230 000 \$

L'attribution réelle des activités est le pourcentage de travail reçu par une entreprise par rapport à la valeur totale de tout le travail attribué. La valeur réelle moins la valeur idéale est la différence entre l'attribution réelle des activités et l'attribution idéale, et elle représente la situation de l'entreprise par rapport à la répartition idéale des activités. Un nombre positif indique que l'entreprise a reçu plus de contrats qu'elle aurait dû (par rapport au volume des affaires courant), et un nombre négatif indique qu'elle a reçu moins de contrats qu'elle aurait dû. Dans cet exemple, l'entreprise ayant la différence négative la plus grande sera celle que l'on contactera pour la prochaine commande subséquente. Dans cet exemple, la troisième entreprise sera la prochaine contactée.

7.8.2 Exceptions au système de répartition

- (a) Les exceptions au système de répartition décrits ci-dessus ne s'appliquent que dans les cas où l'offrant ne fournit pas des services satisfaisants. Une méthode d'évaluation du rendement (plan de gestion du rendement) a été mise en place et pourrait faire en sorte que l'offrant n'atteigne pas la répartition idéale du travail.
- (b) L'objectif du plan de gestion du rendement est de travailler en collaboration avec l'offrant pour assurer des produits et des services de qualité, afin de répondre aux besoins de nos clients. Pour ce faire, nous fournirons un retour d'information constant et fréquent et évaluerons le rendement de l'entrepreneur pendant la durée des commandes à différents intervalles (au moins deux fois). Les gestionnaires de projet resteront en communication permanente avec les entrepreneurs sur le rendement, et soulèveront de manière proactive les problèmes dès qu'ils se présentent, pour garantir une approche « sans surprise » de la gestion et des évaluations du rendement.
- (c) Cinq indicateurs de rendement clés (IRC) seront évalués au moins deux fois pendant la durée de validité de la commande subséquente : qualité, calendrier, coût, portée, gestion et coordination. Le rendement sur chaque IRC sera évalué sur une échelle de 1 à 4. Le rendement global de l'entrepreneur sera calculé en faisant la moyenne des notes attribuées pour les 5 IRC.

L'échelle de notation sera appliquée comme suit :

Note de 1 : L'offrant ne répond pas aux exigences ou rencontre de très grandes difficultés.

Note de 2 : L'offrant a rencontré de grandes difficultés à répondre aux exigences du projet.

Note de 3 : L'offrant a rencontré des problèmes mineurs dans l'atteinte des exigences du projet.

Note de 4 : L'offrant répond à toutes les exigences du projet.

TABLEAU 1:

Pénalités financières pour le mauvais rendement	Pénalités fondées sur la réduction de la répartition idéale
Note totale moyenne $\leq 1,5$	5 % de réduction de la répartition idéale

1,5 < Note totale moyenne ≤ 2,5	4 % de réduction de la répartition idéale
2,5 < Note totale moyenne < 3	2 % de réduction de la répartition idéale
Si l'offrant reçoit plus de 4 réductions en raison de son rendement, il sera exclu de la rotation pendant au moins trois mois.	

Exemple de calcul des pénalités :

L'offrant X a une répartition idéale de 15 % : 600 000 \$ sur un total de 4 M\$. Si sa note d'évaluation totale se situe entre 2,5 et 3, et qu'une réduction de 2 % sera appliquée à la répartition idéale :

$$600\,000 \$ \times 0,98 = 588\,000 \$ / 4\,000\,000 \$ \times 100 = 14,7 \%$$

Nouveau pourcentage idéal : **14,7 %**

Nouvelle répartition (estimative) : **588 000 \$**

Une pénalité de 0,3 % sera répartie entre les autres offrants du volet afin de maintenir une répartition totale de 100 %.

- (d) La répartition idéale du travail d'un offrant peut être modifiée s'il fournit des services insatisfaisants, selon l'évaluation du rendement décrite au Tableau 1. L'offrant peut également être exclu de la rotation s'il refuse régulièrement du travail sans motif valable.

7.9 Instrument de commande

- (a) Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes (i) ou (ii) ci-après.
- (i) Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
- (ii) Les formulaires suivants sont disponibles au site Web Catalogue de formulaires :
- PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)
- ou
- (iii) Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
- le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 1 000 000,00 \$CAD (taxes applicables en sus).

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste

- (a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (b) les articles de l'offre à commandes;
- (c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes – biens ou services;
- (d) les conditions générales 2035 (2020-05-28), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- (e) l'annexe A, Énoncé des travaux;
 - (i) Appendice 1 de l'annexe A – Portée des volets des travaux
- (f) l'annexe B, Base de paiement;
 - (i) Appendice 1 de l'annexe B – Uniformisation des débours
- (g) l'annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- (h) l'annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité; et
- (j) l'offre de l'offrant en date du _____. (*à insérer lors de la délivrance*)

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Mise de côté

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'offrant reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée de l'offre à commandes. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'offrant sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner la mise de côté de l'offre à commandes.

7.13.3 Clauses du Guide des CCUA

Clauses du Guide des CCUA M3020C (2016-01-28) Statut et disponibilité du personnel - offre à commandes
Clauses du Guide des CCUA M3082T (2021-10-15) Attestation de conformité à l'exigence de vaccination contre la COVID-19 – Offres à commandes

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.14 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

- (a) Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.
- (b) Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ447-220532/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EQ447-220532

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-1-44067

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

-
- (c) Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2035 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

7.2.2.1 Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué,

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Le travail doit être complété conformément à l'appel lancé contre l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement - prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme dans le contrat, Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

OU

7.5.1 Base de paiement : Taux fixe basé sur le temps – Prix plafond

Pour les travaux décrits de l'énoncé des travaux à l'annexe A:

L'entrepreneur sera payé pour les travaux exécutés, conformément à la base de paiement prix plafond attachment 1 to annexe B, ntrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

OU

7.5.1 Base de paiement : Frais remboursables – Limitation des dépenses

Pour les travaux décrits de l'énoncé des travaux à l'annexe A:

L'entrepreneur sera payé pour les travaux exécutés, conformément à la base de paiement dans l'attachment 1 to annexe B, ntrat) À une limitation des dépenses, comme spécifié dans le document d'appel. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.5.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2017-08-17), Limite de prix

OU

7.5.2 Limitation des dépenses

- (a) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme décrit dans le document d'appel. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
- (b) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme
 - a. lorsque 75 % de la somme est engagée, ou
 - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
- (c) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

7.5.3 Paiement mensuel

Clauses du Guide des CCUA H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel

7.5.4 Clauses du Guide des CCUA

Clauses du Guide des CCUA A9117 (2007-11-30) - T1204 - demande directe du ministère client
Clauses du Guide des CCUA C0710C (2007-11-30) - Vérification du temps et du prix contractuel

7.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants à *(déterminer lors de l'attribution du contrat)*

- (i) Carte d'achat Visa ;
- (ii) Carte d'achat MasterCard ;
- (iii) Dépôt direct (national et international) ;
- (iv) Échange de données informatisées (EDI) ;
- (v) Virement télégraphique (international seulement) ; ou
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.6 Instructions pour la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- (i) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;

- (ii) une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
 - (iii) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance; et
 - (iv) une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
- (b) Les factures doivent être distribuées comme suit:
- (i) Les factures doivent être acheminées par courriel au gestionnaire de projet identifié dans la commande subséquente, qui les vérifiera et demandera le paiement.

7.7 Rapports d'avancement

- (a) L'entrepreneur doit soumettre au responsable technique et à l'autorité contractante des rapports d'étape mensuels, sous forme électronique, sur les progrès réalisés dans le cadre des travaux. Le rapport d'avancement doit être constitué de deux parties:
- (i) Partie 1 – L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes:
 - A. Le projet avance-t-il selon l'échéancier prévu?
 - B. Respecte-t-on le budget du projet?
 - C. Le projet est-il exempt de toute préoccupation pour laquelle l'assistance ou les conseils du Canada peuvent être nécessaires?Chaque réponse négative doit être appuyée par une explication.
 - (ii) Partie 2 – Un rapport narratif, bref, mais assez détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'état d'avancement des travaux, qui doit contenir au moins ce qui suit:
 - A. une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport; un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclus, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux.
 - B. une explication de tout écart par rapport au plan de travail.
 - C. une description des déplacements ou des conférences liés au contrat au cours de la période visée par le rapport.

7.8 Exigences en matière d'assurances

- (a) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue..
- (b) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et est souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (c) L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance est conforme aux exigences et est en vigueur. Pour les entrepreneurs établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada; pour les entrepreneurs établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise chez un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.9 Clauses du Guide des CCUA

(Applicables aux volets 1A, 2A et 3A SEULEMENT) - Clauses du Guide des CCUA A3000C (2014-11-27), Attestation du statut d'entreprise autochtone

7.10 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (ESDC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par ESDC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.11 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit fournir des ressources pour chacun catégories.

1. Principale personne-ressource pour l'offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) [minimum de 15 ans d'expérience] :

Le rôle de la principale personne-ressource pour l'OCIR est d'être le principal contact avec les chargés de projet de TPSGC en matière de supervision des programmes et des projets relatifs à l'offre à commandes. Ses responsabilités comprennent la gestion générale et le contrôle de toutes les annexes, des budgets, des questions de qualité et des réalisations attendues. La personne-ressource des OCIR doit posséder d'excellentes compétences en communication, un bon sens de l'organisation et une solide formation technique, démontrer sa capacité d'arriver à ses fins, de mener des projets en dehors de ses domaines d'expertise et avoir la volonté d'assumer la responsabilité de l'ensemble du programme de l'entreprise.

2. Ressource principale (10 ans d'expérience minimum) :

Le rôle de la ressource principale consiste principalement à fournir de l'assistance technique de haut niveau à l'équipe de projet et, dans certains cas, à gérer des projets. Les projets entrepris comportent souvent des difficultés ou des composantes complexes. Le rôle de la ressource principale consiste, selon les besoins et son domaine de spécialité, à donner des conseils techniques, assurer le contrôle de la qualité, préparer des plans de travail, réaliser des évaluations, préparer des rapports et procéder à des inspections professionnelles. En tant que gestionnaire de projet, elle devra également assurer la liaison avec le client et gérer la portée, le calendrier et le budget. Dans des cas limités ou hautement spécialisés, la ressource principale peut être amenée à effectuer des travaux sur le terrain.

3. Ressource intermédiaire (5 ans d'expérience minimum) :

La ressource intermédiaire gère la plupart des projets courants ou fournit de l'assistance technique à l'équipe de projet. Parmi ses responsabilités, mentionnons la gestion de projets courants, y compris, mais sans s'y limiter, la liaison avec le client, la budgétisation, la facturation, la gestion du calendrier et la prestation d'une assistance technique spécialisée à l'équipe de projet. De plus, elle aiderait à effectuer l'assurance de la qualité.

4. Ressource subalterne (2 ans d'expérience minimum) :

La ressource subalterne gère ou exécute des programmes sur le terrain sous la direction d'une ressource principale, d'une ressource de terrain principale ou d'une ressource intermédiaire, y compris, mais sans s'y limiter, des reconnaissances du sol en profondeur, l'échantillonnage à des fins de détection de contaminants éventuel, des inventaires biologiques, ainsi que des activités de mesure, l'observation et l'enregistrement des données recueillies sur le terrain. Elle est également chargée du suivi des plans de travail, y compris les plans en matière de santé et de sécurité, selon les directives. De plus, la ressource subalterne mène et gère des tâches selon les directives du gestionnaire de projet, participe à la préparation des rapports y compris la mise en tableaux des données et, s'il y a lieu, prépare des rapports courants pour fins d'examen par les cadres supérieurs. Ses responsabilités se limitent normalement à des tâches ou à des portions précises d'un projet.

5. Ressource de terrain principale (8 ans d'expérience minimum) :

Le rôle la ressource de terrain principale consiste à gérer les programmes sur le terrain qui se rapportent à des projets comportant des difficultés ou des aspects complexes, sous la direction du gestionnaire de projet. Elle peut également participer à la préparation des rapports courants ou des évaluations. Parmi ses responsabilités habituelles, mentionnons l'élaboration de plans de travail et de plans de santé et de sécurité, la supervision de programmes difficiles ou complexes sur le terrain et, parfois, l'établissement de rapports.

6. CDAO/Rédacteur (5 ans d'expérience minimum) :

Élabore et prépare des conceptions, des plans, des dessins, des diagrammes ou des mises en page assistés par ordinateur.

7. Soutien administratif

Le rôle administratif offre des services de soutien en gestion de projet à l'équipe du projet, entre autres dans les domaines suivants : facturation, traitement de texte, impression ou transfert de documents et autres tâches de soutien.

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE A

PORTÉE DES VOLETS DES TRAVAUX

(Lors de l'attribution, les volets seront supprimés le cas échéant)

VOLET 1 : ÉVALUATIONS ÉCOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

VOLET 1A : ÉVALUATIONS ÉCOLOGIQUES ET ENVIRONNEMENTALES - réservé aux Autochtones

1. Besoin

- 1.1 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Services environnementaux et sites contaminés (SESC) requiert la prestation de services environnementaux pour aider les ministères à comprendre les impacts environnementaux potentiels de divers ouvrages sur les propriétés fédérales et pour documenter les conditions environnementales existantes sur ces propriétés. De plus, les ministères fédéraux peuvent avoir des responsabilités pour des projets sur des propriétés non fédérales nécessitant des services semblables. L'Énoncé des travaux (EDT) décrit les divers types de travaux que l'entrepreneur peut être tenu d'effectuer dans le cadre du contrat.
- 1.2 Les propriétés fédérales mentionnées ci-dessus sont utilisées à des fins diverses, notamment des complexes de bureaux, des voies navigables récréatives, des parcs nationaux, des aides à la navigation, des postes frontaliers, des bases militaires, des propriétés résidentielles, des aéroports, des établissements correctionnels, des hôpitaux, des terrains de recherche, etc.
- 1.3 La compréhension et la réalisation de projets sur des propriétés fédérales exigent le respect des lois et des règlements fédéraux, ainsi que la mise en œuvre des pratiques exemplaires afin d'éviter tout impact important sur l'environnement. Les projets réalisés sur des propriétés fédérales doivent respecter toutes les exigences fédérales et, en l'absence de lois fédérales, les exigences provinciales ou municipales seront utilisées à des fins de comparaison ou d'orientation. Tous les travaux doivent être conformes aux lois fédérales et provinciales applicables les plus récentes, incluant les règlements, les ordonnances, les directives, les normes et les pratiques exemplaires. Les politiques et les normes ministérielles de TPSGC doivent également être respectées. Lorsque ces documents ont subi une mise à jour ou une modification, ce sont les nouvelles versions qui doivent être utilisées.
- 1.4 L'entrepreneur doit aider les ministères fédéraux à s'acquitter de leurs responsabilités principalement en vertu de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (LEI), de la *Loi sur les espèces en péril* (LEP) et de la *Loi sur les pêches* (LP). Les ressources doivent connaître les lois et les directives provinciales, municipales et fédérales, y compris, mais sans s'y limiter, les textes suivants :
 - *Loi sur l'évaluation d'impact*
 - *Loi sur les espèces en péril*
 - *Loi sur les pêches*
 - *Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs*
 - *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999)
 - *Loi sur les espèces sauvages du Canada*
 - *Loi sur les évaluations environnementales de l'Ontario*
 - *Loi sur les espèces en voie de disparition de l'Ontario*
 - Devis directeur national
- 1.5 L'entrepreneur doit avoir une connaissance à jour des lois, des politiques et des directives pertinentes, ainsi que de leur application. Il devra examiner et interpréter des lois, des pratiques exemplaires, recueillir les données et préparer des rapports qui documentent la méthode, les conclusions et les recommandations de ses projets. L'entrepreneur doit également fournir des conseils et des recommandations concernant les lois et les règlements sur l'environnement et les pratiques exemplaires en matière de gestion.

- 1.6 L'entrepreneur peut être tenu de collaborer avec les communautés des Premières Nations afin de déterminer s'il existe des possibilités, dans le cadre d'un projet précis, d'employer les Premières Nations locales pour l'exécution des tâches du projet.

2. Portée des travaux

Selon les éléments à prendre en compte propres aux sites et les enjeux environnementaux à prendre en compte, l'entrepreneur doit réaliser des évaluations, des études et élaborer des plans, notamment dans les catégories de projet ci-dessous :

2.1 Études biologiques

- a) L'entrepreneur devrait être capable de recueillir des données de référence et d'analyser les lacunes dans les données avant les évaluations ou pendant et après les activités du projet. Sans s'y limiter, les activités suivantes seraient effectuées dans le cadre des études biologiques :
- Classification écologique des terres;
 - Évaluation des habitats;
 - Élaboration des programmes de gestion, entre autres des programmes de gestion des forêts, des programmes de gestion de la faune sauvage, des plans de gestion de lutte antiparasitaire intégrée et d'autres programmes liés à l'environnement naturel;
 - Relevés de la faune (aquatique, terrestre et aviaire);
 - Évaluations des espèces en péril;
 - Études de la qualité de l'eau;
 - Études de la qualité de l'air (incluant le bruit) et autres études liées à l'environnement naturel.
 - Obtenir les permis nécessaires à la réalisation des travaux [permis en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* (LEP), permis de la *Loi sur les espèces sauvages au Canada* (LESC), permis en vertu de la *Loi sur les pêches*, etc.]
- b) L'entrepreneur doit avoir de l'expérience dans chacune des sous-catégories suivantes, en ce qui concerne les activités énumérées ci-dessus et les activités spécifiées dans chaque sous-catégorie :
- (i) Études sur les oiseaux :
- Effectuer des relevés des oiseaux nicheurs.
- (ii) Études en milieu terrestre :
- Effectuer des relevés de l'herpétofaune;
 - Effectuer des relevés de la végétation (y compris les arbres).
- (iii) Études en milieu aquatique :
- Effectuer des relevés de poissons et de l'habitat du poisson;
 - Effectuer des études sur la faune benthique;
 - Effectuer des relevés de frai.
- (iv) Espèces en péril :
- Élaborer et examiner les plans de gestion des espèces en péril propres au site;
 - Examiner les stratégies de rétablissement des espèces en péril, les plans d'action et les plans de gestion élaborés en vertu de la LEP ou de l'EES provinciale.
 - Utiliser les critères relatifs à l'habitat essentiel (des stratégies de rétablissement et des plans d'action) pour établir les cartes des habitats essentiels potentiels ou des habitats appropriés sur un site de projet.

2.2 Étude d'impact et évaluation des effets sur l'environnement

- a) Préparer ou examiner les rapports conformément aux exigences de *Loi sur l'évaluation d'impact* (LEI).
- b) Réaliser les évaluations socio-économiques en lien avec les activités proposées du projet.
- c) Consulter les autorités fédérales, provinciales, régionales et locales, les groupes autochtones et les autres intervenants et assurer la coordination avec eux en ce qui a trait à la cueillette d'information et à la prévision des effets potentiels des projets proposés ou des études requises.
- d) Préparer des documents de communication et procéder à des communications et des consultations avec les intervenants, le public et les communautés autochtones.

- e) Préparer le contenu à publier dans le Registre canadien d'évaluation d'impact.
- f) Réaliser des évaluations environnementales stratégiques.

2.3 Surveillance de l'environnement

- a) Réaliser et réviser des études environnementales propres au projet, liées aux activités du projet, entre autres des plans de lutte contre l'accumulation de sédiments et l'érosion, des programmes de protection environnementale, des programmes de gestion des eaux pluviales, des programmes d'intervention en cas de déversement et des programmes de compensation pour la perte d'habitat du poisson.
- b) Préparer et mettre en œuvre des plans de surveillance et d'atténuation des effets environnementaux et des programmes de suivi pour la production de rapports et l'inclusion dans les spécifications.

2.4 Autre

- a) Réaliser des évaluations archéologiques, ainsi que d'autres évaluations concernant le patrimoine et la culture.
- b) Procéder à l'examen des rapports et des études produits par des pairs.
- c) Préparer des documents de formation et de présentation sur l'évaluation environnementale et les lois environnementales s'y rapportant à l'intention des employés fédéraux ou aux fins d'information.
- d) Offrir des conseils et du soutien spécialisé liés aux litiges, aux négociations et à la rémunération, et à d'autres sujets similaires.
- e) Consultation publique et engagement des intervenants.
- f) Préparation de documents, de plans et de spécifications dans les deux langues officielles.

VOLET 2 : GESTION ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS FÉDÉRALES

VOLET 2A : GESTION ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS FÉDÉRALES – réservé aux Autochtones

1. Besoin

- 1.1 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le ministère des Services environnementaux et des sites contaminés (SESC) requiert la prestation de services environnementaux pour effectuer une variété d'évaluations, de vérifications, de sondages et d'activités de surveillance liées à la gestion environnementale des installations du gouvernement fédéral en Ontario. De plus, les ministères fédéraux peuvent avoir des responsabilités pour des projets sur des propriétés non fédérales nécessitant des études semblables. L'énoncé des travaux (EDT) décrira les différents types de travaux que le cabinet d'experts-conseils peut être amené à effectuer pendant le contrat.
- 1.2 Les installations fédérales comprendront des bâtiments tels que des immeubles de bureaux, des bases et des lieux d'entraînement militaire, des propriétés résidentielles, des aéroports, des institutions correctionnelles, des écoles, des hôpitaux et des laboratoires de recherche.
- 1.3 La gestion environnementale des installations fédérales exige le respect des lois et des règlements fédéraux, ainsi que la mise en œuvre des pratiques exemplaires pour faire preuve de diligence raisonnable. Les projets réalisés dans les installations fédérales doivent respecter toutes les exigences fédérales et, en l'absence de lois fédérales, les exigences provinciales et municipales seront utilisées à des fins de comparaison ou d'orientation. Tous les travaux doivent être effectués conformément aux lois fédérales et provinciales applicables les plus récentes, incluant les règlements, les ordonnances, les directives, les normes et les pratiques exemplaires. Les politiques et les normes ministérielles de TPSGC doivent également être respectées. Lorsque ces documents ont subi une mise à jour ou une modification, ce sont les nouvelles versions qui doivent être utilisées.
- 1.4 Le cabinet d'experts-conseils doit aider les ministères fédéraux à s'acquitter de leurs responsabilités principalement en vertu du *Code canadien du travail* et de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*. TPSGC exige que le cabinet d'experts-conseils connaisse les lois et les directives provinciales, municipales et fédérales, y compris, mais sans s'y limiter, les textes suivants :
 - *Code canadien du travail*, Partie II
 - *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario*
 - *Règlement canadien sur la santé et sécurité au travail*
 - *Loi sur les ressources en eau du Canada*
 - *Règlement sur les revêtements*
 - *Loi sur le transport des marchandises dangereuses*
 - Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada de Santé Canada (RQEPC)
 - *Loi sur l'eau saine*
 - *Loi sur la salubrité de l'eau potable*
 - Norme de gestion de la qualité de l'eau potable de l'Ontario (NGQEP)
 - Normes canadiennes sur la qualité de l'environnement du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)
 - Devis directeur national
 - *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*
 - Règlement fédéral sur les halocarbures (2003)
 - *Règlement sur les urgences environnementales*
 - Règlement sur les BPC
- 1.5 Le cabinet d'experts-conseils doit avoir une connaissance à jour des lois, des politiques et des directives pertinentes, ainsi que de leur application. Il devra examiner et interpréter des lois, des pratiques exemplaires, examiner des résultats analytiques et préparer des rapports qui documentent la méthode, les conclusions et les recommandations de ses projets. L'élaboration et la prestation d'une formation sur des sujets liés au présent énoncé des travaux peuvent également être nécessaires.
- 1.6 Tous les laboratoires utilisés pour effectuer des analyses doivent être membres de la Canadian

- Association for Laboratory Accreditation (CALA) ou avoir l'accréditation du Conseil canadien des normes (CCN) pour le type d'analyse effectué. S'il n'existe pas d'accréditation de la CALA ou du CCN pour un paramètre précis, un organisme d'accréditation équivalent comme le National Voluntary Laboratory Accreditation Program (NVLAP), ou le programme d'accréditation des laboratoires de l'American Industrial Hygiene Association (AIHA-LAP, LLC) sera accepté s'ils sont accrédités pour le paramètre précis qui est analysé.
- 1.7 L'entrepreneur peut être tenu de collaborer avec les communautés des Premières Nations afin de déterminer s'il existe des possibilités, dans le cadre d'un projet précis, d'employer les Premières Nations locales pour l'exécution des tâches du projet.

2. Portée des travaux

Selon les éléments à prendre en compte propres aux sites et les facteurs environnementaux à prendre en compte, le cabinet d'experts-conseils peut être engagé pour réaliser des études, des évaluations, des enquêtes et des vérifications, notamment dans les catégories de projet ci-dessous :

2.1 Substances désignées et matières dangereuses

Les types de projets de cette catégorie peuvent inclure, sans s'y limiter, des enquêtes générales sur les substances désignées et les matières dangereuses, des plans de gestion du plomb et de l'amiante, des inventaires de matières dangereuses, la gestion des déchets dangereux et des déchets non dangereux, des relevés des substances désignées et des matières dangereuses propres à un projet et l'élaboration de la portée des travaux pour les projets d'élimination du plomb et de l'amiante, y compris la préparation des spécifications, la réalisation, la supervision, la coordination et la documentation des activités d'élimination. Le cabinet d'experts-conseils devra également fournir des recommandations et des conseils à TPSGC en ce qui concerne ces activités.

2.2 Qualité de l'air

Les types de projets dans cette catégorie peuvent inclure, sans s'y limiter, des évaluations de moisissures, des évaluations de la qualité de l'air intérieur, des évaluations du radon, la surveillance des émissions atmosphériques et l'élaboration de la portée des travaux pour les projets d'élimination des moisissures, y compris la préparation des spécifications, la réalisation, la supervision, la coordination et la documentation des activités d'élimination. Le cabinet d'experts-conseils devra fournir des recommandations et des conseils à TPSGC en ce qui concerne ces activités.

2.3 Eau potable

- a) Les types de projets dans cette catégorie comprennent, sans s'y limiter, les évaluations de la qualité et de la quantité pour l'eau potable, non potable, brute, traitée et les eaux usées circulant dans les installations fédérales, les vérifications de la consommation d'eau, l'installation et la mise hors service de puits d'eau, les essais de pompage et les études sur les aquifères, les vérifications de la consommation d'eau, les évaluations des réseaux de distribution de l'eau (de la source à l'utilisateur; cela inclut les dispositifs de traitement et les réseaux de distribution) et l'élaboration de la portée des travaux pour les projets d'installation et de mise hors service de puits, y compris la préparation des spécifications, la réalisation, la supervision, la coordination et la documentation des activités.
- b) Les sources d'eau incluent les réseaux municipaux, collectifs et partagés, et les puits privés individuels. Le cabinet d'experts-conseils devra fournir des recommandations et des conseils pour améliorer les réseaux et les sources exploités.

2.4 Gestion et conformité environnementales

Les types de projets de cette catégorie comprennent, sans s'y limiter, les vérifications générales des installations ou les études environnementales de base, les vérifications environnementales détaillées, la fourniture de procédures, de plans d'action et d'autres recommandations pour améliorer les éléments de non-conformité et les points non conformes mis en évidence dans les vérifications. Ces tâches peuvent inclure, sans s'y limiter, la gestion de polychlorobiphényles (PCB), de solvants chlorés, d'halocarbures, de substances appauvrissant la couche d'ozone, les plans d'intervention d'urgence et de lutte antiparasitaire intégrée. Les projets peuvent également comprendre l'examen et la création de systèmes de gestion environnementale, la gestion des eaux usées et la gestion des déchets solides. L'objectif de ces projets est de déterminer et de documenter les aspects environnementaux importants et les opérations qui sont réglementées ou touchées par les lois environnementales applicables et les politiques, les codes et les

lignes directrices du gouvernement fédéral et les pratiques exemplaires en matière de gestion environnementale, et ainsi que leur degré de conformité.

2.5 Autre

- a) Procéder à l'examen des rapports et des études produits par des pairs.
- b) Préparer des documents de formation et de présentation sur la gestion environnementale et les lois environnementales s'y rapportant à l'intention des employés fédéraux ou aux fins d'information.
- c) Offrir des conseils et du soutien spécialisé liés aux litiges, aux négociations et à la rémunération, et à d'autres sujets similaires.
- d) Consultation publique et engagement des intervenants.
- e) Préparation de documents, de plans et de spécifications dans les deux langues officielles

VOLET 3 : SERVICES D'EXPERT-CONSEIL POUR LES SITES CONTAMINÉS

VOLET 3 : SERVICES D'EXPERT-CONSEIL POUR LES SITES CONTAMINÉS – réservé aux autochtones

1. Besoin

- 1.1 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Services environnementaux et sites contaminés (SESC) requiert la prestation de services environnementaux pour effectuer diverses évaluations et activités de surveillance liées à la gestion des sites contaminés fédéraux. L'Énoncé des travaux (EDT) décrira les divers types de travaux que l'entrepreneur peut être appelé à effectuer pendant le contrat, y compris, mais sans s'y limiter, la réalisation d'évaluations environnementales de sites, d'évaluations des risques, la conception et la supervision de projets d'assainissement de sites et d'autres services connexes. Les enseignements généraux sur la gestion des sites contaminés fédéraux se trouvent à la page Sites contaminés – Canada.ca
www.https://www.canada.ca/fr/services/environnement/pollution-gestion-dechets/sites-contaminees.html
- 1.2 L'entrepreneur peut être tenu de collaborer avec les communautés des Premières Nations afin de déterminer s'il existe des possibilités, dans le cadre d'un projet spécifique, d'employer les Premières Nations locales pour l'exécution des tâches du projet.
- 1.3 Préparation de documents, de plans et de spécifications dans les deux langues officielles

2. Portée des travaux

Selon les éléments à prendre en compte propres aux sites et les enjeux environnementaux actuels, l'entrepreneur pourra être engagé pour réaliser une partie ou la totalité des études et des services suivants, notamment dans les catégories de projet ci-dessous :

2.1 Examens préalables

- a) Examiner les rapports sur le site pour déterminer les problèmes environnementaux historiques déjà relevés.
- b) Réaliser des entrevues limitées auprès des personnes qui ont une connaissance à jour des opérations du site.
- c) Au besoin, inspecter l'extérieur de la propriété pour trouver des indices environnementaux préoccupants, comme des taches, des débris ou des réservoirs, ainsi que des indices de problèmes environnementaux déjà relevés (si un accès est possible de l'extérieur des bâtiments), afin de déterminer si les problèmes persistent, ont été réglés ou se sont aggravés.
- d) Établir un sommaire des conclusions et indication de la nécessité éventuelle d'une évaluation environnementale de site (EES) de phase I complète.
- e) Les examens complets des éléments historiques, les entrevues des occupants et les inspections de l'intérieur des bâtiments ne sont pas inclus dans le cadre des examens préalables.

2.2 Évaluation environnementale des sites de phase I

- a) Les enquêtes liées à des EES de phase I consistent à compiler et à examiner toutes les données disponibles sur le site, notamment les données historiques. La collecte d'information inclura, sans y être limitée :
 - (i) l'information liée à tout problème environnemental potentiel passé ou présent (réservoir de stockage, toute aire d'entraînement à la lutte contre les incendies, aire d'élimination des déchets, etc.);
 - (ii) les caractéristiques du site (p. ex. géologie, eaux de surface et souterraines, sols, sédiments, services publics, autres services, milieu environnant et aménagement des terres adjacentes);
 - (iii) le contexte historique du site (incluant recherche de titres fonciers, photographies aériennes, etc.).
- b) L'EES de phase I inclura également une reconnaissance du site pour déterminer tous les signes visibles de contamination et pour caractériser l'étendue générale de la contamination, dans la mesure du possible, sans utilisation de méthodes intrusives. La conformité à la norme Z768 de l'Association canadienne de normalisation est obligatoire lors des travaux. En plus des exigences standard de l'EES de phase I, la visite du site peut aussi comprendre le prélèvement de certains échantillons

représentatifs (sol, sédiments, eau de surface, matériaux du bâtiment comme de la peinture, de l'amiante et d'autres matières) et des essais en laboratoire (exemple : EES de phase I « améliorée ») selon le site, à la discrétion du responsable technique.

- c) Les exigences du projet peuvent en partie être modifiées, à la discrétion du responsable technique et en fonction des exigences précises du projet (exemple : la recherche des titres fonciers peut ne pas être requise si TPSGC ou le ministère client s'en est déjà chargé).
- d) Un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase I, avec des recommandations et une estimation des coûts pour les travaux subséquents, le cas échéant, sera produit.

2.3 Évaluation environnementale de site – Phase II

- a) Une EES de phase II confirme l'absence, ou encore la présence et la nature d'une contamination, habituellement dans le cadre d'un programme d'échantillonnage et d'analyse en laboratoire.
- b) On procède à une EES de phase II en réponse aux recommandations indiquées dans l'EES de phase I. L'EES de phase II inclut l'échantillonnage intrusif de diverses matières contaminées dans toutes les zones potentiellement préoccupantes du point de vue de l'environnement et des analyses pour confirmer la concentration de contaminants potentiellement préoccupants en lien avec les Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME). Lorsque de telles recommandations n'existent pas, on peut appliquer les directives ou les normes environnementales d'une autre autorité (p. ex. provinciale et territoriale). Il est obligatoire de respecter la norme CAN/CSA-Z769-00 (R2018) de l'Association canadienne de normalisation lorsqu'on effectue les travaux.
- c) Les EES de phase II consistent en des enquêtes sur le terrain pouvant comprendre des relevés géophysiques, des excavations de recherche, l'échantillonnage des sédiments, l'évaluation du site des réservoirs de stockage, le forage ou l'installation de puits de surveillance de l'eau souterraine, ainsi que d'autres tâches précises. Le programme sur le terrain doit fournir suffisamment de données pour que l'on puisse évaluer toutes les formes de contamination du site en caractérisant le sol, la surface et le substrat rocheux, les sédiments, l'hydrologie, l'hydrogéologie et les autres composants environnementaux pertinents.
- e) On doit ensuite évaluer les résultats de l'enquête et des analyses en laboratoire pour confirmer l'existence de contamination et déterminer le type d'effets sur le site.
- f) Il faut accorder de l'importance aux facteurs tels que le potentiel de migration et la contamination hors site, les niveaux de contamination naturels, l'amplitude et le nombre des cas d'excès.
- g) Si c'est possible, les résultats de l'enquête sont utilisés pour déterminer l'étendue de toute contamination de la surface ou de la subsurface associée à la zone étudiée. Une EES de phase III sera peut-être nécessaire pour délimiter la contamination.
- h) On produira alors des plans du site et des profils de la subsurface pour faciliter la caractérisation et possiblement délimiter la contamination et les modèles de migration, le cas échéant. Des modèles conceptuels de sites seront également requis pour mettre en relief le type et l'étendue de la contamination de la subsurface, définir les voies de migration des contaminants et identifier les récepteurs potentiels.
- i) On produira un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase II et les recommandations visant d'autres travaux, le cas échéant. Toute estimation fondée pour des travaux d'évaluation additionnels du site doit être incluse avec des recommandations.
- j) L'EES de phase II recueillera les renseignements obligatoires à transmettre à l'inventaire des sites contaminés fédéraux, ce qui inclut la classe ou le rang d'après le Système de classification des sites contaminés du PASCF. Cette classification pourra faire l'objet d'une mise à jour après l'achèvement de l'EES de phase III.
- k) Certains ministères clients peuvent aussi exiger qu'on remplisse des fiches techniques précises visant à faciliter la transmission de données sur le site à l'inventaire des sites contaminés fédéraux.

2.4 Évaluation environnementale des sites de phase III

- a) Les EES de phase III incluent des prélèvements d'échantillons sur le terrain et des analyses additionnelles pour mieux définir l'étendue de la contamination constatée sur les lieux au cours de l'EES de phase II.
- b) Une caractérisation détaillée du site sera réalisée pour évaluer l'importance du transport des produits chimiques par diverses voies et le degré d'exposition humaine et environnementale qui en résulte.
- c) L'enquête détaillée déterminera les limites de la zone contaminée identifiée durant l'EES de phase II.
- d) On entreprendra aux endroits indiqués un examen et une définition des zones dont on ne connaît pas les anomalies de subsurface au moyen de techniques de télédétection ou géophysiques.
- e) Il est possible qu'une collecte de données additionnelles sur l'infrastructure soit requise pour que l'on puisse démolir, nettoyer, stabiliser et isoler les structures artificielles présentes sur le site (exemples : immeubles, réservoirs, puits et lagunes), ou faciliter l'assainissement ou la remise en état du site.
- f) On recueillera toutes les données sur le site nécessaires pour mieux évaluer les critères de nettoyage et la faisabilité de diverses options d'assainissement et des coûts connexes à assumer pour permettre une utilisation privilégiée de la terre sur le plan environnemental.
- g) On produira un rapport indiquant les conclusions de l'EES de phase III et les recommandations visant d'autres travaux, le cas échéant. Ce rapport sera présenté en un seul ou en plusieurs documents, à la discrétion du responsable technique. Ce document comprendra, au besoin, un ou plusieurs des éléments suivants :
 - i) un coût fondé estimatif pour les enquêtes supplémentaires;
 - (ii) une évaluation de la préparation des options d'assainissement;
 - (iii) un plan d'assainissement.

2.5 Évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement

- a) Les travaux requis peuvent inclure l'évaluation des risques pour la santé humaine et la santé écologique, et peuvent nécessiter les éléments suivants :
 - i) Évaluation quantitative préliminaire des risques (EQPR) pour la santé humaine;
 - (ii) Évaluation préalable des risques écologiques (EPRE);
 - (iii) Évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement (ERSHE);
 - (iv) Évaluation des risques propres au site (ERPS);
 - (v) Évaluation quantitative détaillée des risques (EQDR);
 - (vi) Évaluation des risques pour la santé humaine et pour l'environnement en vertu du règlement 153/04 de l'Ontario, tel que modifié.
- b) Selon les considérations propres au site et aux problèmes environnementaux en cause, l'entrepreneur pourra engager des consultants pour effectuer certaines tâches en totalité ou en partie, notamment :
 - i) Examiner tous les renseignements et les rapports existants concernant le site.
 - (ii) Analyser les renseignements existants et déterminer les écarts importants dans les données requises pour effectuer une évaluation des risques.
 - (iii) Procéder à une reconnaissance du site pour déterminer, comprendre ou vérifier l'information pertinente sur le risque, entre autres certaines caractéristiques comme l'accès au site, l'utilisation du site, les récepteurs humains et écologiques potentiels, les voies additionnelles d'exposition et les évaluations de l'habitat et les signes visibles de stress écologique.
 - (iv) Identifier les récepteurs humains et écologiques grâce aux données disponibles, aux documents pertinents ou aux observations sur le terrain.
 - (v) Élaborer, mettre à jour ou revoir un modèle conceptuel pour un site contaminé.
 - (vi) Concevoir et mettre en œuvre un programme d'échantillonnage pour recueillir des échantillons additionnels (sol, sédiments, benthos, invertébrés, eau souterraine, eau de surface, air à l'intérieur, etc.) afin d'éliminer les lacunes dans les données des évaluations précédentes et

fournir des données additionnelles dans le but de limiter les hypothèses. Tous les échantillons devraient être recueillis conformément aux volumes 1 à 4 du Guide du CCME pour la caractérisation environnementale des sites à l'appui de l'évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine.

- (vii) Prélever des échantillons écologiques de végétaux, d'animaux, de poissons et d'insectes, au besoin.
- (viii) Réaliser des évaluations quantitatives et qualitatives pour identifier les récepteurs humains et écologiques, en tenant compte de toutes les concentrations de contaminants potentiellement préoccupants et de toutes les voies d'exposition applicables. Dans la mesure du possible, les évaluations des risques doivent suivre les protocoles fédéraux d'évaluation des risques les plus récents élaborés par le Conseil canadien des ministres de l'environnement, Santé Canada, Environnement et Changement climatique Canada et le ministère des Pêches et des Océans. Dans le cas des évaluations du risque mettant en cause des sédiments ou des études de la toxicité des sédiments, les travaux doivent appliquer le Cadre décisionnel d'évaluation des sédiments prévu à l'Accord Canada-Ontario et le Cadre d'évaluation et de gestion des sites contaminés aquatiques conformément au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCf).
- (ix) Dans certains cas (par exemple, lorsque les propriétés fédérales font l'objet d'une transaction, il est possible qu'un registre de l'état du site (RES) soit exigé. L'évaluation du risque et les documents à l'appui devront alors respecter les exigences du Règlement de l'Ontario 153/04 – Règlement sur le dossier de l'état d'un site, qui font occasionnellement l'objet d'une modification. On pourra demander à l'entrepreneur de soumettre le RES résultant au nom de TPSGC ou du ministère fédéral client.
- (x) Élaborer des plans d'assainissement, des mesures de gestion des risques et des stratégies d'assainissement et aider à leur mise en œuvre, après l'achèvement de l'évaluation des risques.
- (xi) Fournir une note SNCLC 2008 pour les sites /ou remplir un outil de fermeture du site.
- (xii) Faire examiner par des pairs les évaluations du risque et les rapports connexes préparés par d'autres.
- (xiii) Exécuter d'autres travaux connexes, au besoin.

2.6 Mesures d'assainissement et de gestion des risques

- a) On pourra exiger de l'entrepreneur qu'il participe aux évaluations des options d'assainissement et à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures d'assainissement environnemental, et des plans de gestion des risques, ce qui inclut des enquêtes sur le site, l'identification des aspects importants, la préparation de procédures détaillées, la préparation de plans et d'illustrations, des énoncés de devis, des options et des recommandations, des soumissions de documents conformes aux normes du Devis directeur national (DDN) approuvées par TPSGC et des estimations des coûts d'assainissement (indicatives et fondées).
- b) Dans certains cas, l'entrepreneur pourrait devoir également coordonner, superviser, surveiller et vérifier les conditions du site durant les activités d'assainissement environnemental. De plus, on pourra lui demander d'entreprendre des projets d'assainissement mineurs, comme l'élimination des débris et l'enlèvement de réservoirs de stockage souterrains à l'origine de fuites.
- c) L'entrepreneur peut être appelé à effectuer l'ensemble ou certaines des tâches suivantes :
 - (i) Identifier les lacunes importantes dans la délimitation des zones contaminées d'un site avant leur assainissement.
 - (ii) Fournir ou examiner les estimations de coûts indicatifs pour les projets d'assainissement proposés, incluant l'estimation des volumes de milieu touchés par un contaminant préoccupant.
 - (iii) Concevoir les énoncés de projet et les documents d'appel d'offres connexes qui seront utilisés par TPSGC à l'aide des normes DDN établies par TPSGC dans le format NMS-Edit Professional.

- (iv) S'assurer que toutes les mesures d'atténuation du risque requises ou recommandées conformément aux exigences de *Loi sur l'évaluation d'impact* (LEI) sont incluses dans les documents d'appel d'offres du projet.
- (v) Fournir de l'aide à TPSGC durant les processus d'appel d'offres pour des projets d'assainissement ou de gestion du risque, par exemple au moment de répondre aux demandes de clarification et de publication d'addendas.
- (vi) Assurer la supervision et le suivi des activités d'assainissement, y compris l'application des spécifications des appels d'offres et la gestion quotidienne du site et des rapports d'activité.
- (vii) Planifier et effectuer un prélèvement d'échantillons de confirmation approprié avant et pendant l'achèvement de l'étape d'assainissement ou après la mise en place des mesures de gestion du risque.
- (viii) Préparer un rapport de fermeture lors de l'achèvement des travaux d'assainissement pour documenter et certifier les activités d'assainissement ou les mesures de gestion du risque mises en œuvre, et pour décrire les conditions actuelles du site.
- (ix) Formuler des recommandations pour la surveillance à court et à long terme après l'assainissement ou après la mise en œuvre des mesures de gestion du risque.
- (x) Mise à jour des cotes du Système national de classification et de l'outil de fermeture du site pour clôturer les projets dans le cadre de l'approche fédérale en matière de gestion des sites contaminés (processus en 10 étapes).
- (xi) Traiter un registre de l'état du site après l'assainissement et la gestion des risques conformément au règlement 153/04, qui fait occasionnellement l'objet d'une modification.

2.7 Évaluation des sédiments contaminés

- a) L'entrepreneur doit participer à l'évaluation des sédiments contaminés.
- b) L'entrepreneur doit effectuer l'ensemble ou certaines des tâches suivantes :
 - (i) Examiner tous les renseignements et les rapports existants concernant le site.
 - (ii) Analyser les renseignements existants et déterminer les écarts importants dans les données requises pour effectuer l'évaluation des sédiments.
 - (iii) Élaborer, mettre à jour ou revoir un modèle conceptuel pour un site contaminé.
 - (iv) Déterminer les contaminants de préoccupation potentielle.
 - (v) Déterminer les récepteurs et les voies d'exposition de préoccupation potentielle.
 - (vi) Concevoir et mettre en œuvre un plan pour l'échantillonnage et l'analyse afin de recueillir et d'analyser des échantillons (sédiments, eaux de surface, faune benthique, invertébrés, etc.) dans le but de confirmer l'absence ou la présence et la nature de la contamination.
 - (vii) Évaluer la toxicité des sédiments.
 - (viii) Déterminer les secteurs ou emplacements de référence appropriés et leurs caractéristiques.
 - (ix) Recueillir des données supplémentaires pour définir l'étendue (verticale ou latérale) des sédiments contaminés ou éliminer les écarts de données des évaluations antérieures. Tous les échantillons devraient être recueillis conformément aux volumes 1 à 4 du Guide du CCME pour la caractérisation environnementale des sites à l'appui de l'évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine. Cela peut également comprendre la prise en considération et la mise en œuvre d'une approche axée sur le poids de la preuve pour évaluer les sédiments contaminés.
 - (x) Effectuer une évaluation des sédiments contaminés conformément au Cadre décisionnel pour *Canada-Ontario concernant l'évaluation des sédiments contaminés des Grands Lacs* (Environnement Canada et ministère de l'Environnement de l'Ontario, 2008) et au Cadre d'évaluation et de gestion des *sites aquatiques contaminés, conformément au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux* (PASCF, 2019).
 - (xi) Compléter le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux du Système de classification des sites aquatiques (SCSA)

- (xii) Faire examiner par des pairs les évaluations des sédiments et les rapports connexes préparés par d'autres.
- (xiii) Déterminer une mesure appropriée en ce qui concerne la gestion des sédiments contaminés ou le nettoyage.
- xiv) Exécuter d'autres travaux connexes, au besoin.

2.8 Manipulation, transport et élimination des déchets

Tous les déchets générés, y compris les déblais de sol et les eaux souterraines purgées générés pendant les inspections intrusives, seront retirés du site du projet en temps opportun à la fin du programme des travaux sur le terrain et éliminés conformément aux règlements provinciaux et fédéraux applicables. Les documents du récepteur de déchets reconnaissant l'acceptation des déchets générés par le site du projet doivent être soumis à TPSGC.

2.9 Autres travaux

- a) D'autres études et d'autres services pourront être requis pour que l'on puisse entreprendre les travaux liés aux EES, à l'évaluation du risque ou à l'assainissement, par exemple les études et les services suivants :
 - (i) Relevé des substances désignées;
 - (ii) Études et enquêtes biologiques;
 - (iii) Évaluations géotechniques et géophysiques;
 - (iv) Levés hydrographiques;
 - (v) Relevés bathymétriques;
 - (vi) Évaluations structurelles;
 - (vii) Évaluation de la démolition et étude des déchets;
 - (viii) Évaluations archéologiques;
 - (ix) Soutien juridique relatif aux travaux sur les sites contaminés;
 - (x) Examen par les pairs de divers projets visant des sites contaminés;
 - (xi) Coordination de programmes concernant les sites contaminés;
 - (xii) Préparation de documents d'orientation, de formation et de présentation relatifs aux sites contaminés, qui seront distribués aux employés fédéraux ou offerts à titre d'information;
 - (xiii) Prestation de la formation;
 - (xiv) Étude des programmes et des processus et examen des projets liés au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (PACSF);
 - (xv) Consultations publiques, engagement des intervenants et participation des Autochtones;
 - (xvi) Études d'envergure en laboratoire/pilotes à l'appui des évaluations des options d'assainissement ou des plans d'action d'assainissement et de gestion des risques;
 - (xvii) Facteurs liés aux changements climatiques.

2.10 Exigences fédérales en matière de production de rapports

- a) L'entrepreneur, au besoin, sera responsable de réaliser ou de mettre à jour une classification du site d'après le Système national de classification des lieux contaminés (SNCLC) pour chaque zone de préoccupation environnementale ou zone de préoccupation environnementale potentielle. Les procédures de classification dans le Système national de classification des lieux contaminés se trouvent dans le document d'orientation du SNCLC, publié en 2008 par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement. (www.ccme.ca/files/Resourcess/csm/pn_1403_ncscs_guidance_e.pdf)
- b) Si un site se trouve dans un plan d'eau ou à proximité de celui-ci, le Système de classification des sites aquatiques du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (fourni sur demande) sera utilisé au lieu du Système national de classification des lieux contaminés.

-
- c) Au besoin, l'entrepreneur utilisera l'outil de fermeture du site du PASCF, ce qui consiste à répondre aux exigences minimales pour la documentation de la fermeture des sites fédéraux contaminés assainis ou faisant l'objet d'une gestion du risque, lorsque celle-ci est financée par un programme du PASCF. L'outil fournit des conditions d'évaluation et des critères cohérents pour déterminer si un site peut être considéré comme fermé.
- d) L'entrepreneur, au besoin, créera ou mettra à jour la base de données de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux (ISCF). Les procédures pour saisir les renseignements dans la base de données de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux sont fournies sur demande dans le Guide d'entrée de l'Inventaire des sites contaminés fédéraux (ISCF) publié par le Conseil du Trésor (2016).
- e) L'entrepreneur, au besoin, sera responsable d'élaborer ou de mettre à jour une estimation indicative des passifs ou des passifs éventuels pour tous les sites de la propriété. Les estimations sont fondées sur les instruments suivants :
- (i) Passif relatif à l'assainissement des sites contaminés : Supplément au manuel de comptabilité selon la Stratégie d'information financière (SIF) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=20888>).
 - (ii) Éventualités, Norme comptable du Conseil du Trésor 3.6 (mars 2006) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12181>).
 - (iii) Conseil canadien des ministres de l'Environnement – Propositions de principes sur la responsabilité à l'égard des lieux contaminés du Conseil canadien des ministres de l'environnement (https://ccme.ca/en/res/principles_csl_e.pdf)
- f) Dans le présent volet, les spécifications exigent d'être rédigées ou révisées par une personne qui a au moins suivi les trois cours de Devis de construction Canada (DCC) énumérés ci-dessous, ou qui est titulaire d'un certificat RDA ou CSP, ou qui est admissible à un tel certificat :
- (i) Principes des documents de construction
 - (ii) Rédacteur de devis 1
 - (iii) Rédacteur de devis 2
- g) Les dessins de conception seront effectués et examinés par un technologue principal de l'entrepreneur qui utilisera le logiciel AutoCAD ou un logiciel de conception équivalent. Tous les fichiers doivent cependant être compatibles avec le système d'exploitation Microsoft®. Le format CDAO requis pour les illustrations est le format natif DWG des fichiers AutoCAD®. Pour plus de détails, reportez-vous à la Norme nationale CDAO de TPSGC (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/biens-property/cdao-cadd/index-fra.html>).
- h) Tous les laboratoires utilisés pour effectuer des analyses doivent être membres de la Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA) ou du Conseil canadien des normes (CCN). S'il n'existe pas d'accréditation de la CALA ou du CCN pour un paramètre spécifique, l'entrepreneur doit fournir l'accréditation appropriée après l'acceptation du responsable technique au moment de la commande subséquente.

ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT

Remarque : Si les offrants présentent une soumission concernant plus d'un volet, ils doivent fournir une proposition financière pour chaque volet. Le libellé en italique sera retiré lorsque l'Offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) sera émise

Volet : _____**Offrant :** _____**1. Durée de l'offre à commandes – Année 1 et Année 2 : 1er avril 2022 au 1er mars 2024**

- A. La MAIN-D'ŒUVRE** sera facturée selon des taux horaires fermes, incluant les coûts indirects et le profit, conformément à ce qui suit :

#	Catégorie	Taux horaire fixe pour les offres à commande de l'année 1	Taux horaire fixe pour les offres à commande de l'année 2
1	Principale personne-ressource pour OCIR	_____ \$ /h	_____ \$ /h
2	Ressource principale	_____ \$ /h	_____ \$ /h
3	Ressource intermédiaire	_____ \$ /h	_____ \$ /h
4	Ressource subalterne	_____ \$ /h	_____ \$ /h
5	Ressource de terrain principale	_____ \$ /h	_____ \$ /h
6	CDAO/Rédacteur	_____ \$ /h	_____ \$ /h
7	Soutien administratif	_____ \$ /h	_____ \$ /h

Remarque : Le taux horaire fixe proposé s'applique à toutes les ressources proposées pour cette catégorie particulière de main-d'œuvre, un seul tarif pour les services externes doit être offert pour chacune des catégories (c.-à-d. que le taux horaire sera le même pour chaque personne dans cette catégorie).

- B. Les FRAIS DIRECTS** seront facturés au coût réel sans majoration ni profit. **Prendre connaissance de l'uniformisation des débours, appendice 1 de l'annexe B, pour en savoir plus.** Les offrants ne doivent pas fournir une estimation de ces coûts pour l'instant. Le montant des frais directs admissibles sera établi à l'attribution de chaque commande subséquente.

- Équipement
- Locations
- Matériel, fournitures, instruments, composants divers
- Sous-traitance
- Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte : L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tous les déplacements doivent être approuvés au préalable par le responsable technique du _____.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

(Remarque : Les frais de déplacement et de subsistance indiqués par le CNM incluent la TVH. Celle-ci doit être indiquée séparément sur les factures présentées aux Services environnementaux).

2. Période d'option 1 de l'offre à commandes – Année 3 : 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025

A. La MAIN-D'ŒUVRE sera facturée selon des taux horaires fermes, incluant les coûts indirects et le profit, conformément à ce qui suit :

#	Catégorie	Taux horaire fixe pour les offres à commande de l'année 3
1	Principale personne-ressource pour OCIR	_____ \$ /h
2	Ressource principale	_____ \$ /h
3	Ressource intermédiaire	_____ \$ /h
4	Ressource subalterne	_____ \$ /h
5	Ressource de terrain principale	_____ \$ /h
6	CDAO/Rédacteur	_____ \$ /h
7	Soutien administratif	_____ \$ /h

Remarque : Le taux horaire fixe proposé s'applique à toutes les ressources proposées pour cette catégorie particulière de main-d'œuvre, un seul tarif pour les services externes doit être offert pour chacune des catégories (c.-à-d. que le taux horaire sera le même pour chaque personne dans cette catégorie).

B. Les FRAIS DIRECTS seront facturés au coût réel sans majoration ni profit. **Prendre connaissance de l'uniformisation des débours, appendice 1 de l'annexe B, pour en savoir plus.** Les offrants ne doivent pas fournir une estimation de ces coûts pour l'instant. Le montant des frais directs admissibles sera établi à l'attribution de chaque commande subséquente.

1. Équipement
2. Locations
3. Matériel, fournitures, instruments, composants divers
4. Sous-traitance
5. Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte : L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tous les déplacements doivent être approuvés au préalable par le responsable technique du _____.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

(Remarque : Les frais de déplacement et de subsistance indiqués par le CNM incluent la TVH. Celle-ci doit être indiquée séparément sur les factures présentées aux Services environnementaux).

3. Période d'option 2 de l'offre à commandes – Année 4 : 1er avril 2024 au 31 mars 2025

A. La MAIN-D'ŒUVRE sera facturée selon des taux horaires fermes, incluant les coûts indirects et le profit, conformément à ce qui suit :

#	Catégorie	Taux horaire fixe pour les offres à commande de l'année 4
1	Principale personne-ressource pour OCIR	_____ \$ /h
2	Ressource principale	_____ \$ /h
3	Ressource intermédiaire	_____ \$ /h
4	Ressource subalterne	_____ \$ /h
5	Ressource de terrain principale	_____ \$ /h
6	CDAO/Rédacteur	_____ \$ /h
7	Soutien administratif	_____ \$ /h

Note: The proposed firm hourly rate will apply to all of the resources proposed for that particular labour category, a single charge-out rate must be offered for each category (i.e., each person in that category will be charged out at the same rate.)

B. Les FRAIS DIRECTS seront facturés au coût réel sans majoration ni profit. **Prendre connaissance de l'uniformisation des débours, appendice 1 de l'annexe B, pour en savoir plus.** Les offrants ne doivent pas fournir une estimation de ces coûts pour l'instant. Le montant des frais directs admissibles sera établi à l'attribution de chaque commande subséquente.

1. Équipement
2. Locations
3. Matériel, fournitures, instruments, composants divers
4. Sous-traitance
5. Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte : L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tous les déplacements doivent être approuvés au préalable par le responsable technique du _____.

Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

(Remarque : Les frais de déplacement et de subsistance indiqués par le CNM incluent la TVH. Celle-ci doit être indiquée séparément sur les factures présentées aux Services environnementaux).

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE B

Uniformisation des débours

1. Équipement et locations

Éléments de décaissement	Exemples d'éléments représentatifs	Taux unitaire maximum admissible	Écarts	Remarques
Appareil de prélèvement d'air		Négociable : quotidien ou hebdomadaire		
Matériel d'échantillonnage	Ruban à conduits, gants, hache, pince à levier, perceuse, marteau, couteau, ruban à mesurer, tournevis, seau, piquet, pelle, truelle, tarière	Aucuns frais	Aucuns frais	Les éléments qui ne sont pas spécifiques aux projets (c.-à-d. qui ne sont pas requis que pour ces travaux et qui seront utilisés par le consultant pour des projets futurs) ne doivent pas être imputés aux projets de TPSGC. Ils font partie des frais généraux. Le matériel spécifique au projet ou le matériel utilisé sur le terrain spécifique doit faire l'objet d'une négociation préalable avec le gestionnaire de projet de TPSGC.
Matériel utilisé sur le terrain/santé et Sécurité	Couvre-chaussures, cartouche, combinaison, demi-masque facial, gants, lunettes de protection, écran solaire, veste imperméable, veste moustiquaire, gilet de sauvetage, etc.	Aucuns frais	Aucuns frais	Les éléments qui ne sont pas spécifiques aux projets (c.-à-d. qui ne sont pas requis que pour ces travaux et qui pourront être utilisés par l'entrepreneur pour des projets futurs) ne doivent pas être imputés aux projets de TPSGC. Ils font partie des frais généraux. L'équipement de santé et sécurité spécifique au projet ou spécialisé requis pour un projet spécifique doit faire l'objet d'une négociation au préalable avec le gestionnaire de projet de TPSGC.
Équipement de terrain (consommables)	Gants en nitrile, sacs réutilisables, glace	Au prix coûtant		Articles qui seront utilisés et entièrement consommés par l'entrepreneur dans le cadre du projet et ne pourront être utilisés par celui-ci pour des projets futurs.
Appareil photo		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Appareil GPS		20 \$/jour	75 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur

				présentation de reçus.
Détecteur de gaz inflammable	Gastech, etc.	90 \$/jour	300 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Détecteur de photo-ionisation		75 \$/jour	240 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Sonde d'interface huile et eau		30 \$/jour	100 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Indicateur de niveau d'eau		15 \$/jour	60 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Contenants d'échantillon		Aucuns frais	Aucuns frais	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Matériel d'arpentage	Niveau à laser	50 \$/jour	200 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Indicateur de la qualité de l'eau avec analyseur	Horiba U-22; Horiba U-52; Hanna 9828; YSI 556	100 \$/jour	300 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement

en continu	PSM			appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Pompe submersible		100 \$/jour	300 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.
Pompe péristaltique		30 \$/jour	100 \$/semaine	Les taux maximums admissibles sont établis pour l'équipement appartenant à l'entrepreneur. Le coût de l'équipement loué auprès d'une société extérieure peut être remboursé sur présentation de reçus.

2. Matériel et fournitures

Éléments de décaissement	Exemples d'éléments représentatifs	Taux unitaire maximum admissible	Écarts	Remarques
Utilisation d'ordinateur, document PDF de rapport		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Télécopies		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Rapports finals – > 5 copies du rapport final; noir et blanc		0,15 \$/page		Indépendamment du fait que l'impression soit faite à l'interne ou donnée en sous-traitance
Rapports finals – > 5 copies du rapport final; couleur		1,00 \$/page		Indépendamment du fait que l'impression soit faite à l'interne ou donnée en sous-traitance
Rapports finals – clés USB		7 \$/unité		
Téléavertisseur, téléphones cellulaires (incluant les frais interurbains)		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects
Messagerie/courrier		Aucuns frais	Aucuns frais	Coûts indirects

ANNEXE C

EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Assurance responsabilité civile générale

- A. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 5 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- B. La police d'assurance responsabilité civile des entreprises doit comprendre les éléments suivants:
- (i) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire ainsi : le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (ii) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - (iii) Produits et travaux terminés : Blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant de travaux effectués par l'entrepreneur. Personal Injury: While not limited to, the coverage must include Violation of Privacy, Libel and Slander, False Arrest, Detention or Imprisonment and Defamation of Character.
 - (iv) Préjudice personnel : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - (v) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été délivrée à chacun d'eux.
 - (vi) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - (vii) Les employés et, s'il y a lieu, les bénévoles doivent être désignés comme assurés supplémentaires.
 - (viii) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable
 - (ix) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - (x) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un préavis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - (xi) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations faites, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - (xii) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - (xiii) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - (xiv) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993 ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment

de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour qu'ils s'entendent sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement

- A. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité professionnelle de type 4 d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- B. Si la police est établie sur la base des réclamations présentées, la couverture doit être en place pour une période d'au moins douze (12) mois après l'achèvement ou la résiliation du contrat.
- C. La police d'assurance responsabilité professionnelle de type 4 de l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants:
 - (i) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - (ii) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - (iii) Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie au nom de chacun d'eux.
 - (iv) Responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - (v) Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.

- (vi) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993 ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour qu'ils s'entendent sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante:

*Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

3. Assurance responsabilité civile automobile

- A. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
- B. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants:
- (i) Assurance de responsabilité civile – limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
 - (ii) Assurance individuelle – lois de toutes les juridictions;
 - (iii) Garantie non-assurance des tiers;
 - (iv) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ447-220532/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EQ447-220532

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
TOR-1-44067

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Voir ci-joint.

ANNEXE E DE LA PARTIE 4 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE OBLIGATOIRES

- a) Le processus de conformité des soumissions par étapes s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires.
- b) Les offrants peuvent présenter un, plusieurs, voire tous les volets. Toutefois, une offre distincte et dûment remplie est requise pour chaque volet.
- c) Les offrants sont priés d'utiliser dans leurs réponses le numéro unique et le titre connexe de chaque critère obligatoire et coté. Les offrants doivent indiquer où se trouve l'information relative à la satisfaction de chaque critère dans la soumission (p. ex. numéro du volume/dossier, numéro de page, etc.) dans la colonne « Renvoi à la proposition ».

VOLET 1 : ÉVALUATION ÉCOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

1. Critères d'évaluation techniques obligatoires

L'offrant doit inclure tous les documents démontrant qu'il satisfait à tous les critères obligatoires, sans exception. **Si l'offrant ne fournit pas de documents justificatifs, l'offre sera déclarée non recevable.**

1.1 EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE

N°	Critères d'évaluation techniques obligatoires	Renvoi à la soumission
O1	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède un minimum de cinq (5) années d'expérience, au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture de l'appel d'offres, dans la prestation de services dans chacune des catégories suivantes de l'industrie de l'évaluation écologique et environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none">1. Études biologiques2. Espèces en péril3. Évaluation des répercussions sur l'environnement et surveillance environnementale4. Examens et développement de formation/dispositions techniques <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir une liste de leurs projets terminés pour les catégories d'évaluation ci-dessus qui comprend les informations suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none">a) <i>Catégorie du projet</i>b) <i>Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays)</i>c) <i>Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i>d) <i>Nom de l'organisation cliente</i>	
O2	<p>L'offrant doit démontrer, par des projets, qu'il a de l'expérience dans l'industrie de l'évaluation écologique et environnementale en fournissant des services dans les trois catégories de projets suivantes. Le nombre de projets requis par catégorie de projet a été déterminé ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none">1. Études biologiques<ul style="list-style-type: none">○ Études aviaires (1 projet)○ Études sur les milieux terrestres (1 projet)○ Études sur les milieux aquatiques (1 projet)○ Études sur les espèces en péril (1 projet)2. Évaluation de l'impact environnemental<ul style="list-style-type: none">○ Projets relatifs à la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale LCEE</i> de 2012 (3 projets)	

	<p>o Projet lié à la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (LEI) (1 projet)</p> <p>3. Surveillance environnementale (2 projets) <i>Pour que l'offre soit jugée conforme, il faut que les projets proposés aient été réalisés par l'offrant au cours des 10 dernières années à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, et les informations suivantes doivent accompagner chaque projet proposé :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) <i>Catégorie du projet</i> b) <i>Nom du projet</i> c) <i>Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays)</i> d) <i>Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i> e) <i>Clients cités en référence du projet, notamment le nom, le titre et les coordonnées, soit le courriel ou le numéro de téléphone</i> <p>Note à l'intention de l'offrant : L'équipe d'évaluation n'évaluera que le nombre indiqué de projets par catégorie, dans l'ordre reçu, dans le cas où l'offrant soumet un nombre de projets supérieur au nombre requis. Seuls les projets proposés évalués dans le cadre des critères obligatoires feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés pour l'entreprise.</p> <p>Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé.</p>	
O3	<p>L'offrant doit proposer une ressource *interne pour chacun des cinq postes clés ci-dessous et doit démontrer que chaque ressource proposée a au moins 10 ans d'expérience, et au moins 15 ans d'expérience pour le poste de personne-ressource des OCIR, à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, dans son poste clé.</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Ressource principale -Gestionnaire de projet 3. Ressource principale- Biologiste terrestre 4. Ressource principale -Biologiste aquatique 5. Ressource principale -Spécialiste de l'évaluation environnementale <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculum vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) <i>Nom de la personne proposée</i> b) <i>Rôle des ressources</i> c) <i>Tous les établissements d'enseignement postsecondaire fréquentés, dates de fréquentation (MM/AAAA), titres de compétence obtenus</i> d) <i>Antécédents de travail et nom des employeurs, dates des emplois (MM/AAAA), titres des postes et responsabilités</i> <p>Remarque à l'attention de l'offrant : les ressources proposées seront évaluées plus en détail dans les critères cotés pour l'entreprise. *Toutes les ressources proposées doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. Les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.</p>	
O4	<p><u>Méthode de gestion du projet</u></p> <p>L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux de l'ensemble des problèmes et interactions avec les intervenants.</p> <p><i>Pour être conforme, la méthode de gestion de projet de l'offrant doit comprendre des processus établis pour, au moins mais sans s'y limiter:</i></p>	

	<p>a) <i>le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier;</i></p> <p>b) <i>la gestion du changement et de la configuration;</i></p> <p>c) <i>la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité;</i></p> <p>d) <i>la gestion des risques et problèmes;</i></p> <p>e) <i>les communications.</i></p>	
--	---	--

2. Critères cotés

Toute soumission qui satisfait à TOUS les critères d'évaluation obligatoires sera évaluée en fonction des critères d'évaluation techniques cotés.

Le total maximal possible pour les critères techniques cotés est de 1 440 points. **Une note minimale obligatoire d'au moins 70 % doit être obtenue dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si l'offre technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle **sera rejetée**. Des demi-points ne seront pas attribués.

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit.

Sections de critères	Nombre maximum de points disponibles	Note de passage
2.1 Expérience de l'entreprise (C1 à C4)	760	532
2.2 Expérience des ressources (C5 à C6)	680	476

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément aux systèmes de notation.

Des contrôles de validation peuvent être effectués à la seule discrétion du Canada pour aider à valider l'information fournie par l'offrant.

2.1 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE (C1 à C4)

Conformément à l'exigence O2, seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires O2 feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés en points d'entreprise. La description de chacun des 10 projets proposés à partir de O2 doit comporter ce qui suit :

- Information sur le projet :** catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- Information sur le client du projet :** nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
- Valeur du projet :** coûts totaux (taxe non incluse) du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet pour des études sur les milieux terrestres ou aquatiques a été achevé et qu'il est soumis dans la catégorie études sur les milieux terrestres, seuls les coûts de la partie études terrestres seront alors pris en compte dans la valeur du projet.
- Portée et description du projet :** décrivez clairement la portée du projet, y compris la portée et les activités des catégories de projets décrites dans l'article 2 du volet 1 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la classification écologique des terres, les évaluations de l'habitat, l'élaboration des programmes de gestion, les relevés de la faune, l'évaluation des espèces en péril, les études sur la qualité de l'eau, les études sur la qualité de l'air, l'obtention des permis, la réalisation des relevés sur les poissons et leur habitat, les études sur la faune benthique, l'examen des documents relatifs au rétablissement des espèces en péril, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par

chacune des entreprises y ayant participé.

e. **Gestion de projet** : décrivez tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :

- l'intégration et la planification des travaux;
- la portée – structure de répartition du travail;
- l'échéancier et la gestion du temps;
- le suivi budgétaire;
- les rapports d'étape;
- le contrôle de la qualité;
- le contrôle des changements;
- la gestion des ressources humaines;
- les communications;
- les risques associés au projet;
- la passation de marchés de services et la gestion des contrats.

Remarque à l'attention des offrants : une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les offres à commandes ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas, non plus, de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.

La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C1	Client du projet L'offrant doit fournir l'information sur le client du projet pour chacun des projets proposés. (total de 10 projets)	Un maximum de 10 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction du type de client du projet. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 points = Le client est une organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) ▪ 7 points = Clients de la province de l'Ontario ▪ 4 points = Tout autre client 	100	
C2	Gestion de projets L'offrant doit cerner un projet dans chacune des catégories suivantes pour l'évaluation. Ces projets comprendront les projets proposés soumis conformément à l'exigence O2. <ol style="list-style-type: none"> 1. Études biologiques 2. Évaluation de l'impact environnemental 3. Surveillance de 	Un maximum de 120 points est disponible pour chaque projet proposé. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 120 points = Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus ▪ 100 points = Recensement et établissement clair de 8 éléments ▪ 80 points = Recensement et établissement clair de 7 éléments 	360	

	<p>l'environnement</p> <p>L'offrant se verra attribuer des points en fonction de la démonstration des éléments de gestion de projet utilisés pour réaliser chacun des trois projets proposés cernés ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux; • la portée – structure de répartition du travail; • l'échéancier et la gestion du temps; • le suivi budgétaire; • les rapports d'étape; • le contrôle de la qualité; • le contrôle des changements; • la gestion des ressources humaines; • les communications; • les risques associés au projet; • la passation de marchés de services et la gestion des contrats. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair de 6 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 5 éléments ▪ 10 points = Recensement et démonstration claire de 4 éléments ou moins 		
C3	<p>Gestion des capacités</p> <p>En plus des ressources de l'offrant proposées pour l'exigence O3, l'offrant doit dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables requis pour l'appendice 1 de l'annexe A, volet 1.</p>		250	
	1. Ressource principale - 10 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	2. Ressource intermédiaire - 5 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	3. Ressource subalterne - 2 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources 		

	4. Ressource de terrain principale - 8 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	5. CAO/Dessinateur - 2 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> 50 points = 3 ressources ou plus 30 points = 2 ressources 10 points = 1 ressource 		
C4	<p>Initiative socio-économique</p> <p>Nous voulons encourager l'inclusion d'un groupe diversifié de personnes qui participeront aux projets à la suite de ces offres à commandes : décrivez les exemples que l'organisation de l'offrant utilise pour s'assurer que les groupes sous-représentés (p. ex. mais sans s'y limiter, les minorités visibles, les femmes, les personnes autochtones, les jeunes et les vétérans) sont gérés et encouragés au moyen de politiques de ressources humaines (RH), de politiques ou de programmes de formation ou de perfectionnement des compétences, d'emploi, de bourses d'études, etc.</p> <p>Pour décrire l'initiative socio-économique, l'offrant doit soumettre les informations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nom de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action, du rapport socio-économique, etc. 2. Brève description de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action ou du rapport socio-économique; 3. Description de l'impact (quantitatif et qualitatif) de l'initiative, du programme ou de la politique socio-économique sur le groupe sous-représenté. 	<ul style="list-style-type: none"> Dix points sont accordés pour chaque initiative socio-économique, jusqu'à concurrence de 50 points. 	50	
	Expérience de l'entreprise - Maximum de points disponibles :		760	
	Expérience de l'entreprise - Note de passage minimale (70 %) :		532	

2.2 EXPÉRIENCE DES RESSOURCES (C5 À C6)

Pour chacune des cinq ressources proposées dans le cadre de l'exigence O3, l'initiateur doit fournir les éléments suivants :

2.2.1 Deux (2) projets terminés au maximum par ressource, qui démontrent l'expérience de chaque ressource proposée dans son poste clé respectif (le nombre total de projets pour les 5 ressources ne doit pas dépasser 10 projets). Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis par ressource, seuls les deux premiers projets proposés, tel qu'ils apparaissent dans l'offre, seront évalués.

i) Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé.

ii) Aux fins de l'évaluation, les projets semblables doivent être en lien avec l'évaluation environnementale et écologique et devraient comprendre : l'étude biologique, l'évaluation des répercussions sur l'environnement, la surveillance environnementale et les espèces en péril. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.

iii) Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des projets proposés.

- a. **Information sur le projet** : catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- b. **Information sur le client du projet** : nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
- c. **Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet, y compris la portée et les activités des catégories de projets décrites dans l'article 2 du volet 1 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la classification écologique des terres, les évaluations de l'habitat, l'élaboration des programmes de gestion, les relevés de la faune, l'évaluation des espèces en péril, les études sur la qualité de l'eau, les études sur la qualité de l'air, l'obtention des permis, la réalisation des relevés sur les poissons et leur habitat, les études sur la faune benthique, l'examen des documents relatifs au rétablissement des espèces en péril, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.

2.2.2. Responsabilités de la ressource dans le poste clé : l'offrant doit décrire pleinement et clairement le rôle et les responsabilités assumés par la ressource proposée dans son poste clé, y compris son expérience technique et pratique dans le projet proposé. L'expérience doit inclure notamment les éléments qui ont été énumérés sous chacun des postes clés.

a. Personne-ressource des OCIR

- Gestion des programmes de travail
- Orientation stratégique
- Risques associés au projet
- Liaison avec le client
- Communications avec les organismes de réglementation
- Communications avec les intervenants
- Gestion des ressources humaines
- Examen de niveau supérieur
- Assurance et contrôle de la qualité
- Règlement des différends

b. Ressource principale -Gestionnaire de projet

- Gestion des programmes de travail
- Portée
- Calendrier
- Budget
- Contrôle des changements
- Qualité
- Gestion des ressources humaines
- Communications
- Risques associés au projet
- Passation de marchés de services et gestion des contrats
- Plans relatifs à la santé et à la sécurité

c. Ressource principale- Biologiste terrestre

- Planification, conception et mise en œuvre des études biologiques des milieux terrestres (comprenant les oiseaux migrateurs)
- Évaluation de l'habitat (comprenant la classification écologique des terres)
- Relevés de la présence/l'absence
- Relevés des espèces en péril
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes des sites
- Évaluation et interprétation des données biologiques
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Rédaction de plans de gestion
- Études de la qualité de l'air/de l'eau
- Obtention de permis
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation

d. Ressource principale- Biologiste aquatique

- Planification, conception et mise en œuvre d'études biologiques des milieux aquatiques
- Relevés sur les poissons et relevés de leurs habitats
- Relevés de la présence/l'absence
- Relevés des espèces en péril
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes des sites
- Évaluation et interprétation des données biologiques
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Rédaction de plans de gestion
- Études sur la faune benthique et études de la qualité de l'eau

- Obtention de permis
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation

e. Ressource principale-Spécialiste de l'évaluation environnementale

- Planification, conception et mise en œuvre de l'évaluation environnementale de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* de 2012
- Planification, conception et mise en œuvre de l'évaluation environnementale stratégique
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Supervision du respect de la réglementation
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Direction des travaux complexes des sites
- Direction technique
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Mobilisation du public et des Autochtones

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C5	Études L'offre doit présenter les détails de la formation de chaque ressource proposée dans le cadre de l'exigence O3.	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 16 points. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 16 points = Diplôme d'études universitaires (2^e cycle) ▪ 12 points = Diplôme d'études universitaires (1^{er} cycle) ▪ 8 points = Diplôme d'études collégiales 	80	
C6	1. Personne-ressource des OCIR a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée. Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous. <ol style="list-style-type: none"> 1. Aquatique, terrestre ou aviaire, notamment les relevés de la présence/de l'absence ou les évaluations de l'habitat 2. Relevés des espèces en péril 3. Évaluation 	Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points. Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments 	120	

<p>environnementale, y compris l'évaluation environnementale de la LCEE de 2012 ou l'évaluation environnementale dans le cadre de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (LÉI)</p> <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 a) dans ce tableau.</p>	<p>ou moins</p>		
<p>2. Ressource principale - Gestionnaire de projet</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aquatique, terrestre ou aviaire, notamment les relevés de la présence/de l'absence ou les évaluations de l'habitat 2. Relevés des espèces en péril 3. Évaluation environnementale, y compris l'évaluation environnementale de la LCEE de 2012 ou l'évaluation environnementale dans le cadre de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (LÉI) <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 b)</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>120</p>	

	de ce tableau.			
	<p>3. Ressource principale- Biologiste terrestre</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des espèces terrestres ou évaluations de leur habitat 2. Relevé des oiseaux migrateurs ou évaluation de leur habitat 3. Autre évaluation d'habitat ou relevé biologique 4. Plans de gestion <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 c) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	120	
	<p>4. Ressource principale- Biologiste aquatique</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des espèces aquatiques en péril ou évaluation de leur habitat 2. Études benthiques 3. Autre évaluation de l'habitat d'espèces aquatiques ou relevé biologique 	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments 	120	

	<p>4. Plans de gestion</p> <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 d) de ce tableau.</p>	ou moins		
	<p>5. Ressource principale-Spécialiste de l'évaluation environnementale</p> <p>a) Expérience de projet</p> <p>L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <p>1. Processus d'évaluation environnementale dans le cadre de la LCEE de 2012</p> <p>2. Évaluation environnementale dans le cadre de la Loi sur l'évaluation d'impact (LÉI)</p> <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 e) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins	120	
	Expérience des ressources - Nombre maximal de points disponibles :		680	
	Expérience des ressources - Note de passage minimale (70 %) :		476	
Volet 1 - Total des critères techniques évalués par points (section 1 + section 2) :				

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant à l'exigence C6, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau. Un autre format sera accepté.

Exemple de tableau : Ressource principale – Biologiste terrestre

	N° du projet
Catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).	
Nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).	
Description du projet, notamment :	
Rôle de la ressource dans le projet	
Responsabilités du biologiste terrestre principal <u>Éléments des critères d'évaluation</u> <ul style="list-style-type: none"> • Planification, conception et mise en œuvre des études biologiques des milieux terrestres (comprenant les oiseaux migrateurs) • Évaluation de l'habitat (comprenant la classification écologique des terres) • Relevés de la présence/l'absence • Relevés des espèces en péril • Supervision du respect de la réglementation • Examen de niveau supérieur • Conseils techniques d'expert • Direction des travaux complexes des sites • Évaluation et interprétation des données biologiques • Formulation de recommandations • Préparation de rapports • Rédaction de plans de gestion • Études de la qualité de l'air/de l'eau • Obtention de permis • Préparation de procédures normalisées d'exploitation 	

VOLET 1 : ÉVALUATION ÉCOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE - Marchés réservés aux Autochtones

1. Critères d'évaluation techniques obligatoires

L'offrant doit inclure tous les documents démontrant qu'il satisfait à tous les critères obligatoires, sans exception. **Si l'offrant ne fournit pas de documents justificatifs, l'offre sera déclarée non recevable.**

1.1 EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE

N°	Critères d'évaluation techniques obligatoires	Renvoi à la soumission
O1	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède un minimum de cinq (5) années d'expérience, au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture de l'appel d'offres, dans la prestation de services dans chacune des catégories suivantes de l'industrie de l'évaluation écologique et environnementale :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Études biologiques 2. Espèces en péril 3. Évaluation des répercussions sur l'environnement et surveillance environnementale 4. Examens et développement de formation/dispositions techniques <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir une liste de leurs projets terminés pour les catégories d'évaluation ci-dessus qui comprend les informations suivantes :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) <i>Catégorie du projet</i> b) <i>Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays)</i> c) <i>Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i> d) <i>Nom de l'organisation cliente</i> 	
O2	<p>L'offrant doit démontrer, par des projets, qu'il a de l'expérience dans l'industrie de l'évaluation écologique et environnementale en fournissant des services dans les trois catégories de projets suivantes. Le nombre de projets requis par catégorie de projet a été déterminé ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Études biologiques <ol style="list-style-type: none"> ○ Études aviaires (1 projet) ○ Études sur les milieux terrestres (1 projet) ○ Études sur les milieux aquatiques (1 projet) ○ Études sur les espèces en péril (1 projet) 2. Évaluation de l'impact environnemental <ol style="list-style-type: none"> ○ Projets relatifs à la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale LCEE</i> de 2012 (3 projets) ○ Projet lié à la <i>Loi sur l'évaluation d'impact (LEI)</i> (1 projet) 3. Surveillance environnementale (2 projets) <p><i>Pour que l'offre soit jugée conforme, il faut que les projets proposés aient été réalisés par l'offrant au cours des 10 dernières années à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, et les informations suivantes doivent accompagner chaque projet proposé :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) <i>Catégorie du projet</i> b) <i>Nom du projet</i> c) <i>Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays)</i> d) <i>Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i> e) <i>Clients cités en référence du projet, notamment le nom, le titre et les coordonnées, soit le courriel ou le numéro de téléphone</i> 	

	<p>Note à l'intention de l'offrant : L'équipe d'évaluation n'évaluera que le nombre indiqué de projets par catégorie, dans l'ordre reçu, dans le cas où l'offrant soumet un nombre de projets supérieur au nombre requis. Seuls les projets proposés évalués dans le cadre des critères obligatoires feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés pour l'entreprise.</p> <p>Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé.</p>	
O3	<p>L'offrant doit proposer une ressource *interne pour chacun des cinq postes clés ci-dessous et doit démontrer que chaque ressource proposée a au moins 10 ans d'expérience, et au moins 15 ans d'expérience pour le poste de personne-ressource des OCIR, à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, dans son poste clé.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Ressource principale -Gestionnaire de projet 3. Ressource principale- Biologiste terrestre 4. Ressource principale -Biologiste aquatique 5. Ressource principale -Spécialiste de l'évaluation environnementale <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculum vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) Nom de la personne proposée b) Rôle des ressources c) Tous les établissements d'enseignement postsecondaire fréquentés, dates de fréquentation (MM/AAAA), titres de compétence obtenus d) Antécédents de travail et nom des employeurs, dates des emplois (MM/AAAA), titres des postes et responsabilités <p>Remarque à l'attention de l'offrant : les ressources proposées seront évaluées plus en détail dans les critères cotés pour l'entreprise. *Toutes les ressources proposées doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. Les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.</p>	
O4	<p>Méthode de gestion du projet</p> <p>L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux de l'ensemble des problèmes et interactions avec les intervenants.</p> <p><i>Pour être conforme, la méthode de gestion de projet de l'offrant doit comprendre des processus établis pour, au moins mais sans s'y limiter:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier; b) la gestion du changement et de la configuration; c) la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité; d) la gestion des risques et problèmes; e) les communications. 	

2. Critères cotés

Toute soumission qui satisfait à TOUS les critères d'évaluation obligatoires sera évaluée en fonction des critères d'évaluation techniques cotés.

Le total maximal possible pour les critères techniques cotés est de 1 440 points. **Une note minimale obligatoire d'au moins 70 % doit être obtenue dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si l'offre technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle **sera rejetée**. Des demi-points ne seront pas attribués.

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit.

Sections de critères	Nombre maximum de points disponibles	Note de passage
2.1 Expérience de l'entreprise (C1 à C4)	760	532
2.2 Expérience des ressources (C5 à C6)	680	476

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément aux systèmes de notation.

Des contrôles de validation peuvent être effectués à la seule discrétion du Canada pour aider à valider l'information fournie par l'offrant.

2.1 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE (C1 à C4)

Conformément à l'exigence O2, seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires O2 feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés en points d'entreprise. La description de chacun des 10 projets proposés à partir de O2 doit comporter ce qui suit :

- Information sur le projet** : catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- Information sur le client du projet** : nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
- Valeur du projet** : coûts totaux (taxe non incluse) du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet pour des études sur les milieux terrestres ou aquatiques a été achevé et qu'il est soumis dans la catégorie études sur les milieux terrestres, seuls les coûts de la partie études terrestres seront alors pris en compte dans la valeur du projet.
- Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet, y compris la portée et les activités des catégories de projets décrites dans l'article 2 du volet 1 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la classification écologique des terres, les évaluations de l'habitat, l'élaboration des programmes de gestion, les relevés de la faune, l'évaluation des espèces en péril, les études sur la qualité de l'eau, les études sur la qualité de l'air, l'obtention des permis, la réalisation des relevés sur les poissons et leur habitat, les études sur la faune benthique, l'examen des documents relatifs au rétablissement des espèces en péril, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.
- Gestion de projet** : décrivez tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :
 - l'intégration et la planification des travaux;
 - la portée – structure de répartition du travail;
 - l'échéancier et la gestion du temps;
 - le suivi budgétaire;
 - les rapports d'étape;
 - le contrôle de la qualité;
 - le contrôle des changements;

- la gestion des ressources humaines;
- les communications;
- les risques associés au projet;
- la passation de marchés de services et la gestion des contrats.

Remarque à l'attention des offrants : une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les offres à commandes ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas, non plus, de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.

La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C1	Client du projet L'offrant doit fournir l'information sur le client du projet pour chacun des projets proposés. (total de 10 projets)	Un maximum de 10 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction du type de client du projet. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 points = Le client est une organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) ▪ 7 points = Clients de la province de l'Ontario ▪ 4 points = Tout autre client 	100	
C2	Gestion de projets L'offrant doit cerner un projet dans chacune des catégories suivantes pour l'évaluation. Ces projets comprendront les projets proposés soumis conformément à l'exigence O2. <ol style="list-style-type: none"> 1. Études biologiques 2. Évaluation de l'impact environnemental 3. Surveillance de l'environnement L'offrant se verra attribuer des points en fonction de la démonstration des éléments de gestion de projet utilisés pour réaliser chacun des trois projets proposés cernés ci-dessus : <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux; • la portée – structure de répartition du travail; • l'échéancier et la gestion 	Un maximum de 120 points est disponible pour chaque projet proposé. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 120 points = Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus ▪ 100 points = Recensement et établissement clair de 8 éléments ▪ 80 points = Recensement et établissement clair de 7 éléments ▪ 60 points = Recensement et établissement clair de 6 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 5 éléments ▪ 10 points = Recensement et démonstration claire de 4 éléments ou moins 	360	

	<p>du temps;</p> <ul style="list-style-type: none"> • le suivi budgétaire; • les rapports d'étape; • le contrôle de la qualité; • le contrôle des changements; • la gestion des ressources humaines; • les communications; • les risques associés au projet; • la passation de marchés de services et la gestion des contrats. 			
C3	<p>Gestion des capacités</p> <p>En plus des ressources de l'offrant proposées pour l'exigence O3, l'offrant doit dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables requis pour l'appendice 1 de l'annexe A, volet 1.</p>		250	
	<p>1. Ressource principale - 10 ans d'expérience minimum</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>2. Ressource intermédiaire - 5 ans d'expérience minimum</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>3. Ressource subalterne - 2 ans d'expérience minimum</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>4. Ressource de terrain principale - 8 ans d'expérience minimum</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>5. CAO/Dessinateur - 2 ans d'expérience minimum</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 50 points = 3 ressources ou plus ▪ 30 points = 2 ressources ▪ 10 points = 1 ressource 		

C4	<p>Initiative socio-économique</p> <p>Nous voulons encourager l'inclusion d'un groupe diversifié de personnes qui participeront aux projets à la suite de ces offres à commandes : décrivez les exemples que l'organisation de l'offrant utilise pour s'assurer que les groupes sous-représentés (p. ex. mais sans s'y limiter, les minorités visibles, les femmes, les personnes autochtones, les jeunes et les vétérans) sont gérés et encouragés au moyen de politiques de ressources humaines (RH), de politiques ou de programmes de formation ou de perfectionnement des compétences, d'emploi, de bourses d'études, etc.</p> <p>Pour décrire l'initiative socio-économique, l'offrant doit soumettre les informations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nom de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action, du rapport socio-économique, etc. 2. Brève description de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action ou du rapport socio-économique; 3. Description de l'impact (quantitatif et qualitatif) de l'initiative, du programme ou de la politique socio-économique sur le groupe sous-représenté. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dix points sont accordés pour chaque initiative socio-économique, jusqu'à concurrence de 50 points. 	50	
	Expérience de l'entreprise - Maximum de points disponibles :		760	
	Expérience de l'entreprise - Note de passage minimale (70 %) :		532	

2.2 EXPÉRIENCE DES RESSOURCES (C5 À C6)

Pour chacune des cinq ressources proposées dans le cadre de l'exigence O3, l'initiateur doit fournir les éléments suivants :

2.2.1 Deux (2) projets terminés au maximum par ressource, qui démontrent l'expérience de chaque ressource proposée dans son poste clé respectif (le nombre total de projets pour les 5 ressources ne doit pas dépasser

10 projets). Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis par ressource, seuls les deux premiers projets proposés, tel qu'ils apparaissent dans l'offre, seront évalués.

i) Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé.

ii) Aux fins de l'évaluation, les projets semblables doivent être en lien avec l'évaluation environnementale et écologique et devraient comprendre : l'étude biologique, l'évaluation des répercussions sur l'environnement, la surveillance environnementale et les espèces en péril. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.

iii) Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des projets proposés.

- a. **Information sur le projet** : catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- b. **Information sur le client du projet** : nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
- c. **Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet, y compris la portée et les activités des catégories de projets décrites dans l'article 2 du volet 1 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la classification écologique des terres, les évaluations de l'habitat, l'élaboration des programmes de gestion, les relevés de la faune, l'évaluation des espèces en péril, les études sur la qualité de l'eau, les études sur la qualité de l'air, l'obtention des permis, la réalisation des relevés sur les poissons et leur habitat, les études sur la faune benthique, l'examen des documents relatifs au rétablissement des espèces en péril, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.

2.2.2. Responsabilités de la ressource dans le poste clé : l'offrant doit décrire pleinement et clairement le rôle et les responsabilités assumés par la ressource proposée dans son poste clé, y compris son expérience technique et pratique dans le projet proposé. L'expérience doit inclure notamment les éléments qui ont été énumérés sous chacun des postes clés.

a. Personne-ressource des OCIR

- Gestion des programmes de travail
- Orientation stratégique
- Risques associés au projet
- Liaison avec le client
- Communications avec les organismes de réglementation
- Communications avec les intervenants
- Gestion des ressources humaines
- Examen de niveau supérieur
- Assurance et contrôle de la qualité
- Règlement des différends

b. Ressource principale -Gestionnaire de projet

- Gestion des programmes de travail
- Portée
- Calendrier
- Budget
- Contrôle des changements
- Qualité

- Gestion des ressources humaines
- Communications
- Risques associés au projet
- Passation de marchés de services et gestion des contrats
- Plans relatifs à la santé et à la sécurité

c. Ressource principale- Biologiste terrestre

- Planification, conception et mise en œuvre des études biologiques des milieux terrestres (comprenant les oiseaux migrateurs)
- Évaluation de l'habitat (comprenant la classification écologique des terres)
- Relevés de la présence/l'absence
- Relevés des espèces en péril
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes des sites
- Évaluation et interprétation des données biologiques
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Rédaction de plans de gestion
- Études de la qualité de l'air/de l'eau
- Obtention de permis
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation

d. Ressource principale- Biologiste aquatique

- Planification, conception et mise en œuvre d'études biologiques des milieux aquatiques
- Relevés sur les poissons et relevés de leurs habitats
- Relevés de la présence/l'absence
- Relevés des espèces en péril
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes des sites
- Évaluation et interprétation des données biologiques
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Rédaction de plans de gestion
- Études sur la faune benthique et études de la qualité de l'eau
- Obtention de permis
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation

e. Ressource principale-Spécialiste de l'évaluation environnementale

- Planification, conception et mise en œuvre de l'évaluation environnementale de la *Loi canadienne sur*

l'évaluation environnementale de 2012

- Planification, conception et mise en œuvre de l'évaluation environnementale stratégique
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Supervision du respect de la réglementation
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Direction des travaux complexes des sites
- Direction technique
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Mobilisation du public et des Autochtones

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C5	Études L'offre doit présenter les détails de la formation de chaque ressource proposée dans le cadre de l'exigence O3.	Chaque ressource se verra accorder un maximum de 16 points. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 16 points = Diplôme d'études universitaires (2^e cycle) ▪ 12 points = Diplôme d'études universitaires (1^{er} cycle) ▪ 8 points = Diplôme d'études collégiales 	80	
C6	1. Personne-ressource des OCIR a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée. Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous. <ol style="list-style-type: none"> 1. Aquatique, terrestre ou aviaire, notamment les relevés de la présence/de l'absence ou les évaluations de l'habitat 2. Relevés des espèces en péril 3. Évaluation environnementale, y compris l'évaluation environnementale de la LCEE de 2012 ou l'évaluation environnementale dans le 	Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points. Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	120	

<p>cadre de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (LÉI)</p> <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 a) dans ce tableau.</p>			
<p>2. Ressource principale - Gestionnaire de projet</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aquatique, terrestre ou aviaire, notamment les relevés de la présence/de l'absence ou les évaluations de l'habitat 2. Relevés des espèces en péril 3. Évaluation environnementale, y compris l'évaluation environnementale de la LCEE de 2012 ou l'évaluation environnementale dans le cadre de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (LÉI) <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 b) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>120</p>	
<p>3. Ressource principale- Biologiste terrestre</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2)</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit</p>	<p>120</p>	

	<p>projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des espèces terrestres ou évaluations de leur habitat 2. Relevé des oiseaux migrateurs ou évaluation de leur habitat 3. Autre évaluation d'habitat ou relevé biologique 4. Plans de gestion <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 c) de ce tableau.</p>	<p>donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 		
	<p>4. Ressource principale- Biologiste aquatique</p> <p>a) Expérience de projet</p> <p>L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des espèces aquatiques en péril ou évaluation de leur habitat 2. Études benthiques 3. Autre évaluation de l'habitat d'espèces aquatiques ou relevé biologique 4. Plans de gestion <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus,</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>120</p>	

	<p>l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 d) de ce tableau.</p>			
	<p>5. Ressource principale-Spécialiste de l'évaluation environnementale</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <p>1. Processus d'évaluation environnementale dans le cadre de la LCEE de 2012</p> <p>2. Évaluation environnementale dans le cadre de la <i>Loi sur l'évaluation d'impact</i> (LÉI)</p> <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.2 e) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none">▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins	120	
	Expérience des ressources - Nombre maximal de points disponibles :		680	
	Expérience des ressources - Note de passage minimale (70 %) :		476	
Volet 1 - Total des critères techniques évalués par points (section 1 + section 2) :				

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant à l'exigence C6, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau. Un autre format sera accepté.

Exemple de tableau : Ressource principale – Biologiste terrestre

	N° du projet
Catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).	
Nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).	

Description du projet, notamment :	
Rôle de la ressource dans le projet	
Responsabilités du biologiste terrestre principal <u>Éléments des critères d'évaluation</u> <ul style="list-style-type: none">• Planification, conception et mise en œuvre des études biologiques des milieux terrestres (comprenant les oiseaux migrateurs)• Évaluation de l'habitat (comprenant la classification écologique des terres)• Relevés de la présence/l'absence• Relevés des espèces en péril• Supervision du respect de la réglementation• Examen de niveau supérieur• Conseils techniques d'expert• Direction des travaux complexes des sites• Évaluation et interprétation des données biologiques• Formulation de recommandations• Préparation de rapports• Rédaction de plans de gestion• Études de la qualité de l'air/de l'eau• Obtention de permis• Préparation de procédures normalisées d'exploitation	

VOLET 2 : GESTION ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS FÉDÉRALES

1. Critères d'évaluation techniques obligatoires

L'offrant doit inclure tous les documents démontrant qu'il satisfait à tous les critères obligatoires, sans exception. **Si l'offrant ne fournit pas de documents justificatifs, l'offre sera déclarée non recevable.**

1.1 EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE

N°	Critères d'évaluation techniques obligatoires	Renvoi à la soumission
O1	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède un minimum de cinq (5) années d'expérience au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture de l'appel d'offres, dans la prestation de services dans chacune des catégories suivantes de gestion environnementale des installations :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Substances désignées et matières dangereuses 2. Qualité de l'air 3. Gestion de l'eau potable 4. Conformité environnementale <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir une liste de leurs projets terminés pour les catégories d'évaluation ci-dessus qui comprend les informations suivantes :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet b) Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays) c) Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA) d) Nom de l'organisation cliente 	
O2	<p>L'offrant doit démontrer, par des projets, qu'il a de l'expérience dans la gestion environnementale des installations en fournissant des services dans les quatre catégories de projets suivantes. Le nombre de projets requis par catégorie de projet a été déterminé ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Substances désignées et matières dangereuses <ul style="list-style-type: none"> o Relevés de substances désignées et des matières dangereuses (2 projets) o Suivi des travaux d'élimination (2 projets) 2. Qualité de l'air <ul style="list-style-type: none"> o Évaluation de la moisissure (1 projet) o Qualité de l'air intérieur (1 projet) 3. Eau potable <ul style="list-style-type: none"> o Prélèvement et analyse d'échantillons d'eau potable (1 projet) o Études sur la qualité de l'eau et sa quantité (1 projet) 4. Gestion environnementale et conformité <ul style="list-style-type: none"> o Vérifications détaillées de la conformité environnementale (1 projet) o Systèmes de gestion environnementale (ISO) (1 projet) <p><i>Pour que l'offre soit jugée conforme, il faut que les projets proposés aient été réalisés par l'offrant au cours des 10 dernières années à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, et les informations suivantes doivent accompagner chaque projet proposé :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet 	

	<p><i>b) Nom du projet</i></p> <p><i>c) Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays)</i></p> <p><i>d) Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i></p> <p><i>e) Clients cités en référence du projet, notamment le nom, le titre et les coordonnées, soit le courriel ou le numéro de téléphone</i></p> <p>Note à l'intention de l'offrant : L'équipe d'évaluation n'évaluera que le nombre indiqué de projets par catégorie, dans l'ordre reçu, dans le cas où l'offrant soumet un nombre de projets supérieur au nombre requis. Seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires seront évalués de manière plus approfondie dans le cadre des critères d'évaluation par points des entreprises. Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé.</p>	
O3	<p>L'offrant doit proposer une ressource *interne pour chacun des cinq postes clés ci-dessous et doit démontrer que chaque ressource proposée a au moins 10 ans d'expérience, et au moins 15 d'expérience ans pour le poste de personne-ressource des OCIR, à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, dans son poste clé.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Ressource principale-Gestionnaire de projet 3. Ressource principale-Vérificateur environnemental agréé (VEA) (spécialiste en environnement [SE] [VEA] agréé par le Bureau canadien de reconnaissance professionnelle des spécialistes de l'environnement [BCRPSE]) <ul style="list-style-type: none"> o Le VEA principal doit être accrédité par le BCRPSE en tant que professionnel de l'environnement – Vérifications de la conformité (SE [VEA]). L'offrant doit soumettre, avec sa soumission, une copie de la certification de la ressource proposée. 4. Ressource principale-Hygiéniste industriel certifié (CIH) ou hygiéniste du travail agréé (ROH) <ul style="list-style-type: none"> o Le CIH principal ou le ROH principal doivent être agréés comme CIH par l'American Board of Industrial Hygiene ou comme ROH par le Conseil canadien d'agrément des hygiénistes du travail (CCAHT). L'offrant doit soumettre, avec sa soumission, une copie de la certification de la ressource proposée. 5. Ressource principale-Hydrogéologue (P.Geo ou Ing.) <ul style="list-style-type: none"> o L'hydrogéologue principal doit être membre de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario (P.Geo) ou de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario (Ing.). L'offrant doit joindre à sa soumission une copie de la licence professionnelle de la ressource proposée. <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitæ (les curriculum vitæ ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>a) Nom de la personne proposée.</i> <i>b) Rôle des ressources.</i> <i>c) Tous les établissements d'enseignement postsecondaire fréquentés, dates de fréquentation (MM/AAAA), titres de compétence obtenus.</i> <i>d) Antécédents de travail et nom des employeurs, dates des emplois, titres des postes et responsabilités.</i> <i>e) Une copie de la licence ou de la certification demandée, le cas échéant.</i> <p>Remarque à l'attention de l'offrant : les ressources proposées seront évaluées plus en détail dans les critères cotés pour l'entreprise. *Toutes les ressources proposées</p>	

	doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. Les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.	
O4	Méthode de gestion de projet L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux de l'ensemble des problèmes et interactions avec les intervenants. <i>Pour être conforme, la méthode de gestion de projet de l'offrant doit comprendre des processus établis pour, au moins mais sans s'y limiter:</i> <i>a) le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier;</i> <i>b) la gestion du changement et de la configuration;</i> <i>c) la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité;</i> <i>d) la gestion des risques et problèmes;</i> <i>e) les communications.</i>	

2. Critères cotés

Toute soumission qui satisfait à TOUS les critères d'évaluation obligatoires sera évaluée en fonction des critères d'évaluation techniques cotés.

Le nombre maximum de points attribuables aux critères techniques cotés est de 1460 points. **Une note minimale obligatoire d'au moins 70 % doit être obtenue dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si l'offre technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle sera **rejetée**. Des demi-points ne seront pas attribués.

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit.

Sections de critères	Nombre maximum de points disponibles	Note de passage
2.1 Expérience de l'entreprise (C1 à C4)	760	532
2.2 Expérience des ressources (C5 à C7)	700	490

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément aux systèmes de notation.

Des contrôles de validation peuvent être effectués à la seule discrétion du Canada pour aider à valider l'information fournie par l'offrant.

2.1 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE (C1 à C4)

Conformément à l'exigence O2, seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires O2 feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés en points d'entreprise. La description de chacun des 10 projets proposés à partir de O2 doit comporter ce qui suit :

- a) **Information sur le projet** : catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- b) **Information sur le client du projet** : nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau

opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).

- c) **Valeur du projet** : coûts totaux (taxe non incluse) du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet pour une évaluation de la moisissure et la qualité de l'air intérieur a été achevé et qu'il est soumis dans la catégorie évaluation de la moisissure, seuls les coûts de la portion de l'évaluation de la moisissure seront alors pris en compte dans la valeur du projet.
- d) **Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 2 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait également inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple, la conception du plan de travail et le processus de documentation, les communications publiques, la conformité réglementaire, la santé et la sécurité, ainsi que l'échantillonnage, la manipulation et l'analyse des substances désignées et des matières dangereuses, les moisissures, la qualité de l'air intérieur et l'eau potable, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.
- e) **Gestion de projet** : décrivez tous les éléments applicables de la gestion de projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :
- l'intégration et la planification des travaux;
 - la portée – structure de répartition du travail;
 - l'échéancier et la gestion du temps;
 - le suivi budgétaire;
 - les rapports d'étape;
 - le contrôle de la qualité;
 - le contrôle des changements;
 - la gestion des ressources humaines;
 - les communications;
 - les risques associés au projet;
 - la passation de marchés de services et la gestion des contrats.

Remarque à l'attention des offrants : une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les offres à commandes ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas, non plus, de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.

La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C1	Client du projet L'offrant doit fournir l'information sur le client du projet pour chacun des projets proposés. (total de 10 projets)	Un maximum de 10 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction du type de client du projet. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 points = Le client est une organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) ▪ 7 points = Clients de la province de l'Ontario ▪ 4 points = Tout autre client 	100	
C2	Gestion de projets	Un maximum de 120 points est	360	

	<p>L'offrant doit cerner un projet dans chacune des catégories suivantes pour l'évaluation. Ces projets comprendront les projets proposés soumis conformément à l'exigence O2.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Suivi des travaux d'élimination environnementale 2. Prélèvement et analyse des échantillons d'eau potable 3. Vérification détaillée de la conformité environnementale <p>L'offrant se verra attribuer des points en fonction de la démonstration des éléments de gestion de projet utilisés pour réaliser chacun des trois projets proposés cernés ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux; • la portée – structure de répartition du travail; • l'échéancier et la gestion du temps; • le suivi budgétaire; • les rapports d'étape; • le contrôle de la qualité; • le contrôle des changements; • la gestion des ressources humaines; • les communications; • les risques associés au projet; • la passation de marchés de services et la gestion des contrats. 	<p>disponible pour chaque projet proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 120 points = Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus ▪ 100 points = Recensement et établissement clair de 8 éléments ▪ 80 points = Recensement et établissement clair de 7 éléments ▪ 60 points = Recensement et établissement clair de 6 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 5 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 4 éléments ou moins 		
C3	<p>Gestion des capacités</p> <p>En plus des ressources de l'offrant proposées pour l'exigence O3, l'offrant doit dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables requis pour l'appendice 1 de l'annexe 1 du volet 2.</p>		250	

	<p>1. Ressource principale - 10 ans d'expérience minimum</p> <p>2. Ressource intermédiaire - 5 ans d'expérience minimum</p> <p>3. Ressource subalterne - 2 ans d'expérience minimum</p> <p>4. Ressource de terrain principale - 8 ans d'expérience minimum</p> <p>5. CAO/Dessinateur - 2 ans d'expérience minimum</p>	<ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 3 ressources ou plus 30 points = 2 ressources 10 points = 1 ressource 		
C4	<p>Initiative socio-économique</p> <p>Nous voulons encourager l'inclusion d'un groupe diversifié de personnes qui participeront aux projets à la suite de ces offres à commandes : décrivez les exemples que l'organisation de l'offrant utilise pour s'assurer que les groupes sous-représentés (p. ex. mais sans s'y limiter, les minorités visibles, les femmes, les personnes autochtones, les jeunes et les vétérans) sont gérés et encouragés au moyen de politiques de ressources humaines (RH), de politiques ou de programmes de formation ou de perfectionnement des compétences, d'emploi, de bourses d'études, etc.</p> <p>Pour décrire l'initiative socio-économique, l'offrant doit soumettre les informations suivantes :</p> <p>1. Nom de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action, du rapport socio-économique, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Dix points sont accordés pour chaque initiative socio-économique, jusqu'à concurrence de 50 points. 	50	

	2. Brève description de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action ou du rapport socio-économique; 3. Description de l'impact (quantitatif et qualitatif) de l'initiative, du programme ou de la politique socio-économique sur le groupe sous-représenté.			
	Expérience de l'entreprise - Maximum de points disponibles :	760		
	Expérience de l'entreprise - Note de passage minimale (70 %) :	532		

2.2 EXPÉRIENCE DES RESSOURCES (C5 À C7)

Pour chacune des cinq ressources internes proposées dans le cadre de l'exigence O3, l'offrant doit fournir les éléments suivants :

2.2.1 Curriculum vitæ : en plus des informations obligatoires de l'exigence O3, le curriculum vitæ de chaque ressource proposée doit inclure toutes les accréditations professionnelles, la date d'obtention de l'accréditation et le statut actuel. Les offrants doivent énumérer les accréditations professionnelles valides. Pour toutes les spécialisations, la province pertinente est l'Ontario, sauf dans le cas d'agrément non accordé à l'échelon régional. Ces éléments seront évalués plus en détail dans l'exigence C6.

2.2.2 Deux (2) projets terminés au maximum par ressource, qui démontrent l'expérience de chaque ressource proposée dans son poste clé respectif (le nombre total de projets pour les 5 ressources ne doit pas dépasser 10 projets). Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis par ressource, seuls les deux premiers projets proposés, tel qu'ils apparaissent dans l'offre, seront évalués.

- i) Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé.
- ii) Aux fins de l'évaluation, les projets semblables doivent être en lien avec la gestion environnementale des installations fédérales et devraient comprendre : le relevé des substances désignées et des matières dangereuses, le suivi des travaux d'élimination, l'évaluation de moisissure, l'évaluation de la qualité de l'air intérieur, le prélèvement et l'analyse d'eau potable, les relevés sur la quantité de l'eau et sa qualité, la vérification détaillée de la conformité environnementale et les systèmes de gestion de l'environnement. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.
- iii) Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des projets proposés.
 - a) **Information sur le projet :** catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
 - b) **Information sur le client du projet :** nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
 - c) **Portée et description du projet :** décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 2 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la conception des plans de travail et le processus de documentation, les communications publiques, la conformité avec la réglementation, la santé et la sécurité, la collecte, la manipulation et l'analyse d'échantillons (substances désignées et matières dangereuses, moisissure, qualité de l'air intérieur, eau potable), etc. Dans le cas d'un projet réalisé en

coentreprise, l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.

2.2.3 Responsabilités de la ressource dans le poste clé : l'offrant doit décrire pleinement et clairement le rôle et les responsabilités assumés par la ressource proposée dans son poste clé, y compris son expérience technique et pratique dans le projet proposé. L'expérience doit inclure notamment les éléments qui ont été énumérés sous chacun des postes clés.

a. Personne-ressource des OCIR

- Gestion des programmes de travail
- Orientation stratégique
- Risques associés au projet
- Liaison avec le client
- Communications avec les organismes de réglementation
- Communications avec les intervenants
- Gestion des ressources humaines
- Examen de niveau supérieur
- Assurance et contrôle de la qualité
- Règlement des différends

b. Ressource principale -Gestionnaire de projet

- Gestion des programmes de travail
- Portée
- Calendrier
- Budget
- Contrôle des changements
- Qualité
- Gestion des ressources humaines
- Communications
- Risques associés au projet
- Gestion des marchés et des contrats liés aux projets
- Plans relatifs à la santé et à la sécurité

c. Ressource principale- Auditeur environnemental accrédité

- Planification et conception, y compris vérification détaillée de la conformité environnementale, systèmes de gestion de l'environnement ou études de base sur l'environnement
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Évaluation et interprétation des données d'évaluation du site
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction d'évaluations complexes, ou direction de travaux de systèmes complexes de gestion de l'environnement
- Formulation de recommandations

- Préparation de rapports
- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

d. Ressource principale-Hygiéniste industriel ou hygiéniste du travail agréé

- Planification et conception, y compris rapports sur la qualité de l'air intérieur, évaluations de la moisissure ou relevés des substances désignées et des matières dangereuses, ou suivi des travaux d'élimination.
- Plans des travaux d'analyse
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Évaluation et interprétation des données de chimie
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

e. Ressource principale-Hydrogéologue

- Planification et conception, y compris les plans de travail pour les prélèvements et l'analyse d'eau potable ou les plans de travail pour l'analyse de la qualité de l'eau et de sa quantité
- Évaluation de la qualité de l'eau ou de sa quantité
- Interprétation de données hydrogéologiques ou chimiques
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes d'évaluation hydrogéologiques
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C5	Études L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées dans l'exigence O3.	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est de 15 points. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 15 points = Diplôme d'études universitaires (2^e cycle) ▪ 12 points = Diplôme d'études universitaires (1^{er} cycle) ▪ 5 points = Diplôme d'études collégiales 	75	
C6	Accréditation	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est	25	

	<p>L'offrant doit fournir pour chaque ressource proposée dans l'exigence O3 les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ingénieur (Ing.) • Géoscientifique professionnel (P.Geo) • Professionnel de la gestion de projet (PGP) • Spécialiste en environnement – Vérificateur de conformité – SE(V EA) • Hygiéniste industriel certifié • Hygiéniste du travail agréé (HTA) 	<p>de 5 points.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 points = Attestations reconnues ▪ 0 point = Aucune attestation reconnue <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit, pour chaque ressource proposée, fournir une copie de sa certification.</p>		
C7	<p>1. Personne-ressource des OCIR</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des substances désignées et des matières dangereuses 2. Suivi des travaux d'élimination 3. Évaluation de la moisissure 4. Qualité de l'air intérieur 5. Échantillonnage de l'eau potable 6. Études sur la qualité de l'eau et sa quantité 7. Vérifications détaillées de la conformité environnementale 8. Systèmes de gestion de l'environnement <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	120	

	mentionnés au point a) ci-dessus l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 a) de ce tableau.			
	<p>2. Ressource principale-Gestionnaire de projet</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des substances désignées et des matières dangereuses 2. Suivi des travaux d'élimination 3. Prélèvement et analyse des échantillons d'eau potable <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 b) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	120	
	<p>3. Ressource principale-Auditeur environnemental accrédité</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin que l'offre soit conforme, un projet doit faire partie de la catégorie des audits détaillés de conformité environnementale et le second projet peut être choisi dans l'une des deux catégories de projets différentes énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Vérifications détaillées de la conformité environnementale 	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et 	120	

<p>2. Systèmes de gestion de l'environnement</p> <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 c) de ce tableau.</p>	<p>établissement clair de 4 à 6 éléments</p> <ul style="list-style-type: none"> 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 		
<p>4. Ressource principale-Hygiéniste industriel ou hygiéniste du travail agréé :</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée. Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des substances désignées et des matières dangereuses 2. Suivi des travaux d'élimination 3. Évaluation de la moisissure 4. Qualité de l'air intérieur <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 d) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>120</p>	
<p>5. Ressource principale-Hydrogéologue</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée. Afin que l'offre soit jugée conforme, un projet doit faire partie de la catégorie Échantillonnage et analyse de l'eau potable et le second projet</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> 60 points = Recensement et 	<p>120</p>	

	<p>peut être choisi dans l'une des deux catégories de projets différentes énumérées ci-dessous.</p> <p>1. Prélèvement et analyse des échantillons d'eau potable</p> <p>2. Études sur la qualité de l'eau et sa quantité</p> <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 e) de ce tableau.</p>	<p>établissement clair d'au moins 10 éléments</p> <ul style="list-style-type: none">▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins		
	Expérience des ressources - Nombre maximal de points disponibles :		700	
	Expérience des ressources - Note de passage minimale (70 %) :		490	
Volet 2 - Total des critères techniques évalués par points (section 1 + section 2) :				

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant à l'exigence C7, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau. Un autre format sera accepté.

Exemple de tableau : Expert-conseil principal – Auditeur environnemental accrédité

	N° du projet
Catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA)	
Nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone)	
Description du projet, notamment :	
- Rôle de la ressource dans le projet	
- Responsabilités de l'auditeur environnemental accrédité principal	
<p><u>Éléments des critères d'évaluation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Planification et conception • Préparation de procédures normalisées d'exploitation • Supervision du respect de la réglementation • Évaluation et interprétation des données d'évaluation du site • Examen de niveau supérieur • Conseils techniques d'expert • Direction d'évaluations complexes, ou direction de travaux de systèmes complexes de gestion de l'environnement • Formulation de recommandations • Préparation de rapports • Assurance de la qualité et contrôle de la qualité 	

VOLET 2 : GESTION ENVIRONNEMENTALE DES INSTALLATIONS FÉDÉRALES - Marchés réservés aux Autochtones

1. Critères d'évaluation techniques obligatoires

L'offrant doit inclure tous les documents démontrant qu'il satisfait à tous les critères obligatoires, sans exception. **Si l'offrant ne fournit pas de documents justificatifs, l'offre sera déclarée non recevable.**

1.1 EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE

N°	Critères d'évaluation techniques obligatoires	Renvoi à la soumission
O1	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède un minimum de cinq (5) années d'expérience au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture de l'appel d'offres, dans la prestation de services dans chacune des catégories suivantes de gestion environnementale des installations :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Substances désignées et matières dangereuses 2. Qualité de l'air 3. Gestion de l'eau potable 4. Conformité environnementale <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir une liste de leurs projets terminés pour les catégories d'évaluation ci-dessus qui comprend les informations suivantes :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet b) Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays) c) Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA) d) Nom de l'organisation cliente 	
O2	<p>L'offrant doit démontrer, par des projets, qu'il a de l'expérience dans la gestion environnementale des installations en fournissant des services dans les quatre catégories de projets suivantes. Le nombre de projets requis par catégorie de projet a été déterminé ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Substances désignées et matières dangereuses <ol style="list-style-type: none"> o Relevés de substances désignées et des matières dangereuses (2 projets) o Suivi des travaux d'élimination (2 projets) 2. Qualité de l'air <ol style="list-style-type: none"> o Évaluation de la moisissure (1 projet) o Qualité de l'air intérieur (1 projet) 3. Eau potable <ol style="list-style-type: none"> o Prélèvement et analyse d'échantillons d'eau potable (1 projet) o Études sur la qualité de l'eau et sa quantité (1 projet) 4. Gestion environnementale et conformité <ol style="list-style-type: none"> o Vérifications détaillées de la conformité environnementale (1 projet) o Systèmes de gestion environnementale (ISO) (1 projet) <p><i>Pour que l'offre soit jugée conforme, il faut que les projets proposés aient été réalisés par l'offrant au cours des 10 dernières années à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, et les informations suivantes doivent accompagner chaque projet proposé :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet 	

	<p><i>b) Nom du projet</i></p> <p><i>c) Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays)</i></p> <p><i>d) Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i></p> <p><i>e) Clients cités en référence du projet, notamment le nom, le titre et les coordonnées, soit le courriel ou le numéro de téléphone</i></p> <p>Note à l'intention de l'offrant : L'équipe d'évaluation n'évaluera que le nombre indiqué de projets par catégorie, dans l'ordre reçu, dans le cas où l'offrant soumet un nombre de projets supérieur au nombre requis. Seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires seront évalués de manière plus approfondie dans le cadre des critères d'évaluation par points des entreprises. Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé.</p>	
O3	<p>L'offrant doit proposer une ressource *interne pour chacun des cinq postes clés ci-dessous et doit démontrer que chaque ressource proposée a au moins 10 ans d'expérience, et au moins 15 d'expérience ans pour le poste de personne-ressource des OCIR, à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, dans son poste clé.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Ressource principale-Gestionnaire de projet 3. Ressource principale-Vérificateur environnemental agréé (VEA) (spécialiste en environnement [SE] [VEA] agréé par le Bureau canadien de reconnaissance professionnelle des spécialistes de l'environnement [BCRPSE]) <ul style="list-style-type: none"> o Le VEA principal doit être accrédité par le BCRPSE en tant que professionnel de l'environnement – Vérifications de la conformité (SE [VEA]). L'offrant doit soumettre, avec sa soumission, une copie de la certification de la ressource proposée. 4. Ressource principale-Hygiéniste industriel certifié (CIH) ou hygiéniste du travail agréé (ROH) <ul style="list-style-type: none"> o Le CIH principal ou le ROH principal doivent être agréés comme CIH par l'American Board of Industrial Hygiene ou comme ROH par le Conseil canadien d'agrément des hygiénistes du travail (CCAHT). L'offrant doit soumettre, avec sa soumission, une copie de la certification de la ressource proposée. 5. Ressource principale-Hydrogéologue (P.Geo ou Ing.) <ul style="list-style-type: none"> o L'hydrogéologue principal doit être membre de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario (P.Geo) ou de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario (Ing.). L'offrant doit joindre à sa soumission une copie de la licence professionnelle de la ressource proposée. <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculum vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <i>a) Nom de la personne proposée.</i> <i>b) Rôle des ressources.</i> <i>c) Tous les établissements d'enseignement postsecondaire fréquentés, dates de fréquentation (MM/AAAA), titres de compétence obtenus.</i> <i>d) Antécédents de travail et nom des employeurs, dates des emplois, titres des postes et responsabilités.</i> <i>e) Une copie de la licence ou de la certification demandée, le cas échéant.</i> <p>Remarque à l'attention de l'offrant : les ressources proposées seront évaluées plus en détail dans les critères cotés pour l'entreprise. *Toutes les ressources proposées doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. Les employés des entreprises formant</p>	

	une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.	
O4	<p><u>Méthode de gestion de projet</u></p> <p>L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux de l'ensemble des problèmes et interactions avec les intervenants.</p> <p><i>Pour être conforme, la méthode de gestion de projet de l'offrant doit comprendre des processus établis pour, au moins mais sans s'y limiter:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier; b) la gestion du changement et de la configuration; c) la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité; d) la gestion des risques et problèmes; e) les communications. 	

2. Critères cotés

Toute soumission qui satisfait à TOUS les critères d'évaluation obligatoires sera évaluée en fonction des critères d'évaluation techniques cotés.

Le nombre maximum de points attribuables aux critères techniques cotés est de 1460 points. **Une note minimale obligatoire d'au moins 70 % doit être obtenue dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si l'offre technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle sera **rejetée**. Des demi-points ne seront pas attribués.

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit.

Sections de critères	Nombre maximum de points disponibles	Note de passage
2.1 Expérience de l'entreprise (C1 à C4)	760	532
2.2 Expérience des ressources (C5 à C7)	700	490

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément aux systèmes de notation.

Des contrôles de validation peuvent être effectués à la seule discrétion du Canada pour aider à valider l'information fournie par l'offrant.

2.1 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE (C1 à C4)

Conformément à l'exigence O2, seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires O2 feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés en points d'entreprise. La description de chacun des 10 projets proposés à partir de O2 doit comporter ce qui suit :

- a. **Information sur le projet** : catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- b. **Information sur le client du projet** : nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).

- c. **Valeur du projet** : coûts totaux (taxe non incluse) du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet pour une évaluation de la moisissure et la qualité de l'air intérieur a été achevé et qu'il est soumis dans la catégorie évaluation de la moisissure, seuls les coûts de la portion de l'évaluation de la moisissure seront alors pris en compte dans la valeur du projet.
- d. **Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 2 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait également inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple, la conception du plan de travail et le processus de documentation, les communications publiques, la conformité réglementaire, la santé et la sécurité, ainsi que l'échantillonnage, la manipulation et l'analyse des substances désignées et des matières dangereuses, les moisissures, la qualité de l'air intérieur et l'eau potable, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.
- e. **Gestion de projet** : décrivez tous les éléments applicables de la gestion de projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :
- l'intégration et la planification des travaux;
 - la portée – structure de répartition du travail;
 - l'échéancier et la gestion du temps;
 - le suivi budgétaire;
 - les rapports d'étape;
 - le contrôle de la qualité;
 - le contrôle des changements;
 - la gestion des ressources humaines;
 - les communications;
 - les risques associés au projet;
 - la passation de marchés de services et la gestion des contrats.

Remarque à l'attention des offrants : une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les offres à commandes ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas, non plus, de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.

La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C1	Client du projet L'offrant doit fournir l'information sur le client du projet pour chacun des projets proposés. (total de 10 projets)	Un maximum de 10 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction du type de client du projet. <ul style="list-style-type: none"> ▪ 10 points = Le client est une organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) ▪ 7 points = Clients de la province de l'Ontario ▪ 4 points = Tout autre client 	100	
C2	Gestion de projets L'offrant doit cerner un projet	Un maximum de 120 points est disponible pour chaque projet proposé.	360	

	<p>dans chacune des catégories suivantes pour l'évaluation. Ces projets comprendront les projets proposés soumis conformément à l'exigence O2.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Suivi des travaux d'élimination environnementale 2. Prélèvement et analyse des échantillons d'eau potable 3. Vérification détaillée de la conformité environnementale <p>L'offrant se verra attribuer des points en fonction de la démonstration des éléments de gestion de projet utilisés pour réaliser chacun des trois projets proposés cernés ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux; • la portée – structure de répartition du travail; • l'échéancier et la gestion du temps; • le suivi budgétaire; • les rapports d'étape; • le contrôle de la qualité; • le contrôle des changements; • la gestion des ressources humaines; • les communications; • les risques associés au projet; • la passation de marchés de services et la gestion des contrats. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 120 points = Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus ▪ 100 points = Recensement et établissement clair de 8 éléments ▪ 80 points = Recensement et établissement clair de 7 éléments ▪ 60 points = Recensement et établissement clair de 6 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 5 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 4 éléments ou moins 		
C3	<p>Gestion des capacités</p> <p>En plus des ressources de l'offrant proposées pour l'exigence O3, l'offrant doit dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables requis pour l'appendice 1 de l'annexe 1 du volet 2.</p>		250	

	<p>1. Ressource principale - 10 ans d'expérience minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>2. Ressource intermédiaire - 5 ans d'expérience minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>3. Ressource subalterne - 2 ans d'expérience minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>4. Ressource de terrain principale - 8 ans d'expérience minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	<p>5. CAO/Dessinateur - 2 ans d'expérience minimum</p> <ul style="list-style-type: none"> 50 points = 3 ressources ou plus 30 points = 2 ressources 10 points = 1 ressource 		
C4	<p>Initiative socio-économique</p> <p>Nous voulons encourager l'inclusion d'un groupe diversifié de personnes qui participeront aux projets à la suite de ces offres à commandes : décrivez les exemples que l'organisation de l'offrant utilise pour s'assurer que les groupes sous-représentés (p. ex. mais sans s'y limiter, les minorités visibles, les femmes, les personnes autochtones, les jeunes et les vétérans) sont gérés et encouragés au moyen de politiques de ressources humaines (RH), de politiques ou de programmes de formation ou de perfectionnement des compétences, d'emploi, de bourses d'études, etc.</p> <p>Pour décrire l'initiative socio-économique, l'offrant doit soumettre les informations suivantes :</p> <p>1. Nom de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action, du rapport socio-économique, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Dix points sont accordés pour chaque initiative socio-économique, jusqu'à concurrence de 50 points. 	50

	2. Brève description de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action ou du rapport socio-économique; 3. Description de l'impact (quantitatif et qualitatif) de l'initiative, du programme ou de la politique socio-économique sur le groupe sous-représenté.			
	Expérience de l'entreprise - Maximum de points disponibles :	760		
	Expérience de l'entreprise - Note de passage minimale (70 %) :	532		

2.2 EXPÉRIENCE DES RESSOURCES (C5 À C7)

Pour chacune des cinq ressources internes proposées dans le cadre de l'exigence O3, l'offrant doit fournir les éléments suivants :

2.2.1 Curriculum vitæ : en plus des informations obligatoires de l'exigence O3, le curriculum vitæ de chaque ressource proposée doit inclure toutes les accréditations professionnelles, la date d'obtention de l'accréditation et le statut actuel. Les offrants doivent énumérer les accréditations professionnelles valides. Pour toutes les spécialisations, la province pertinente est l'Ontario, sauf dans le cas d'agrément non accordé à l'échelon régional. Ces éléments seront évalués plus en détail dans l'exigence C6.

2.2.2 Deux (2) projets terminés au maximum par ressource, qui démontrent l'expérience de chaque ressource proposée dans son poste clé respectif (le nombre total de projets pour les 5 ressources ne doit pas dépasser 10 projets). Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis par ressource, seuls les deux premiers projets proposés, tel qu'ils apparaissent dans l'offre, seront évalués.

- i) Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé.
- ii) Aux fins de l'évaluation, les projets semblables doivent être en lien avec la gestion environnementale des installations fédérales et devraient comprendre : le relevé des substances désignées et des matières dangereuses, le suivi des travaux d'élimination, l'évaluation de moisissure, l'évaluation de la qualité de l'air intérieur, le prélèvement et l'analyse d'eau potable, les relevés sur la quantité de l'eau et sa qualité, la vérification détaillée de la conformité environnementale et les systèmes de gestion de l'environnement. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.
- iii) Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des projets proposés.
 - a. **Information sur le projet :** catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
 - b. **Information sur le client du projet :** nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
 - c. **Portée et description du projet :** décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 2 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : la conception des plans de travail et le processus de documentation, les communications publiques, la conformité avec la réglementation, la santé et la sécurité, la collecte, la manipulation et l'analyse d'échantillons (substances désignées et matières dangereuses, moisissure, qualité de l'air intérieur, eau potable), etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise,

l'offrant devra préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.

2.2.3 Responsabilités de la ressource dans le poste clé : l'offrant doit décrire pleinement et clairement le rôle et les responsabilités assumés par la ressource proposée dans son poste clé, y compris son expérience technique et pratique dans le projet proposé. L'expérience doit inclure notamment les éléments qui ont été énumérés sous chacun des postes clés.

a. Personne-ressource des OCIR

- Gestion des programmes de travail
- Orientation stratégique
- Risques associés au projet
- Liaison avec le client
- Communications avec les organismes de réglementation
- Communications avec les intervenants
- Gestion des ressources humaines
- Examen de niveau supérieur
- Assurance et contrôle de la qualité
- Règlement des différends

b. Ressource principale -Gestionnaire de projet

- Gestion des programmes de travail
- Portée
- Calendrier
- Budget
- Contrôle des changements
- Qualité
- Gestion des ressources humaines
- Communications
- Risques associés au projet
- Gestion des marchés et des contrats liés aux projets
- Plans relatifs à la santé et à la sécurité

c. Ressource principale- Auditeur environnemental accrédité

- Planification et conception, y compris vérification détaillée de la conformité environnementale, systèmes de gestion de l'environnement ou études de base sur l'environnement
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Évaluation et interprétation des données d'évaluation du site
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction d'évaluations complexes, ou direction de travaux de systèmes complexes de gestion de l'environnement
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports

- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

d. Ressource principale-Hygiéniste industriel ou hygiéniste du travail agréé

- Planification et conception, y compris rapports sur la qualité de l'air intérieur, évaluations de la moisissure ou relevés des substances désignées et des matières dangereuses, ou suivi des travaux d'élimination.
- Plans des travaux d'analyse
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Évaluation et interprétation des données de chimie
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

e. Ressource principale-Hydrogéologue

- Planification et conception, y compris les plans de travail pour les prélèvements et l'analyse d'eau potable ou les plans de travail pour l'analyse de la qualité de l'eau et de sa quantité
- Évaluation de la qualité de l'eau ou de sa quantité
- Interprétation de données hydrogéologiques ou chimiques
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes d'évaluation hydrogéologiques
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C5	Études L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées dans l'exigence O3.	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est de 15 points. <ul style="list-style-type: none">15 points = Diplôme d'études universitaires (2^e cycle)12 points = Diplôme d'études universitaires (1^{er} cycle)5 points = Diplôme d'études collégiales	75	
C6	Accréditation L'offrant doit fournir pour chaque ressource proposée dans	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est de 5 points.	25	

	<p>l'exigence O3 les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ingénieur (Ing.) • Géoscientifique professionnel (P.Geo) • Professionnel de la gestion de projet (PGP) • Spécialiste en environnement – Vérificateur de conformité – SE(VEA) • Hygiéniste industriel certifié • Hygiéniste du travail agréé (HTA) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 points = Attestations reconnues ▪ 0 point = Aucune attestation reconnue <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit, pour chaque ressource proposée, fournir une copie de sa certification.</p>		
C7	<p>1. Personne-ressource des OCIR</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des substances désignées et des matières dangereuses 2. Suivi des travaux d'élimination 3. Évaluation de la moisissure 4. Qualité de l'air intérieur 5. Échantillonnage de l'eau potable 6. Études sur la qualité de l'eau et sa quantité 7. Vérifications détaillées de la conformité environnementale 8. Systèmes de gestion de l'environnement <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets mentionnés au point a) ci-dessus l'offrant doit démontrer l'expérience de</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	120	

	projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 a) de ce tableau.			
	<p>2. Ressource principale-Gestionnaire de projet</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des substances désignées et des matières dangereuses 2. Suivi des travaux d'élimination 3. Prélèvement et analyse des échantillons d'eau potable <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 b) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	120	
	<p>3. Ressource principale-Auditeur environnemental accrédité</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin que l'offre soit conforme, un projet doit faire partie de la catégorie des audits détaillés de conformité environnementale et le second projet peut être choisi dans l'une des deux catégories de projets différentes énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Vérifications détaillées de la conformité environnementale 2. Systèmes de gestion de l'environnement 	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments 	120	

<p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 c) de ce tableau.</p>	<p>▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins</p>		
<p>4. Ressource principale-Hygiéniste industriel ou hygiéniste du travail agréé :</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Relevés des substances désignées et des matières dangereuses 2. Suivi des travaux d'élimination 3. Évaluation de la moisissure 4. Qualité de l'air intérieur <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 d) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>120</p>	
<p>5. Ressource principale-Hydrogéologue</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin que l'offre soit jugée conforme, un projet doit faire partie de la catégorie Échantillonnage et analyse de l'eau potable et le second projet peut être choisi dans l'une des deux catégories de projets différentes énumérées</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 60 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 40 points = Recensement et 	<p>120</p>	

	<p>ci-dessous.</p> <p>1. Prélèvement et analyse des échantillons d'eau potable</p> <p>2. Études sur la qualité de l'eau et sa quantité</p> <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 e) de ce tableau.</p>	<p>établissement clair de 7 à 9 éléments</p> <ul style="list-style-type: none">▪ 20 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments▪ 5 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins		
	Expérience des ressources - Nombre maximal de points disponibles :		700	
	Expérience des ressources - Note de passage minimale (70 %) :		490	
Volet 2 - Total des critères techniques évalués par points (section 1 + section 2) :				

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant à l'exigence C7, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau. Un autre format sera accepté.

Exemple de tableau : Expert-conseil principal – Auditeur environnemental accrédité

	N° du projet
Catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA)	
Nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone)	
Description du projet, notamment :	
- Rôle de la ressource dans le projet	
- Responsabilités de l'auditeur environnemental accrédité principal	
<u>Éléments des critères d'évaluation</u> <ul style="list-style-type: none"> • Planification et conception • Préparation de procédures normalisées d'exploitation • Supervision du respect de la réglementation • Évaluation et interprétation des données d'évaluation du site • Examen de niveau supérieur • Conseils techniques d'expert • Direction d'évaluations complexes, ou direction de travaux de systèmes complexes de gestion de l'environnement • Formulation de recommandations • Préparation de rapports • Assurance de la qualité et contrôle de la qualité 	

VOLET 3 : SERVICES D'EXPERT-CONSEIL POUR LES SITES CONTAMINÉS

1. Critères d'évaluation techniques obligatoires

L'offrant doit inclure tous les documents démontrant qu'il satisfait à tous les critères obligatoires, sans exception. **Si l'offrant ne fournit pas de documents justificatifs, l'offre sera déclarée non recevable.**

1.1 EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE

N°	Critères d'évaluation techniques obligatoires	Renvoi à la soumission
O1	<p>L'offrant doit être une entreprise environnementale agréée, certifiée ou autorisée à fournir les services environnementaux et professionnels requis, dans toute la mesure prescrite par les lois fédérales et provinciales applicables aux services d'experts-conseils en sites contaminés dans la province de l'Ontario.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir avec sa proposition une copie du certificat d'approbation ou de l'autorisation valide, ou une lettre de confirmation de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ou de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario.</p>	
O2	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède un minimum de cinq (5) années d'expérience au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture de l'appel d'offres, dans la prestation de services dans chacune des catégories de sites contaminés suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale de site 2. Évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine 3. Évaluation des sédiments contaminés 4. Assainissement des sites contaminés <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir une liste de leurs projets terminés pour les catégories d'évaluation ci-dessus qui comprend les informations suivantes :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet b) Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays) c) Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA) d) Nom de l'organisation cliente 	
O3	<p>L'offrant doit démontrer, par des projets, qu'il a de l'expérience dans le domaine des sites contaminés en fournissant des services dans les six catégories de projets suivantes. Le nombre de projets requis par catégorie de projet a été déterminé ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale du site (EES) de phase I (2 projets) 2. EES de phase II (2 projets) 3. Évaluation des risques pour la santé humaine (2 projets) 4. Évaluation des risques pour l'environnement (2 projets) 5. Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site (2 projets) 6. Évaluation des sédiments contaminés (2 projets) <p><i>Pour que l'offre soit jugée conforme, il faut que les projets proposés aient été réalisés par l'offrant au cours des 10 dernières années à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, et les informations suivantes doivent accompagner chaque projet proposé :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet b) Nom du projet c) Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays) 	

	<p>d) <i>Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i></p> <p>e) <i>Clients cités en référence du projet, notamment le nom, le titre et les coordonnées, soit le courriel ou le numéro de téléphone</i></p> <p>Note à l'intention de l'offrant : L'équipe d'évaluation n'évaluera que le nombre indiqué de projets par catégorie, dans l'ordre reçu, dans le cas où l'offrant soumet un nombre de projets supérieur au nombre requis. Seuls les projets proposés pour les critères obligatoires seront évalués de manière plus approfondie dans le cadre des critères d'évaluation par points des entreprises. Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé.</p>	
O4	<p>L'offrant doit proposer une ressource *interne pour chacun des 8 postes clés ci-dessous et doit démontrer que chaque ressource proposée a au moins 10 ans d'expérience, et au moins 15 ans d'expérience pour le poste de personne-ressource des OCIR, à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, dans son poste clé.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Ressource principale-Gestionnaire de projet 3. Ressource principale – Évaluation environnementale de site (EES) : <ul style="list-style-type: none"> o doit être inscrit à titre de personne qualifiée en évaluation environnementale de site, en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission une preuve que la personne qualifiée, EES, possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant une copie de son attestation professionnelle (à titre d'ingénieur ou de géoscientifique professionnel, ou les deux). 4. Ressource principale- Évaluateur du risque – Toxicologue en santé humaine : <ul style="list-style-type: none"> o doit être inscrit à titre de personne qualifiée, évaluation de risque, en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission la preuve que la personne qualifiée en évaluation des risques toxicologiques possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant les parties 8 et 10 d'un formulaire « Soumission préliminaire sur l'évaluation du risque » accepté par le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC), déterminant la ressource proposée comme personne qualifiée dans la présente soumission. 5. Ressource principale-Évaluateur du risque/Toxicologue terrestre ou faunique (écotoxicologue) 6. Ressource principale-Hydrogéologue 7. Ressource principale-Spécialiste en évaluation des sédiments 8. Ressource principale-Ingénieur en environnement – Projet de réhabilitation : <ul style="list-style-type: none"> o doit être membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario et être un ingénieur compétent reconnu (P.Eng ou ing.). <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculum vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) <i>Nom de la personne proposée</i> b) <i>Rôle des ressources</i> 	

	<p>c) <i>Tous les établissements d'enseignement postsecondaire fréquentés, dates de fréquentation (MM/AAAA), titres de compétence obtenus</i></p> <p>d) <i>Antécédents de travail et nom des employeurs, dates des emplois, les titres des postes et responsabilités</i></p> <p>e) <i>Une copie de la licence ou de la certification demandée, le cas échéant</i></p> <p>Remarque à l'attention de l'offrant : les ressources proposées seront évaluées plus en détail dans les critères cotés pour l'entreprise. *Toutes les ressources proposées doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. Les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.</p>	
O5	<p><u>Méthode de gestion du projet</u></p> <p>L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux de l'ensemble des problèmes et interactions avec les intervenants.</p> <p><i>Pour être conforme, la méthode de gestion de projet de l'offrant doit comprendre des processus établis pour, au moins mais sans s'y limiter:</i></p> <p>a) <i>le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier;</i></p> <p>b) <i>la gestion du changement et de la configuration;</i></p> <p>c) <i>la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité;</i></p> <p>d) <i>la gestion des risques et problèmes;</i></p> <p>e) <i>les communications.</i></p>	

2. Critères cotés

Toute soumission qui satisfait à tous les critères d'évaluation obligatoires sera évaluée en fonction des critères d'évaluation techniques cotés.

Le nombre maximum de points attribuables aux critères techniques cotés est de 2290 points. **Une note minimale obligatoire d'au moins 70 % doit être obtenue dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si l'offre technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle sera **rejetée**. Des demi-points ne seront pas attribués.

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit.

Sections de critères	Nombre maximum de points disponibles	Note de passage
2.1 Expérience de l'entreprise (C1 À C5)	1010	707
2.2 Expérience des ressources (C6 à C8)	1 280	896

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément aux systèmes de notation.

Des contrôles de validation peuvent être effectués à la seule discrétion du Canada pour aider à valider l'information fournie par l'offrant.

2.1 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE (C1 à C5)

Conformément à l'exigence O3, seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires O3 feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés en points d'entreprise. La description de chacun des 12 projets proposés à partir de O3 doit comporter ce qui suit :

- a) **Information sur le projet** : catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- b) **Information sur le client du projet** : nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
- c) **Valeur du projet** : coûts totaux (taxe non incluse) du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet a été achevé pour une évaluation environnementale de site (EES) de phase I et II, et que le projet est soumis pour une EES de phase I, seuls les coûts de l'EES de phase I seront pris en compte dans la valeur du projet.
- d) **Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 3 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de niveaux cibles propres à un site, la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, les consultations publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.
- e) **Gestion de projet** : décrivez tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :
 - l'intégration et la planification des travaux;
 - la portée – structure de répartition du travail;
 - l'échéancier et la gestion du temps;
 - le suivi budgétaire;
 - les rapports d'étape;
 - le contrôle de la qualité;
 - le contrôle des changements;
 - la gestion des ressources humaines;
 - les communications;
 - les risques associés au projet;
 - la passation de marchés de services et la gestion des contrats.

Remarque à l'attention des offrants : une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les offres à commandes ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas, non plus, de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.

La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
----	----------------	---------------------	--------------------------------------	----------------------------

C1	Client du projet L'offrant doit fournir l'information sur le client du projet pour chacun des projets proposés dans le cadre de l'exigence O3. (total de 12 projets)	Un maximum de 15 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction du type de client du projet : <ul style="list-style-type: none"> 15 points = Organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) 10 points = Ministère ou société d'État d'un gouvernement provincial du Canada 7 points = Autre ministère fédéral ou d'État hors du Canada 5 points = Autres clients 	180	
C2	Valeur du projet (CAN) L'offrant doit démontrer la valeur du projet pour chacun des projets proposés dans le cadre de l'exigence O3. (total de 12 projets)	Un maximum de 10 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction de sa valeur.	120	
	Projet d'EES phase I	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 70 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 10 000 \$ CAN, mais inférieure à 70 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 10 000 \$ CAN 		
	Projet d'EES phase II	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 150 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 75 000 \$ CAN 		
	Évaluation des risques pour l'environnement/Évaluation des risques pour la santé humaine	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 150 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 75 000 \$ CAN 		
	Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 180 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 180 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 75 000 \$ CAN 		

	Projet d'évaluation des sédiments contaminés	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 200 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 100 000 \$ CAN, mais inférieure à 200 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 100 000 \$ CAN 		
C3	<p>Gestion de projets</p> <p>L'offrant doit cerner un projet dans chacune des catégories suivantes pour l'évaluation. Ces projets seront constitués des projets proposés dans le cadre de l'exigence O3.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.Évaluation des risques pour l'environnement/Évaluation des risques pour la santé humaine 2.Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site 3.Évaluation des sédiments contaminés <p>L'offrant se verra attribuer des points en fonction de la démonstration des éléments de gestion de projet utilisés pour réaliser chacun des trois projets proposés cernés ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux; • la portée – structure de répartition du travail; • l'échéancier et la gestion du temps; • le suivi budgétaire; • les rapports d'étape; • le contrôle de la qualité; • le contrôle des changements; • la gestion des ressources humaines; • les communications; • les risques associés au projet; • la passation de marchés de services et la gestion des contrats. 	<p>Un maximum de 120 points est disponible pour chaque projet proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> 120 points = Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus 100 points = Recensement et établissement clair de 8 éléments 80 points = Recensement et établissement clair de 7 éléments 60 points = Recensement et établissement clair de 6 éléments 40 points = Recensement et établissement clair de 5 éléments 10 points = Recensement et établissement clair de 4 éléments ou moins 	360	

C4	<p>Gestion des capacités</p> <p>En plus des ressources de l'offrant proposées pour l'exigence O4, l'offrant doit dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables requis pour l'appendice 1 de l'annexe A, volet 3.</p> <p>1. Ressource principale - 10 ans d'expérience minimum</p> <p>2. Ressource intermédiaire - 5 ans d'expérience minimum</p> <p>3. Ressource subalterne - 2 ans d'expérience minimum</p> <p>4. Ressource de terrain principale - 8 ans d'expérience minimum</p> <p>5. CAO/Dessinateur - 2 ans d'expérience minimum</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = 16 ressources ou plus ▪ 30 points = 8 à 15 ressources ▪ 5 points = 1 à 8 ressources <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = 16 ressources ou plus ▪ 30 points = 8 à 15 ressources ▪ 5 points = 1 à 8 ressources <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = 10 ressources ou plus ▪ 30 points = De 5 à 9 ressources ▪ 10 points = De 1 à 4 ressources <ul style="list-style-type: none"> ▪ 60 points = 3 ressources ou plus ▪ 30 points = 2 ressources ▪ 10 points = 1 ressource 	300	
C5	<p>Initiative socio-économique</p> <p>Nous encourageons l'inclusion d'un groupe diversifié de personnes qui participeront aux projets à la suite de ces offres à commandes : décrivez les exemples que l'organisation de l'offrant utilise pour s'assurer que les groupes sous-représentés (p. ex. les minorités visibles, les femmes, les personnes autochtones, les jeunes et les vétérans) sont gérés et encouragés au moyen de politiques de ressources humaines (RH), de politiques ou de programmes de formation ou de développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dix points sont accordés pour chaque initiative socio-économique, jusqu'à concurrence de 50 points. 	50	

	des compétences, d'emploi, de bourses d'études, etc. Pour décrire l'initiative socio-économique, l'offrant doit soumettre les informations suivantes : 1. Nom de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action, du rapport socio-économique, etc. 2. Brève description de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action ou du rapport socio-économique; 3. Description de l'impact (quantitatif et qualitatif) de l'initiative, du programme ou de la politique socio-économique sur le groupe sous-représenté.			
	Expérience de l'entreprise - Maximum de points disponibles :	1010		
	Expérience de l'entreprise - Note de passage minimale (70 %) :	707		

2.2 EXPÉRIENCE DES RESSOURCES (C6 À C8)

Pour chacune des huit ressources internes proposées dans O4, l'offrant doit fournir les éléments suivants :

2.2.1 Curriculum vitæ : en plus des informations obligatoires de l'exigence O4, le curriculum vitæ de chaque ressource proposée doit inclure toutes les accréditations professionnelles, la date d'obtention de l'accréditation et le statut actuel. Les offrants doivent énumérer les accréditations professionnelles valides. Pour toutes les spécialisations, la province pertinente est l'Ontario, sauf dans le cas d'agrément non accordé à l'échelon régional. Ces éléments seront évalués plus en détail dans l'exigence C7.

2.2.2 Deux (2) projets terminés au maximum par ressource, qui démontrent l'expérience de chaque ressource proposée dans son poste clé respectif (le nombre total de projets pour les 8 ressources ne doit pas dépasser 16 projets). Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis par ressource, seuls les deux premiers projets proposés tel qu'ils apparaissent dans l'offre seront évalués.

- i) Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé.
- ii) Aux fins de l'évaluation, les projets similaires doivent être en lien avec des inspections de sites contaminés et devraient comprendre : des EES de phase I/II/III, une évaluation des risques pour la santé humaine propre au site, une évaluation des risques pour l'environnement propre au site, une évaluation des sédiments contaminés, une conception et un assainissement des sites ou sédiments contaminés. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.
- iii) Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des projets proposés.
 - a) **Information sur le projet :** catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
 - b) **Information sur le client du projet :** nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau

opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).

- c) **Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 3 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de niveaux cibles propres à un site, la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.

2.2.3 Responsabilités de la ressource dans le poste clé : l'offrant doit décrire pleinement et clairement le rôle et les responsabilités assumés par la ressource proposée dans son poste clé, y compris son expérience technique et pratique dans le projet proposé. L'expérience doit inclure notamment les éléments qui ont été énumérés sous chacun des postes clés.

a. Personne-ressource des OCIR

- Gestion des programmes de travail
- Orientation stratégique
- Risques associés au projet
- Liaison avec le client
- Communications avec les organismes de réglementation
- Communications avec les intervenants
- Gestion des ressources humaines
- Examen de niveau supérieur
- Assurance et contrôle de la qualité
- Règlement des différends

b. Ressource principale- Gestionnaire de projet

- Gestion des programmes de travail
- Portée
- Calendrier
- Budget
- Contrôle des changements
- Qualité
- Gestion des ressources humaines
- Communications
- Risques associés au projet
- Passation de marchés de services et gestion des contrats
- Mobilisation du public et des Autochtones
- Plans relatifs à la santé et à la sécurité

c. Ressource principale- Évaluation environnementale du site

- Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation

- Évaluation et interprétation des données du site
- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Direction des travaux complexes d'évaluation du site
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports

d. Ressource principale -Évaluateur du risque – Toxicologue en santé humaine

- Planification et conception des évaluations des risques à la santé humaine propres à un site et plans des travaux d'analyse
- Supervision du respect de la réglementation
- Évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs humains
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Sélection des valeurs toxicologiques de référence (VTR) et établissement de niveaux cibles propres à un site - supervision du respect de la réglementation
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Direction des travaux complexes d'évaluation des risques
- Mobilisation du public et des Autochtones
- Caractérisation des risques
- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

e. Ressource principale-Évaluateur du risque – terrestre ou faunique

- Planification et conception des évaluations des risques propres à un site
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes d'évaluation des risques
- Formulation de recommandations
- Supervision du respect de la réglementation
- Sélection des VTR ou établissement de niveaux cibles propres à un site
- Examen de niveau supérieur
- Mobilisation du public et des Autochtones
- Préparation de rapports
- Évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs aquatiques et terrestres
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Relevés écologiques
- Caractérisation des risques

f. Ressource principale-Hydrogéologue

- Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse hydrogéologiques
- Supervision du respect de la réglementation
- Interprétation des données hydrogéologiques
- Évaluation du transport et du devenir des contaminants
- Formulation de recommandations
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Direction des travaux complexes d'évaluation hydrogéologiques
- Préparation de rapports
- Direction technique
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation

g. Ressource principale-Spécialiste en évaluation des sédiments

- Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse des sédiments
- Évaluation et interprétation des données toxicologiques
- Évaluation et interprétation des données de chimie
- Planification et conception des analyses toxicologiques
- Supervision du respect de la réglementation
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Direction des travaux complexes d'évaluation des sédiments
- Préparation de rapports
- Direction technique
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Formulation de recommandations

h. Ressource principale-Ingénieur en environnement – Projet de réhabilitation

- Planification et conception des plans de travail concernant l'assainissement
- Supervision du respect de la réglementation
- Interprétation des données hydrogéologiques
- Direction de travaux complexes de réhabilitation, y compris la supervision sur le site des entrepreneurs pour la durée des travaux de réhabilitation
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Dessins détaillés de conception et spécifications pour les contrats de réhabilitation
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Préparation de rapports
- Direction technique
- Formulation de recommandations

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
C6	Scolarité L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées dans l'exigence O4.	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est de 15 points. <ul style="list-style-type: none"> 15 points = Diplôme d'études universitaires (2^e cycle) 10 points = Diplôme d'études universitaires (1^{er} cycle) 5 points = Diplôme d'études collégiales 	120	
C7	Accréditation L'offrant doit fournir pour chaque ressource proposée dans l'exigence O4 les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables : <ul style="list-style-type: none"> Ingénieur (Ing.) Géoscientifique professionnel (P.Geo) Biologiste professionnel (PBio ou RPBio) Chimiste professionnel (C.Chem) Diplôme de l'American Board of Toxicology (DABT) Professionnel de la gestion de projet (PGP) Spécialiste de l'environnement agréé (SE)* Technologue agréé en ingénierie (TAG) <p><i>* Le 1^{er} août 2010, le titre de spécialiste de l'environnement agréé du Canada (SEAC) a été fusionné sous le titre de spécialiste en environnement.</i></p> <p><i>http://www.cecab.org/public/content.aspx?display=background</i></p>	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est de 5 points. <ul style="list-style-type: none"> 5 points = Attestations reconnues 0 point = Aucune attestation reconnue <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit, pour chaque ressource proposée, fournir une copie de sa certification.</p>	40	
C8	1. Personne-ressource des OCIR a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource	Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points. Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour	140	

	<p>proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale de site suivant les normes de l'Association canadienne de normalisation 2. Évaluation des risques 3. Évaluation des sédiments 4. Assainissement des sites/sédiments contaminés <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets mentionnés au point a) ci-dessus l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 a) de ce tableau.</p>	<p>établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 		
	<p>2. Ressource principale-Gestionnaire de projet</p> <p>a) Expérience de projet</p> <p>L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation des risques 2. Évaluation des sédiments 3. Assainissement des sites/sédiments contaminés <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 b)</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>140</p>	

	de ce tableau.			
	<p>3. Ressource principal – Évaluation environnementale du site</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale des sites de phase I 2. Évaluation environnementale des sites de phase III <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 c) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	140	
	<p>4. Ressource principale-Évaluateur du risque – Toxicologue en santé humaine</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation des risques en santé humaine selon le cadre établi par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF) ou 2. Évaluation des risques en santé humaine selon les normes d'autres administrations <p>b) Responsabilités des</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	140	

<p>ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 d) de ce tableau.</p>			
<p>5. Ressource principale-Évaluateur du risque – terrestre ou faunique</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.Évaluation des risques environnementaux selon le cadre établi par le PASCF 2.Évaluation des risques environnementaux selon les normes d'autres administrations <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 e) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>140</p>	
<p>6. Ressource principale-Hydrogéologue</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Assainissement des sites contaminés 2. Évaluation environnementale 	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 	<p>140</p>	

<p>des sites de phase III</p> <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 f) de ce tableau.</p>	<p>9 éléments</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 		
<p>7. Ressource principale-Spécialiste en évaluation des sédiments</p> <p>a) Expérience de projet</p> <p>L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation des sédiments contaminés selon le cadre du PASCF aquatiques ou selon le cadre Canada-Ontario, ou 2. Évaluation des sédiments contaminés selon les normes d'autres administrations <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 g) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>140</p>	
<p>8. Ressource principale-Ingénieur en environnement – Projet de réhabilitation</p> <p>a) Expérience de projet</p> <p>L'offrant doit fournir deux (2) projets pour la ressource proposée parmi les catégories de projets énumérées ci-dessous.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p>	<p>140</p>	

	<p>1. Conception de l'assainissement des sites ou des sédiments contaminés</p> <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 h) de ce tableau.</p>	<ul style="list-style-type: none">▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins		
	Expérience des ressources - Nombre maximal de points disponibles :		1 280	
	Expérience des ressources - Note de passage minimale (70 %) :		896	
Volet 3 - Total des critères techniques évalués par points (section 1 + section 2) :				

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant à l'exigence C8, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau. Un autre format sera accepté.

Tableau d'exemple : Expert-conseil principal – Évaluation environnementale du site

	N° du projet
Catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).	
Nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).	
Description du projet, notamment :	
- Rôle de la ressource dans le projet	
- Expert-conseil principal – Responsabilités relatives à l'EES	
<p><u>Éléments des critères d'évaluation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement • Préparation de procédures normalisées d'exploitation • Supervision du respect de la réglementation • Évaluation et interprétation des données du site • Examen de niveau supérieur • Conseils techniques d'expert • Direction technique • Direction des travaux complexes d'évaluation du site • Formulation de recommandations • Préparation de rapports • Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve 	

VOLET 3 : SERVICES D'EXPERT-CONSEIL POUR LES SITES CONTAMINÉS - Marchés réservés aux Autochtones

1. Critères d'évaluation techniques obligatoires

L'offrant doit inclure tous les documents démontrant qu'il satisfait à tous les critères obligatoires, sans exception. **Si l'offrant ne fournit pas de documents justificatifs, l'offre sera déclarée non recevable.**

1.1 EXPÉRIENCE EN ENTREPRISE

N°	Critères d'évaluation techniques obligatoires	Renvoi à la soumission
O1	<p>L'offrant doit être une entreprise environnementale agréée, certifiée ou autorisée à fournir les services environnementaux et professionnels requis, dans toute la mesure prescrite par les lois fédérales et provinciales applicables aux services d'experts-conseils en sites contaminés dans la province de l'Ontario.</p> <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir avec sa proposition une copie du certificat d'approbation ou de l'autorisation valide, ou une lettre de confirmation de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario ou de l'Ordre des géoscientifiques professionnels de l'Ontario.</p>	
O2	<p>L'offrant doit démontrer qu'il possède un minimum de cinq (5) années d'expérience au cours des dix dernières années, à compter de la date de clôture de l'appel d'offres, dans la prestation de services dans chacune des catégories de sites contaminés suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale de site 2. Évaluation des risques pour l'environnement et la santé humaine 3. Évaluation des sédiments contaminés 4. Assainissement des sites contaminés <p>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir une liste de leurs projets terminés pour les catégories d'évaluation ci-dessus qui comprend les informations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet b) Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays) c) Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA) d) Nom de l'organisation cliente 	
O3	<p>L'offrant doit démontrer, par des projets, qu'il a de l'expérience dans le domaine des sites contaminés en fournissant des services dans les six catégories de projets suivantes. Le nombre de projets requis par catégorie de projet a été déterminé ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale du site (EES) de phase I (2 projets) 2. EES de phase II (2 projets) 3. Évaluation des risques pour la santé humaine (2 projets) 4. Évaluation des risques pour l'environnement (2 projets) 5. Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site (2 projets) 6. Évaluation des sédiments contaminés (2 projets) <p>Pour que l'offre soit jugée conforme, il faut que les projets proposés aient été réalisés par l'offrant au cours des 10 dernières années à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, et les informations suivantes doivent accompagner chaque projet proposé :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Catégorie du projet b) Nom du projet 	

	<p>c) <i>Emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays)</i></p> <p>d) <i>Date de début et date d'achèvement du projet (JJ/MM/AAAA)</i></p> <p>e) <i>Clients cités en référence du projet, notamment le nom, le titre et les coordonnées, soit le courriel ou le numéro de téléphone</i></p> <p>Note à l'intention de l'offrant : L'équipe d'évaluation n'évaluera que le nombre indiqué de projets par catégorie, dans l'ordre reçu, dans le cas où l'offrant soumet un nombre de projets supérieur au nombre requis. Seuls les projets proposés pour les critères obligatoires seront évalués de manière plus approfondie dans le cadre des critères d'évaluation par points des entreprises. Une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé.</p>	
O4	<p>L'offrant doit proposer une ressource *interne pour chacun des 8 postes clés ci-dessous et doit démontrer que chaque ressource proposée a au moins 10 ans d'expérience, et au moins 15 ans d'expérience pour le poste de personne-ressource des OCIR, à partir de la date de clôture de l'appel d'offres, dans son poste clé.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Personne-ressource des OCIR 2. Ressource principale-Gestionnaire de projet 3. Ressource principale – Évaluation environnementale de site (EES) : <ul style="list-style-type: none"> o doit être inscrit à titre de personne qualifiée en évaluation environnementale de site, en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission une preuve que la personne qualifiée, EES, possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant une copie de son attestation professionnelle (à titre d'ingénieur ou de géoscientifique professionnel, ou les deux). 4. Ressource principale- Évaluateur du risque – Toxicologue en santé humaine : <ul style="list-style-type: none"> o doit être inscrit à titre de personne qualifiée, évaluation de risque, en vertu du Règlement 153/04 de l'Ontario et de ses modifications successives. L'offrant doit joindre à sa soumission la preuve que la personne qualifiée en évaluation des risques toxicologiques possède les qualifications requises en vertu du Règlement 153/04, et de ses modifications, en présentant les parties 8 et 10 d'un formulaire « Soumission préliminaire sur l'évaluation du risque » accepté par le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC), déterminant la ressource proposée comme personne qualifiée dans la présente soumission. 5. Ressource principale-Évaluateur du risque/Toxicologue terrestre ou faunique (écotoxicologue) 6. Ressource principale-Hydrogéologue 7. Ressource principale-Spécialiste en évaluation des sédiments 8. Ressource principale-Ingénieur en environnement – Projet de réhabilitation : <ul style="list-style-type: none"> o doit être membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario et être un ingénieur compétent reconnu (P.Eng ou ing.). <p><i>Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit fournir les renseignements suivants dans le curriculum vitae (les curriculum vitae ne doivent pas comprendre plus de deux pages) pour chacune des personnes proposées ci-dessus :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> a) <i>Nom de la personne proposée</i> b) <i>Rôle des ressources</i> 	

	<p>c) <i>Tous les établissements d'enseignement postsecondaire fréquentés, dates de fréquentation (MM/AAAA), titres de compétence obtenus</i></p> <p>d) <i>Antécédents de travail et nom des employeurs, dates des emplois, les titres des postes et responsabilités</i></p> <p>e) <i>Une copie de la licence ou de la certification demandée, le cas échéant</i></p> <p>Remarque à l'attention de l'offrant : les ressources proposées seront évaluées plus en détail dans les critères cotés pour l'entreprise. *Toutes les ressources proposées doivent être à l'emploi direct de l'entreprise. Les employés des entreprises formant une coentreprise sont considérés comme des employés directs, mais pas les sous-traitants.</p>	
O5	<p><u>Méthode de gestion du projet</u></p> <p>L'offrant doit fournir de l'information sur la méthode de gestion de projet prévue pour cette exigence et décrire les processus qui seront mis en place pour assurer la livraison, dans les délais, de services de qualité conformes au budget et aux exigences. L'offrant doit préciser les stratégies de communication et les relations hiérarchiques internes retenues pour appuyer un règlement rapide et heureux de l'ensemble des problèmes et interactions avec les intervenants.</p> <p><i>Pour être conforme, la méthode de gestion de projet de l'offrant doit comprendre des processus établis pour, au moins mais sans s'y limiter:</i></p> <p>a) <i>le suivi et la gestion de la portée, des coûts et du calendrier;</i></p> <p>b) <i>la gestion du changement et de la configuration;</i></p> <p>c) <i>la gestion de la qualité – Description des procédures de gestion de la qualité de l'entreprise afin d'assurer la prestation de services de haute qualité;</i></p> <p>d) <i>la gestion des risques et problèmes;</i></p> <p>e) <i>les communications.</i></p>	

2. Critères cotés

Toute soumission qui satisfait à tous les critères d'évaluation obligatoires sera évaluée en fonction des critères d'évaluation techniques cotés.

Le nombre maximum de points attribuables aux critères techniques cotés est de 2290 points. **Une note minimale obligatoire d'au moins 70 % doit être obtenue dans chacune des deux (2) sections des critères techniques cotés.** Si l'offre technique de l'offrant n'obtient pas au moins 70 % dans chacune des deux (2) sections, elle sera **rejetée**. Des demi-points ne seront pas attribués.

La répartition des points pour chaque critère coté se fait comme suit.

Sections de critères	Nombre maximum de points disponibles	Note de passage
2.1 Expérience de l'entreprise (C1 À C5)	1010	707
2.2 Expérience des ressources (C6 à C8)	1 280	896

Les offrants doivent utiliser dans leur réponse le numéro unique qui désigne chaque critère coté ainsi que le titre correspondant. Les réponses de l'offrant aux critères cotés seront évaluées et notées conformément aux systèmes de notation.

Des contrôles de validation peuvent être effectués à la seule discrétion du Canada pour aider à valider l'information fournie par l'offrant.

2.1 EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRISE (C1 à C5)

Conformément à l'exigence O3, seuls les projets proposés dans le cadre des critères obligatoires O3 feront l'objet d'une évaluation plus approfondie dans le cadre des critères cotés en points d'entreprise. La description de chacun des 12 projets proposés à partir de O3 doit comporter ce qui suit :

- a. **Information sur le projet** : catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
- b. **Information sur le client du projet** : nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).
- c. **Valeur du projet** : coûts totaux (taxe non incluse) du travail ou du contrat commandé pour la portion du projet de la catégorie indiquée. Par exemple, si un projet a été achevé pour une évaluation environnementale de site (EES) de phase I et II, et que le projet est soumis pour une EES de phase I, seuls les coûts de l'EES de phase I seront pris en compte dans la valeur du projet.
- d. **Portée et description du projet** : décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 3 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de niveaux cibles propres à un site, la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, les consultations publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.
- e. **Gestion de projet** : décrivez tous les éléments applicables de la gestion du projet utilisés pour le parachèvement de celui-ci, notamment :
 - l'intégration et la planification des travaux;
 - la portée – structure de répartition du travail;
 - l'échéancier et la gestion du temps;
 - le suivi budgétaire;
 - les rapports d'étape;
 - le contrôle de la qualité;
 - le contrôle des changements;
 - la gestion des ressources humaines;
 - les communications;
 - les risques associés au projet;
 - la passation de marchés de services et la gestion des contrats.

Remarque à l'attention des offrants : une étape ou une phase donnée d'un projet ou d'un programme plus vaste sera considérée comme un projet en soi dans la mesure où le travail qui y est associé a été achevé. Aux fins de la présente évaluation, la désignation des postes dans les offres à commandes ou les modalités d'approvisionnement ne peut, à elle seule, constituer un exemple de projet, et il ne suffira pas, non plus, de fournir une liste de multiples projets pour répondre à l'exigence liée à ce critère.

La réponse de l'offrant pour chaque projet ne doit pas dépasser 1 500 mots.

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
----	----------------	---------------------	--------------------------------------	----------------------------

C1	Client du projet L'offrant doit fournir l'information sur le client du projet pour chacun des projets proposés dans le cadre de l'exigence O3. (total de 12 projets)	Un maximum de 15 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction du type de client du projet : <ul style="list-style-type: none"> 15 points = Organisme du gouvernement fédéral du Canada (ministères fédéraux canadiens, sociétés d'état, conseils, agences, etc.) 10 points = Ministère ou société d'État d'un gouvernement provincial du Canada 7 points = Autre ministère fédéral ou d'État hors du Canada 5 points = Autres clients 	180	
C2	Valeur du projet (CAN) L'offrant doit démontrer la valeur du projet pour chacun des projets proposés dans le cadre de l'exigence O3. (total de 12 projets)	Un maximum de 10 points est disponible pour chaque projet proposé en fonction de sa valeur.	120	
	Projet d'EES phase I	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 70 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 10 000 \$ CAN, mais inférieure à 70 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 10 000 \$ CAN 		
	Projet d'EES phase II	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 150 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 75 000 \$ CAN 		
	Évaluation des risques pour l'environnement/Évaluation des risques pour la santé humaine	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 150 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 150 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 75 000 \$ CAN 		
	Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 180 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 75 000 \$ CAN, mais inférieure à 180 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 75 000 \$ CAN 		

	Projet d'évaluation des sédiments contaminés	<ul style="list-style-type: none"> 10 points = égale ou supérieure à 200 000 \$ CAN 7 points = égale ou supérieure à 100 000 \$ CAN, mais inférieure à 200 000 \$ CAN 3 points = inférieure à 100 000 \$ CAN 		
C3	<p>Gestion de projets</p> <p>L'offrant doit cerner un projet dans chacune des catégories suivantes pour l'évaluation. Ces projets seront constitués des projets proposés dans le cadre de l'exigence O3.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.Évaluation des risques pour l'environnement/Évaluation des risques pour la santé humaine 2.Conception et gestion d'un projet d'assainissement de site 3.Évaluation des sédiments contaminés <p>L'offrant se verra attribuer des points en fonction de la démonstration des éléments de gestion de projet utilisés pour réaliser chacun des trois projets proposés cernés ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intégration et la planification des travaux; • la portée – structure de répartition du travail; • l'échéancier et la gestion du temps; • le suivi budgétaire; • les rapports d'étape; • le contrôle de la qualité; • le contrôle des changements; • la gestion des ressources humaines; • les communications; • les risques associés au projet; • la passation de marchés de services et la gestion des contrats. 	<p>Un maximum de 120 points est disponible pour chaque projet proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> 120 points = Recensement et établissement clair de 9 éléments ou plus 100 points = Recensement et établissement clair de 8 éléments 80 points = Recensement et établissement clair de 7 éléments 60 points = Recensement et établissement clair de 6 éléments 40 points = Recensement et établissement clair de 5 éléments 10 points = Recensement et établissement clair de 4 éléments ou moins 	360	

C4	Gestion des capacités En plus des ressources de l'offrant proposées pour l'exigence O4, l'offrant doit dresser la liste de toutes les ressources de projet ayant la capacité, les titres et l'expertise requis pour fournir la pleine gamme de services et de produits livrables requis pour l'appendice 1 de l'annexe A, volet 3.		300	
	1. Ressource principale - 10 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> 60 points = 16 ressources ou plus 30 points = 8 à 15 ressources 5 points = 1 à 8 ressources 		
	2. Ressource intermédiaire - 5 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> 60 points = 16 ressources ou plus 30 points = 8 à 15 ressources 5 points = 1 à 8 ressources 		
	3. Ressource subalterne - 2 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> 60 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	4. Ressource de terrain principale - 8 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> 60 points = 10 ressources ou plus 30 points = De 5 à 9 ressources 10 points = De 1 à 4 ressources 		
	5. CAO/Dessinateur - 2 ans d'expérience minimum	<ul style="list-style-type: none"> 60 points = 3 ressources ou plus 30 points = 2 ressources 10 points = 1 ressource 		
C5	Initiative socio-économique Nous encourageons l'inclusion d'un groupe diversifié de personnes qui participeront aux projets à la suite de ces offres à commandes : décrivez les exemples que l'organisation de l'offrant utilise pour s'assurer que les groupes sous-représentés (p. ex. les minorités visibles, les femmes, les personnes autochtones, les jeunes et les vétérans) sont gérés et encouragés au moyen de politiques de ressources humaines (RH), de politiques ou de programmes de formation ou de développement	<ul style="list-style-type: none"> Dix points sont accordés pour chaque initiative socio-économique, jusqu'à concurrence de 50 points. 	50	

	des compétences, d'emploi, de bourses d'études, etc. Pour décrire l'initiative socio-économique, l'offrant doit soumettre les informations suivantes : 1. Nom de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action, du rapport socio-économique, etc. 2. Brève description de l'initiative, du programme, de la politique, du plan d'action ou du rapport socio-économique; 3. Description de l'impact (quantitatif et qualitatif) de l'initiative, du programme ou de la politique socio-économique sur le groupe sous-représenté.			
	Expérience de l'entreprise - Maximum de points disponibles :	1010		
	Expérience de l'entreprise - Note de passage minimale (70 %) :	707		

2.2 EXPÉRIENCE DES RESSOURCES (C6 À C8)

Pour chacune des huit ressources internes proposées dans O4, l'offrant doit fournir les éléments suivants :

2.2.1 Curriculum vitæ : en plus des informations obligatoires de l'exigence O4, le curriculum vitæ de chaque ressource proposée doit inclure toutes les accréditations professionnelles, la date d'obtention de l'accréditation et le statut actuel. Les offrants doivent énumérer les accréditations professionnelles valides. Pour toutes les spécialisations, la province pertinente est l'Ontario, sauf dans le cas d'agrément non accordé à l'échelon régional. Ces éléments seront évalués plus en détail dans l'exigence C7.

2.2.2 Deux (2) projets terminés au maximum par ressource, qui démontrent l'expérience de chaque ressource proposée dans son poste clé respectif (le nombre total de projets pour les 8 ressources ne doit pas dépasser 16 projets). Dans le cas où plus de deux (2) projets seraient soumis par ressource, seuls les deux premiers projets proposés tel qu'ils apparaissent dans l'offre seront évalués.

- i) Pour que des points soient attribués relativement à un projet, le rôle de la ressource dans le cadre du projet soumis doit être le même que le rôle proposé pour le poste clé.
- ii) Aux fins de l'évaluation, les projets similaires doivent être en lien avec des inspections de sites contaminés et devraient comprendre : des EES de phase I/II/III, une évaluation des risques pour la santé humaine propre au site, une évaluation des risques pour l'environnement propre au site, une évaluation des sédiments contaminés, une conception et un assainissement des sites ou sédiments contaminés. Si les projets présentés ne figurent pas dans ces catégories, la note « 0 » leur sera accordée.
- iii) Les descriptions doivent inclure ce qui suit pour chacun des projets proposés.
 - a. **Information sur le projet :** catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).
 - b. **Information sur le client du projet :** nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau

opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).

c. Portée et description du projet : décrivez clairement la portée du projet et ses similitudes avec la portée et les tâches des services exigés pour la catégorie indiquée dans l'article 2 du volet 3 de l'appendice 1 de l'annexe A. La description devrait inclure des éléments liés à chaque catégorie précisée, en fonction des services exigés pour chacune. Par exemple : les nouveaux contaminants, la conception d'un plan de travail, l'échantillonnage des sols, l'échantillonnage des sédiments, l'élaboration de niveaux cibles propres à un site, la caractérisation des risques, l'évaluation des données toxicologiques, l'élaboration de modèles de sites conceptuels, l'approche axée sur le poids de la preuve, les études écologiques, les communications publiques, la santé et la sécurité, etc. Dans le cas d'un projet réalisé en coentreprise, l'offrant doit préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises y ayant participé.

2.2.3 Responsabilités de la ressource dans le poste clé : l'offrant doit décrire pleinement et clairement le rôle et les responsabilités assumés par la ressource proposée dans son poste clé, y compris son expérience technique et pratique dans le projet proposé. L'expérience doit inclure notamment les éléments qui ont été énumérés sous chacun des postes clés.

a. Personne-ressource des OCIR

- Gestion des programmes de travail
- Orientation stratégique
- Risques associés au projet
- Liaison avec le client
- Communications avec les organismes de réglementation
- Communications avec les intervenants
- Gestion des ressources humaines
- Examen de niveau supérieur
- Assurance et contrôle de la qualité
- Règlement des différends

b. Ressource principale- Gestionnaire de projet

- Gestion des programmes de travail
- Portée
- Calendrier
- Budget
- Contrôle des changements
- Qualité
- Gestion des ressources humaines
- Communications
- Risques associés au projet
- Passation de marchés de services et gestion des contrats
- Mobilisation du public et des Autochtones
- Plans relatifs à la santé et à la sécurité

c. Ressource principale- Évaluation environnementale du site

- Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Évaluation et interprétation des données du site

- Supervision du respect de la réglementation
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Direction des travaux complexes d'évaluation du site
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports

d. Ressource principale -Évaluateur du risque – Toxicologue en santé humaine

- Planification et conception des évaluations des risques à la santé humaine propres à un site et plans des travaux d'analyse
- Supervision du respect de la réglementation
- Évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs humains
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Sélection des valeurs toxicologiques de référence (VTR) et établissement de niveaux cibles propres à un site - supervision du respect de la réglementation
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Examen de niveau supérieur
- Conseils techniques d'expert
- Formulation de recommandations
- Préparation de rapports
- Direction des travaux complexes d'évaluation des risques
- Mobilisation du public et des Autochtones
- Caractérisation des risques
- Assurance de la qualité et contrôle de la qualité

e. Ressource principale-Évaluateur du risque – terrestre ou faunique

- Planification et conception des évaluations des risques propres à un site
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Conseils techniques d'expert
- Direction des travaux complexes d'évaluation des risques
- Formulation de recommandations
- Supervision du respect de la réglementation
- Sélection des VTR ou établissement de niveaux cibles propres à un site
- Examen de niveau supérieur
- Mobilisation du public et des Autochtones
- Préparation de rapports
- Évaluation des données toxicologiques pour les récepteurs aquatiques et terrestres
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Relevés écologiques
- Caractérisation des risques

f. Ressource principale-Hydrogéologue

- Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse hydrogéologiques
- Supervision du respect de la réglementation

- Interprétation des données hydrogéologiques
- Évaluation du transport et du devenir des contaminants
- Formulation de recommandations
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Direction des travaux complexes d'évaluation hydrogéologiques
- Préparation de rapports
- Direction technique
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation

g. Ressource principale-Spécialiste en évaluation des sédiments

- Planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse des sédiments
- Évaluation et interprétation des données toxicologiques
- Évaluation et interprétation des données de chimie
- Planification et conception des analyses toxicologiques
- Supervision du respect de la réglementation
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Direction des travaux complexes d'évaluation des sédiments
- Préparation de rapports
- Direction technique
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Formulation de recommandations

h. Ressource principale-Ingénieur en environnement – Projet de réhabilitation

- Planification et conception des plans de travail concernant l'assainissement
- Supervision du respect de la réglementation
- Interprétation des données hydrogéologiques
- Direction de travaux complexes de réhabilitation, y compris la supervision sur le site des entrepreneurs pour la durée des travaux de réhabilitation
- Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve
- Dessins détaillés de conception et spécifications pour les contrats de réhabilitation
- Préparation de procédures normalisées d'exploitation
- Conseils techniques d'expert
- Examen de niveau supérieur
- Préparation de rapports
- Direction technique
- Formulation de recommandations

N°	Critères cotés	Système de notation	Nombre maximum de points disponibles	Renvoi à l'offre technique
----	----------------	---------------------	--------------------------------------	----------------------------

C6	Scolarité L'offrant doit fournir les détails pertinents touchant la scolarité de chacune des ressources proposées dans l'exigence O4.	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est de 15 points. <ul style="list-style-type: none"> 15 points = Diplôme d'études universitaires (2^e cycle) 10 points = Diplôme d'études universitaires (1^{er} cycle) 5 points = Diplôme d'études collégiales 	120	
C7	Accréditation L'offrant doit fournir pour chaque ressource proposée dans l'exigence O4 les titres de compétence professionnelle pertinents. Voici les titres de compétence pertinents jugés acceptables : <ul style="list-style-type: none"> Ingénieur (Ing.) Géoscientifique professionnel (P.Geo) Biologiste professionnel (PBio ou RPBio) Chimiste professionnel (C.Chem) Diplôme de l'American Board of Toxicology (DABT) Professionnel de la gestion de projet (PGP) Spécialiste de l'environnement agréé (SE)* Technologue agréé en ingénierie (TAG) <p><i>* Le 1^{er} août 2010, le titre de spécialiste de l'environnement agréé du Canada (SEAC) a été fusionné sous le titre de spécialiste en environnement.</i></p> <p><i>http://www.cecab.org/public/content.aspx?display=background</i></p>	Le maximum de points disponibles pour chaque ressource proposée est de 5 points. <ul style="list-style-type: none"> 5 points = Attestations reconnues 0 point = Aucune attestation reconnue <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit, pour chaque ressource proposée, fournir une copie de sa certification.</p>	40	
C8	1. Personne-ressource des OCIR a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée. Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans	Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points. Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.	140	

<p>deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale de site suivant les normes de l'Association canadienne de normalisation 2. Évaluation des risques 3. Évaluation des sédiments 4. Assainissement des sites/sédiments contaminés <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets mentionnés au point a) ci-dessus l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 a) de ce tableau.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 		
<p>2. Ressource principale- Gestionnaire de projet</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée. Afin de démontrer la conformité, l'offrant doit soumettre deux (2) projets s'inscrivant chacun dans deux catégories de projets différentes parmi celles énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation des risques 2. Évaluation des sédiments 3. Assainissement des sites/sédiments contaminés <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 b) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	140	
<p>3. Ressource principal – Évaluation environnementale du site</p> <p>a) Expérience de projet</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit</p>	140	

<p>L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale des sites de phase I 2. Évaluation environnementale des sites de phase III <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 c) de ce tableau.</p>	<p>donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 		
<p>4. Ressource principale-Évaluateur du risque – Toxicologue en santé humaine</p> <p>a) Expérience de projet</p> <p>L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation des risques en santé humaine selon le cadre établi par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCf) ou 2. Évaluation des risques en santé humaine selon les normes d'autres administrations <p>b) Responsabilités des ressources</p> <p>Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	<p>140</p>	

	éléments de la section 2.2.3 d) de ce tableau.			
	<p>5. Ressource principale-Évaluateur du risque – terrestre ou faunique</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <p>1.Évaluation des risques environnementaux selon le cadre établi par le PASCF</p> <p>2.Évaluation des risques environnementaux selon les normes d'autres administrations</p> <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 e) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	140	
	<p>6. Ressource principale-Hydrogéologue</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <p>1.Assainissement des sites contaminés</p> <p>2.Évaluation environnementale des sites de phase III</p> <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus,</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et 	140	

	l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 f) de ce tableau.	établissement clair de 3 éléments ou moins		
	<p>7. Ressource principale- Spécialiste en évaluation des sédiments</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit proposer deux (2) projets pour la ressource proposée.</p> <p>Afin de démontrer sa conformité, l'offrant doit soumettre un (1) projet de chacune des catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation des sédiments contaminés selon le cadre du PASCf aquatiques ou selon le cadre Canada-Ontario, ou 2. Évaluation des sédiments contaminés selon les normes d'autres administrations <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 g) de ce tableau.</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins 	140	
	<p>8. Ressource principale- Ingénieur en environnement – Projet de réhabilitation</p> <p>a) Expérience de projet L'offrant doit fournir deux (2) projets pour la ressource proposée parmi les catégories de projets énumérées ci-dessous.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Conception de l'assainissement des sites ou des sédiments contaminés <p>b) Responsabilités des ressources Pour les deux (2) projets qui ont été fournis en a) ci-dessus, l'offrant doit démontrer</p>	<p>Le maximum de points disponibles pour chaque projet proposé est de 70 points.</p> <p>Pour obtenir des points, l'offrant doit donner suffisamment de détails pour établir l'expérience de projet de la ressource proposée dans le rôle clé proposé.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 70 points = Recensement et établissement clair d'au moins 10 éléments ▪ 50 points = Recensement et établissement clair de 7 à 9 éléments ▪ 30 points = Recensement et établissement clair de 4 à 	140	

	l'expérience de projet de la ressource proposée liée aux éléments de la section 2.2.3 h) de ce tableau.	6 éléments ▪ 10 points = Recensement et établissement clair de 3 éléments ou moins		
	Expérience des ressources - Nombre maximal de points disponibles :		1 280	
	Expérience des ressources - Note de passage minimale (70 %) :		896	
Volet 3 - Total des critères techniques évalués par points (section 1 + section 2) :				

Remarque à l'attention des offrants – Aux fins de soumission de la partie des projets répondant à l'exigence C8, il est conseillé aux offrants de fournir les renseignements demandés pour chaque projet sous forme de tableau. Un autre format sera accepté.

Tableau d'exemple : Expert-conseil principal – Évaluation environnementale du site

	N° du projet
Catégorie du projet, nom du projet, emplacement du projet (ville, province/territoire/État, pays), date de début (JJ/MM/AAAA) et date d'achèvement (JJ/MM/AAAA).	
Nom et adresse de l'organisation, client cité en référence au niveau opérationnel, notamment le nom, le titre et les coordonnées (courriel ou numéro de téléphone).	
Description du projet, notamment :	
- Rôle de la ressource dans le projet	
- Expert-conseil principal – Responsabilités relatives à l'EES	
<u>Éléments des critères d'évaluation</u> <ul style="list-style-type: none"> • planification et conception des plans de travail concernant l'échantillonnage et l'analyse de l'environnement • Préparation de procédures normalisées d'exploitation • Supervision du respect de la réglementation • Évaluation et interprétation des données du site • Examen de niveau supérieur • Conseils techniques d'expert • Direction technique • Direction des travaux complexes d'évaluation du site • Formulation de recommandations • Préparation de rapports • Évaluation de lignes multiples d'éléments de preuve 	

ANNEXE 'F' DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE 'G' DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

En présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, j'atteste, en tant qu'offrant, que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un offrant. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission non recevable ou constituer un manquement au contrat.

De plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi se trouvent sur le site Web du [Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée]

Remplir les parties A et B.

A. Cocher une seule des déclarations suivantes :

- () A1. L'offrant atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. L'offrant atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. L'offrant atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), en vertu de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- () A4. L'offrant atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. L'offrant a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada;

- () A5.1. L'offrant atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC).

OU

- () A5.2. L'offrant atteste avoir présenté l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'EDSC.

B. Cochez une seule des déclarations suivantes :

- () B1. L'offrant n'est pas une coentreprise.

OU

- () B2. L'offrant fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

ANNEXE 'H' DE LA PARTIE 5 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
ATTESTATIONS ADDITIONNELLE

1. Conseil d'administration

Conformément à l'article 5.2.1, Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée de la partie 5, Attestations et renseignements supplémentaires, la documentation requise qui doit être fournie est la liste complète de toutes les personnes qui sont actuellement des administrateurs de l'offrant avant l'attribution du contrat. Les offrants doivent présenter cette information dans leur offre.

Nom de l'administrateur - _____	Titre : _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____
Nom de l'administrateur - _____	Titre: _____

2. Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)

Conformément à la Section 02, Numéro d'entreprise - approvisionnement, des 2006 (2019-03-04) Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, les fournisseurs doivent détenir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'un contrat. . Ils doivent fournir leur NEA dans leur soumission.

Numéro d'entreprise - approvisionnement - _____

Si un fournisseur ne possède pas une NEA, les fournisseurs peuvent demander un NEA en direct à Données d'inscription des fournisseurs. Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

ANNEXE D

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Government
of CanadaGouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EQ447-220523

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIEDSECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ESCS	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Environmental Services		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		
<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes Non Oui		
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		
<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Non Oui		
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ447-220532/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client
EQ447-220532

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
TOR-1-44067

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EQ447-220523

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITE	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☒ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

Canada

Solicitation No. - N° de l'invitation
EQ447-220532/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client
EQ447-220532

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
TOR-1-44067

Buyer ID - Id de l'acheteur
tor024

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EQ447-220523

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC						
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DEFUSION RESTRICTÉ	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COMSEC TOP SECRET COMSEC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	
											A	B	C				
Information / Assets Renseignements / Biens																	
Production																	
IT Media / Support TI																	
IT Link / Lien électronique																	

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No

Non

☐ Yes

Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?



No

Non

☐ Yes

Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).